

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES LIMITATIONS AU DROIT DE RÉPONSE

Thèse pour le Doctorat

Soutenue le lundi 5 mai 1913, à 3 heures.

PAR

R. CLÉRISSE

Président: M. LARNAUDE, professeur.

Suffragants: { M. WEISS, professeur.
 { M. WAHL, professeur.

PARIS

A. PEDONE Éditeur,

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1913

DES
LIMITATIONS AU DROIT DE RÉPONSE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES LIMITATIONS

AU

DROIT DE RÉPONSE

Thèse pour le Doctorat

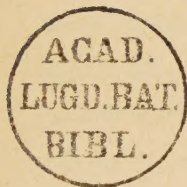
Soutenue le lundi 5 mai 1913, à 3 heures.

PAR

R. CLÉRISSE

Président: M. LARNAUDE, professeur.

*Suffragants: { M. WEISS, professeur.
 { M. WAHL, professeur.*



PARIS

A. PEDONE Éditeur,

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le droit de réponse est un droit général et absolu. Tel est le principe proclamé par tous les auteurs qui se sont occupés du droit de réponse, comme aussi par tous les jugements et arrêts rendus sur la question, depuis bientôt près de cent ans que le droit de réponse a été introduit dans nos lois. Et si l'on passe à l'application du droit de réponse, on voit que ce droit appartient à toute personne nommée dans un journal ou écrit périodique sans qu'elle ait été lésée le moins du monde, sans qu'elle ait besoin de justifier d'un intérêt quelconque. Le seul fait d'avoir été nommée ou simplement désignée, lui donne le droit de répondre, et elle est seule juge de l'opportunité, de la teneur, et de la forme de sa réponse. Bien plus, cette réponse n'a pour ainsi dire pas de limite matérielle puisque son auteur, qui a droit gratuitement à une réponse double de la longueur de l'article dont il se

plaint, peut, s'il en a les moyens, remplir le journal entier de sa prose. Sa réponse n'a d'autres limites que le respect dû aux lois, aux bonnes mœurs, à l'honneur du journaliste et à l'intérêt légitime des tiers.

Et chacun de vanter ce « droit de légitime défense », ce moyen « de protéger le mur de la vie privée contre les escalades des journalistes », ce moyen « d'écraser l'insecte sur la plaie ». Il est vrai qu'au moment où le droit de réponse fût introduit dans nos lois la liberté de la presse était une chose toute nouvelle, au point que Chassan, au début de son « Traité des délits et contraventions par la voie de la presse » (1846) en parle en ces termes : « Pénible conquête obtenue après les plus sanglantes luttes, cette institution, quoique impérieusement réclamée par l'opinion et par les besoins actuels de la société, n'est pas encore entrée entièrement dans les mœurs françaises. »

Plus tard, Eugène Baresté s'écrie : « Les trente-trois millions de Français dont notre pays s'honore seraient à l'heure qu'il est gouvernés despotiquement par une centaine de rédacteurs en chef, non d'après telle ou telle loi votée par la nation, mais selon le bon plaisir de ces messieurs comme au bon temps de la féodalité (1). »

(1) Du droit de réponse dans les journaux par E. Baresté. Cf. Chassan, tome I, n° 948.

Et Cabet, qui n'était pourtant pas un réactionnaire :
« Il faut qu'on puisse se défendre contre les abus du journalisme... c'est le droit de trente-deux millions de citoyens... Si quelque faveur est due à l'une des parties, c'est sans contredit au citoyen (1). »

Ainsi parlait-on, il y a plus d'un demi-siècle, alors que la presse n'était pas encore puissamment organisée comme de nos jours, où on a pu l'appeler le quatrième pouvoir, mais que les quelques feuilles imprimées chaque jour faisaient trembler jusqu'au premier ministre.

Depuis, les mœurs ont changé, le régime de la presse a été modifié, bien des entraves à la liberté ont disparu, mais le droit de réponse est resté tel ou à peu près qu'au jour de son apparition dans nos lois.

Etant donnée la généralité des textes, la jurisprudence aurait pu donner peu à peu à la presse un régime mieux en harmonie avec les mœurs actuelles. Mais bien loin de restreindre la généralité de ces textes par une interprétation sagement mesurée, elle n'a fait qu'ouvrir la porte à tous les abus par une application trop large de la loi. C'est à peine si quelques jugements ou arrêts plus libéraux prennent parfois la défense du journaliste pour se voir d'ailleurs implacablement cassés par la Cour suprême

(1) Cf. Chassan, tome II, p. 655.

qui, en toute occasion, proclame que « le droit de réponse est général et absolu, que celui qui l'exerce est seul juge de la forme, de la teneur et de l'utilité de sa réponse et que l'insertion ne peut en être refusée qu'autant qu'elle serait contraire aux lois, aux bonnes mœurs, à l'intérêt légitime des tiers ou à l'honneur du journaliste lui-même » (1).

Certes nous sommes les premiers à trouver le droit de réponse légitime et à reconnaître les services qu'il a rendus et qu'il est susceptible de rendre. Il offre à toute personne lésée par un article un moyen prompt et ingénieux de se défendre à bon compte et de réparer le préjudice qu'on lui a causé sans avoir recours à la lente justice des tribunaux. Mais ce droit tel qu'il existe dans la législation actuelle, tel surtout qu'il est défini par la jurisprudence, peut donner lieu à de graves abus. N'y aurait-il pas lieu de ramener son exercice à des proportions raisonnables et de lui fixer des limites qui, tout en sauvegardant les intérêts très respectables des particuliers, tiendraient davantage compte des intérêts du journal et des journalistes. C'est ce que nous nous proposons de voir dans cette étude. Auparavant il convient de faire un bref historique du droit de réponse et de voir ensuite

(1) Cf. Cass., 1^{er} mars 1838, 29 janv. 1842, 27 nov. 1845. Dal., Rép. v^o. Presse n^{os} 328 et 330. Barbier, p. 119 et suiv.

quelles sont les lois et la jurisprudence qui le régissent actuellement. Cette étude fera ressortir le cas où le droit de réponse est un droit trop général et trop absolu. Nous verrons non seulement les différents points qui ont attiré l'attention du législateur et les réformes qui ont été proposées, mais encore les modifications qu'il serait désirable, à notre avis, d'apporter au régime actuel du droit de réponse.



LE DROIT DE RÉPONSE

Historique.

L'historique du droit de réponse se trouve dans tous les ouvrages sur la liberté de la presse, nous nous contenterons donc ici d'un aperçu rapide nous permettant, dans la suite, de nous reporter à certains projets de loi et aux discussions qu'ils provoquèrent.

M. Cruppi, dans son remarquable rapport à la Chambre des Députés sur le droit de réponse (1), trouve pour la première fois exprimée l'idée de réponse dans une déclaration faite par Théophraste Renaudot, dans le premier numéro de la *Gazette de France* du 30 mai 1631, ainsi conçue : « Ceux qui se scandaliseront passible de deux ou trois faux bruits qu'on nous aura donnés comme vérité seront par là incités à débiter au public, par ma

(1) Cf. Rapport Cruppi, Chambre des Députés, n° 2866, session 1901, p. 2.

plume (que je leur prête à cette fin) les nouvelles qu'ils croiront plus vraies et comme telles plus dignes de lui être communiquées. » Ainsi l'idée de la réponse serait aussi ancienne que le journal. Mais si le geste de Renaudot est loyal et plein de bonne grâce, nous sommes un peu sceptique sur la façon dont il aurait accueilli les réponses des mécontents et nous sommes encore loin du droit de réponse organisé.

La Constituante, dans l'article 11 de la Déclaration des Droits de l'Homme, proclama la liberté de la presse. Cette liberté toute nouvelle accordée au moment où les passions politiques étaient à leur comble, donna forcément lieu aux pires violences. Chaque jour les feuilles de l'époque déversaient des torrents d'injures sur leurs adversaires politiques. Mais alors les Gouvernements ayant déjà fort à faire pour veiller à leur propre sécurité ne se préoccupent guère de défendre les particuliers ; d'ailleurs le droit de réponse était un moyen de défense trop perfectionné pour ces temps troublés, il était plus simple de déporter les journalistes indiscrets ou trop violents, ou de les envoyer à l'échafaud.

C'est Dulaure qui, pour la première fois, fit au Conseil des Cinq Cents, dans la séance du 24 prairial an VII, une proposition de loi sur le droit de réponse. Il demanda, avec l'éloquence coutumière à cette époque, que l'on

empêcha les journaux de « vomir le poison de la calomnie sur les plus purs républicains » et pour cela « que l'on « obligeât les journalistes qui auraient inséré dans leur « feuille une attaque contre la réputation d'un ou de plusieurs individus à y insérer aussi la réponse ». La proposition Dulaure comprend deux articles ainsi conçus :

Article 1^{er}. — « Tous propriétaires ou rédacteurs de « journaux ou d'ouvrages périodiques, quelle que soit « sa dénomination, qui y auraient inséré un article attentatoire à la réputation d'un ou de plusieurs citoyens, « seront tenus d'y insérer la réponse à cet article dans « les cinq jours qui suivront la réception de la dite réponse, sous peine de voir leurs journaux ou ouvrages « périodiques supprimés et d'être en outre condamnés « aux frais d'impression, de timbre et de poste de 3.000 « exemplaires de la dite réponse. »

Article 2. — « Les susdits propriétaires ou rédacteurs « seront en outre tenus, sous les mêmes peines, de délivrer à chaque citoyen prétendu calomnié ou à celui « qui le représentera un récépissé de la réponse à insérer, dans lequel sera mentionné le nombre de lignes non « raturées de cette réponse et la date du jour où elle « aura été reçue. »

Cette proposition fut rejetée, mais l'idée du droit de réponse était trouvée et quelques années plus tard, le

Gouvernement de la Restauration établit le droit de réponse au profit des fonctionnaires par la loi du 9 juin 1819. C'est le droit de rectification qui subsiste encore et est régi par l'article 12 de la loi du 29 juillet 1881.

Le droit de réponse, tel qu'il existe encore aujourd'hui, apparaît pour la première fois dans la loi du 25 mars 1822, article 11, qui est devenu, à peu de chose près, l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881.

L'article 11 de la loi de 1822 est ainsi conçu : « Les propriétaires ou éditeurs de tout journal ou écrit périodique seront tenus d'y insérer, dans les trois jours de la réception ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, la réponse de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique sous peine d'une amende de 50 à 500 francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article incriminé pourrait donner lieu. Cette insertion sera gratuite et la réponse pourra avoir le double de la longueur de l'article auquel elle sera faite. »

Cet article ne se trouvait pas dans le projet qui devait devenir la loi du 25 mars 1822. Ce n'est que lors de la discussion de la loi qu'un député de la Creuse, M. Mestadier, fit la proposition suivante sous forme d'amendement : « La publication de tout acte de la vie domestique
« ou privée faite sans l'aveu de celui qu'elle intéresse est

« passible de 100 à 200 francs d'amende. » C'était exagéré. L'écho le plus anodin pouvait donner lieu chaque jour aux réclamations d'une foule de gens susceptibles et les articles de journaux auraient été forcés de se confiner dans de vagues et banales généralités par crainte de l'amende. La proposition fut repoussée, mais le lendemain le texte que nous avons reproduit fut adopté sans discussion par la Chambre des Députés. En revanche, cette proposition rencontra une vive opposition à la Chambre des Pairs, peu favorable cependant à l'extension de la liberté de la presse. Plusieurs membres de la Chambre Haute, particulièrement le duc de Broglie qui déjà prévoyait combien cette innovation rendrait difficile dans certains cas la tâche du journaliste, s'élevèrent contre les entraves ainsi apportées à la liberté de la presse. Plusieurs amendements furent proposés dans lesquels on se préoccupait de restreindre et de limiter ce droit par trop étendu accordé à toute personne simplement désignée. Mais le garde des Sceaux, M. de Peyronnet, tint tête à toutes les discussions et défendit le droit de réponse dans des termes sur lesquels la jurisprudence devait plus tard s'appuyer pour étendre encore un droit déjà si large et si absolu. Le texte fut adopté sans modifications.

Depuis lors, les différentes lois sur la presse qui se

sont succédées avec les différents gouvernements ont conservé le droit de répondre et, loin de le restreindre, l'ont plutôt étendu.

C'est ainsi que l'article 17 de la loi peu libérale du 9 septembre 1835 inaugure l'insertion payante au-delà de la longueur du double de l'article, c'est-à-dire la réponse illimitée pour les personnes qui en ont les moyens. De plus, le sage délai accordé au gérant pour insérer la réponse qui lui était adressée était supprimé. La réponse devait paraître dans le numéro qui suivait le jour de sa réception. L'article 17 était ainsi conçu : « L'insertion
« des réponses et rectifications prévues par l'article 11
« de la loi du 25 mars 1822 devra avoir lieu dans le
« numéro qui suivra le jour de la réception, elle aura
« lieu intégralement et sera gratuite ; le tout sous les
« peines portées par la dite loi. Toutefois, si la réponse
« a plus du double de la longueur de l'article auquel
« elle sera faite, le surplus de l'insertion sera payé sui-
« vant le tarif des annonces. »

Comme on le voit, la loi de 1835 rendait encore le droit de réponse plus onéreux pour la presse et elle établissait une inégalité choquante entre les personnes fortunées qui pouvaient remplir à leur gré et sans aucune limite les colonnes du journal de leur réponse et l'indigent qui, ne disposant que de quelques lignes pour se défendre,

devait digérer l'offense sans se plaindre. Malgré une pareille injustice, cette innovation a malheureusement subsisté dans notre législation. L'article 13 de la loi du 27 juillet 1849 la maintint :

« L'insertion sera gratuite pour les rectifications et
« réponses prévues par l'article 41 de la loi du 25 mars
« 1822, lorsqu'elles ne dépassent pas le double de la
« longueur des articles qui les auront provoquées : dans
« le cas contraire, le prix d'insertion sera dû pour le
« surplus seulement. » Et nous la retrouvons dans l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 qui, malgré les réformes proposées, nous régit encore actuellement.

Législation actuelle.

L'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 est ainsi conçu :
« Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de
« leur réception ou dans le plus prochain numéro, s'il
« n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours,
« les réponses de toute personne nommée ou désignée
« dans le journal ou écrit périodique sous peine d'une
« amende de 50 à 500 francs, sans préjudice des autres pei-
« nes et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait don-
« ner lieu. Cette insertion devra être faite à la même place
« et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provo-

« quée. Elle sera gratuite lorsque les réponses ne dépassent pas le double de la longueur dudit article. Si elles le dépassent, le prix d'insertion sera dû pour le surplus. Il sera calculé au prix des annonces judiciaires. »

On voit que l'article 13 de la loi de 1884 est la reproduction de l'article 11 de la loi du 25 mars 1822 avec l'aggravation apportée par l'article 17 de la loi de 1835. Aussi la jurisprudence interprétant les lois précédentes s'applique-t-elle au régime actuel.

Voyons comment ce texte a été appliqué, comment fonctionne ce droit de réponse, quels sont les droits des particuliers et les obligations du journaliste tant d'après les auteurs que d'après la jurisprudence.

I. — *A qui appartient le droit de réponse.*

A toute personne nommée ou désignée, dit l'article 13. La doctrine et la jurisprudence s'accordent pour reconnaître que la nomination n'est pas nécessaire, une simple désignation suffit pourvu qu'elle soit assez claire, non pas seulement pour que la personne désignée s'y reconnaisse, mais avec elle la masse des lecteurs. C'est avec raison, à notre avis, qu'on a interprété le texte dans le sens le plus large, la loi ne pouvait entrer dans le détail, en cas de discussion les tribunaux décideront. On s'est

cependant préoccupé de savoir si le droit de réponse appartenait à certaines catégories d'individus.

Le fonctionnaire en tant que simple particulier peut sans aucun doute user du droit de réponse, mais peut-il en user comme fonctionnaire ? Ne doit-il pas se contenter du droit de rectification que lui accorde l'article 12 ? Dans ce dernier cas aussi on accorde le droit de réponse au fonctionnaire. Mestadier, lors de sa proposition de loi qui devait aboutir à l'article 11 de la loi de 1822, semble n'avoir eu aucun doute à ce sujet : « Un moyen plus satisfaisant, dit-il, (que de recourir aux tribunaux) pour l'honnête homme, *fonctionnaire ou non*, antidote plus efficace contre un poison dont l'effet est si rapide, c'est de pouvoir repousser l'outrage par les mêmes armes et dissiper tous les doutes, tous les nuages dans l'esprit de tous ceux qui auront lu l'article dont il se sentira blessé » (1). Bien que la loi de 1881 ait limité le droit de rectification, alors que le droit de réponse reste fort étendu, le texte n'autorise pas à faire une distinction (2), la jurisprudence est d'ailleurs en ce sens (3).

(1) Cf. *Moniteur* 1822, séance du 1^{er} fév. p. 155. Un amendement proposé à la Chambre des Pairs par le Comte Molé pour refuser le droit de réponse aux fonctionnaires fut rejeté. Cf. *Moniteur* 1822, p. 382.

(2) Cf. Jaubert. *Droit de réponse*, p. 101 et suiv.

(3) Cass., 21 fév. 1889, *Dall.* 90, 1, 189 ; Cass., 10 avril 1891.

Le journaliste a également le droit de réponse. On a prétendu le lui refuser en arguant de ce qu'il pouvait se défendre dans son journal. Mais alors ce n'est plus une réponse, c'est une polémique et puis les lecteurs ne sont pas les mêmes. Rien n'autorise un pareil refus ; il faut donc lui donner le droit de réponse (1).

Enfin, le droit de réponse appartient aussi aux êtres moraux, administrations, corps constitués, tribunaux, compagnies, associations (2). On a fait une distinction entre les êtres moraux ayant une personnalité civile et ceux qui ne l'ont pas. Dans ce dernier cas les membres de la Société ont toujours le droit de réponse, la loi doit être interprétée dans un sens large (3). *Quid* pour le journal ? La plupart des auteurs accordent le droit de réponse au gérant, mais un arrêt récent le lui a refusé. Il est vrai que dans la plupart des cas le gérant pourra répondre en son nom personnel (4).

S. 94, 1, 478 ; Cass., 18 juillet 1896, S. 97, 1, 64 ; Trib. Seine, 17 fév. 1892, Lois Nouv., 92, 2, 37.

(1) Douai, 16 juin 1845, D. 48, 2, 11 ; Paris, 16 août 1883, *Gaz. du Palais*, tome 5, p. 61 ; Toulouse, 13 nov. 1885, *Gaz. du Palais*, 1886, 1, Supp^e 96, Seine, 3 août 1893, Lois Nouv. 1894, 2^e partie, p. 10 ; Cass., 21 mai 1897, D. 98, 1, 94.

(2) En ce sens, Chassan, tome I, n° 949 ; de Grattier, tome II, p. 102 ; syndicats professionnels Cruppi, Rapport n° 2866, p. 8.

(3) Cf. Schuermans, *Code de la Presse*, § 2, p. 82.

(4) Cf. Barbier, n° 148 ; de Grattier, tome II, p. 102. Dall., *Presse*, n° 285, Jaubert, p. 117 et suiv. Cass., 21 mai 1897, D. 98, 1, 94 ; *Contrà* Cf. Duplat.

Ce sont là des cas particuliers ayant pu soulever quelques difficultés dans le silence de la loi. Mais le caractère du droit de réponse est d'être général. Chose plus grave, sur laquelle nous reviendrons longuement, c'est que la personne qui exerce ce droit n'a pas besoin de justifier d'un intérêt quelconque. La jurisprudence est formelle sur ce point et la plupart des auteurs, tout en déplorant un pareil état de choses, reconnaissent qu'il est difficile d'interpréter le texte différemment.

II. — *Forme de la réponse.*

Le principe est que le journaliste n'est pas juge de la réponse (1). Cette règle a été formulée par le Garde des Sceaux, M. de Peyronnet, lors de la discussion de la loi de 1822 : « Le journaliste, dit-il, ne doit pas être juge de la réponse en ce sens seulement qu'il ne peut juger de son utilité ou de sa nécessité dans l'intérêt de son auteur. Ainsi, que le particulier qui la présente ait tort ou raison de se trouver offensé, dès lors qu'il a été désigné, le journaliste doit insérer sa réponse, mais cette obligation ne peut entraîner celle de publier un article coupable et c'est ici qu'il redevient par la nécessité des choses juge, non pas de l'opportunité de la réponse, mais de ce que

(1) Dall. Rép. v°, Presse n° 345.

la réponse peut contenir. S'il l'admet, il encourt toute la responsabilité qu'elle peut entraîner ; s'il la refuse et que l'auteur croit pouvoir se plaindre de ce refus, c'est aux tribunaux qu'il appartient de prononcer. Si le refus leur paraît motivé, ils déchargeront le journaliste de leur poursuite, ils lui appliqueront au contraire l'amende et les dommages et intérêts si le refus leur paraît injuste et dénué de raisons suffisantes » (1).

Ainsi le gérant est tenu d'insérer toute réponse qui lui est adressée. Peu importe que la réponse n'ait qu'un rapport éloigné avec l'article qui l'a provoquée, qu'elle contienne des longueurs ou des inexactitudes (2).

Il a été jugé aussi que des vivacités de langage, même blessantes, pouvaient être justifiées par la violence de l'attaque (3), mais comme le disait le Garde des Sceaux à la Chambre des Pairs, le gérant ne peut être tenu d'insérer une réponse coupable, le droit de réponse a donc des limites ; ces limites dont la loi ne parle pas ont été fixées par la jurisprudence. Voici en général les termes

(1) Séance du 4 mars 1822, *Moniteur* du 13 mars.

(2) Paris, 21 fév. 1840, Dall., Presse n° 330 ; Cass., 29 janv. 1842, S. 1843, 1, 74 ; Cass., 27 nov. 1845, S. 1846, 1, 209 ; Cass., 8 fév. 1850, S. 1850, 1, 329 ; Cass., 20 juillet 1854, S. 1854, 1, 663 ; Cass., 8 juillet 1905, D. 1909, 1, 409, S. 1908, 1, 373.

(3) Cass., 6 fév. 1886 ; Cass., 14 mai 1887, S. 1888, 1, 281 ; Cass., 8 mai 1890, D. 1890, 1, 452 ; Cass., 31 janv. 1902, D. 1903, 1, 100.

que l'on retrouve dans la plupart des arrêts depuis 1822 :
 « Le droit de réponse est général et absolu : celui qui
 « l'exerce est seul juge de la forme, de la teneur et de
 « l'utilité de sa réponse et l'insertion ne peut être refusée
 « qu'autant qu'elle serait contraire aux lois, aux bonnes
 « mœurs, à l'intérêt légitime des tiers ou à l'honneur du
 « journaliste lui-même » (1). Ainsi il ne faut pas que la
 réponse soit contraire aux lois et aux bonnes mœurs (2).
 Cela va de soi, on ne peut pas forcer le gérant à com-
 mettre un délit. D'autre part, le gérant qui insère une
 réponse coupable ne peut se retrancher derrière l'obliga-
 tion d'insérer la réponse (3). Il ne faut pas que la réponse
 soit contraire à l'intérêt légitime des tiers (4). Lors de la
 discussion de la loi de 1822, M. de Peyronnet n'avait
 prévu que le délit. Il fallait donc injurier ou diffamer un
 tiers. La Cour de Cassation dans son célèbre arrêt de
 1844 (5) déclara qu'il suffisait de porter atteinte à l'inté-

(1) Cass., 1^{er} mars 1838, 29 janv. 1842, 27 nov. 1845, Paris, 25 avril 1910, S. 1910, 2, 255; Dall. Presse n° 328 et 330. Barbier, tome I, p. 119. Fabreguettes et nombreux arrêtés cités par eux.

(2) Paris, 22 mars 1907, D. 1907, 2, 191.

(3) Bordeaux, 16 août 1829, Dall., Presse n° 334; Limoges, 21 janv. 1888, D. 89, 2, 189; Riom, 14 janv. 1844, D. 1847, 2, 220; Cass., 21 janv. 1860, D. 60, 1, 104; Cass., 19 nov. 1869, D. 70, 1, 142.

(4) Douai, 18 déc. 1901, D. 1904, 2, 164.

(5) Cass., 26 mars 1841, D. 1841, 1, 138.

rêt légitime des tiers. Cette jurisprudence a été constante depuis et elle a été pour ainsi dire consacrée en 1881 par le rejet d'un amendement de M. Sourigue qui demandait de revenir au système antérieur. Par tiers, on entend toute personne étrangère à la polémique. Il suffit que la réponse soit blessante. Par honneur du journaliste, M. Barbier pense que les arrêtés ont voulu établir des degrés ; l'auteur de la réponse sera tenu à moins de ménagements vis-à-vis du journaliste que vis-à-vis des tiers étrangers au débat. Il faut tenir compte pour juger la réponse de la violence de l'attaque. Toutefois, plusieurs arrêts décident qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier si la réponse se renferme dans les limites de modération et de convenance que doit observer celui qui invoque le privilège résultant de l'article 11 de la loi de 1822 (1).

III. — *Contre qui s'exerce le droit de réponse.*

Contre tous les journaux et écrits périodiques, dit l'article 13. Il appartient aux tribunaux de décider si une publication rentre dans la catégorie des périodiques. Il

(1) Cass., 19 juillet 1873, D. 1873, 1, 67 ; Cass., 25 mai 1882, D. 1883, 1, 48 ; Cass., 17 août 1883, D. 84, 1, 44 ; « elle doit se renfermer dans la mesure des besoins d'une légitime défense » ; Cass., 29 mars 1884, D. 1885, 1, 94.

y a eu une contestation pour les revues, mais les Revues sont bien des écrits périodiques (1).

IV. — *Etendue de la réponse.*

La personne nommée ou désignée a droit gratuitement à une réponse représentant le double de tout l'article au cours duquel elle a été visée.

Depuis la loi de 1835, si la réponse dépasse le double de l'article, le surplus de l'insertion doit être payé au prix des annonces judiciaires. L'insertion devant se faire à la même place et dans les mêmes caractères que l'article ayant provoqué la réponse, il est facile de calculer l'étendue de la réponse.

Ce texte strictement appliqué autorise donc la réponse illimitée pour les personnes qui en ont les moyens (2).

V. — *Délai d'insertion.*

L'article 13 dit : « Le gérant sera tenu d'insérer dans
« les trois jours de leur réception ou dans le plus pro-

(1) Seine, 29 déc. 1897, D. 1898, 1, 290. Procès Dubout-Brunetière, attendu que la *Revue des Deux Mondes* est une publication bimensuelle qu'elle est donc un écrit périodique dans le sens de l'art. 13.

(2) Cass. Crim., 4 février 1905, D. 1906, 1, 223.

« chain numéro s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours... » Ce délai de trois jours n'est pas franc, c'est-à-dire que la réponse doit paraître au plus tard le surlendemain du jour de sa réception. Si le journal n'est pas quotidien, la réponse doit paraître dans le plus prochain numéro à dater de la réquisition d'insertion, serait-ce le lendemain. Aussi lourde que puisse paraître cette obligation, la jurisprudence est inflexible sur ce point et n'admet que le cas d'impossibilité matérielle (1).

VI. — *Prescription.*

L'article 65 de la loi de 1881 établit une prescription de trois mois pour les crimes, délits et contraventions de la presse, à compter du jour où ils auront été commis (2). Or, pour le droit de réponse, l'infraction est dans le refus d'insertion. Tant qu'il n'y a pas eu réquisition à fin d'insertion et refus de cette insertion, il n'y a pas infraction et il ne peut être question de prescription (3). La pres-

(1) Cass., 9 août 1872, S. 1873, 1, 181 ; Cass., 9 août 1878, *Gaz. des Trib.*, 8 oct. 1878 ; Cass., 13 juillet 1900, *Gaz. des Trib.*, 29 juillet 1900.

(2) Art. 65 : « L'action civile et l'action publique résultant des crimes, délits et contraventions prévus par la présente loi se prescriront après trois mois révolus à compter du jour où ils auront été commis ».

(3) Humbert c. *Le Figaro*, S. 1898, 2, 109.

cription de trois mois ne court donc qu'à partir du troisième jour qui suit la réception de la réponse (1). Il s'ensuit qu'une personne nommée dans un article peut envoyer une réponse 29 ans après que l'article a paru (2). Il y a peu de chance que le cas se produise, mais il y a néanmoins une lacune dans la loi.

(1) Barbier, tome II, p. 499.

(2) Marseille, 1^{er} déc. 1886, *Moniteur*, Lyon, 1^{er} mars 1887 ; Cazassus contre Abadie, S. 1906, 1, 60 ; Cass., 31 août 1905, S. 1908, 1, 485.



DES LIMITATIONS AU DROIT DE RÉPONSE

Nous venons de voir rapidement comment le droit de réponse est entré dans nos lois, quels sont les textes qui le régissent actuellement et comment les tribunaux ont interprété ces textes. Ce bref examen a suffi pour nous montrer combien ce droit de réponse est large et étendu. Mais avant de passer en revue les points sur lesquels il faudrait, selon nous, restreindre le droit de réponse, il importe de connaître sa nature juridique.

Le caractère du droit de réponse est difficile à définir. On a dit que c'était une peine *sui generis*. Ce n'est là qu'une manière de parler. Le droit de réponse n'est une peine en aucune façon, c'est une arme défensive mise à la disposition du particulier, dont il est libre d'user ou de ne pas user, et cela sans l'intervention des tribunaux. La peine n'intervient que si le gérant refuse d'insérer la

réponse. Or, c'est un principe absolu que l'application d'une peine n'est jamais laissée à l'arbitraire du particulier.

On s'est plu également à comparer le droit de réponse à un droit de légitime défense. C'est sans doute une comparaison séduisante, mais qui est inexacte au point de vue juridique. La légitime défense n'est pas un droit, c'est une excuse, une tolérance, qui n'est pas réglée par les lois, mais que le particulier peut invoquer quand la loi est impuissante à le défendre. Le droit de réponse, au contraire, est un droit réglementé, accordé à toute personne nommée ou désignée.

De plus, pour justifier la défense en matière criminelle, il faut un attentat, une agression subite contre laquelle on n'a pu se défendre que par la violence, on oppose la force à la force. Dans le droit de réponse, la simple désignation suffit pour légitimer la réponse et la désignation n'est pas un délit. On voit donc qu'il ne faut pas qualifier de peine l'insertion forcée.

Une autre théorie consiste à dire que le droit de réponse est une sorte de peine du talion entre particuliers, se rapprochant des *delicta privata* du droit romain. C'est faire erreur sur la nature de ces *delicta privata* qui se poursuivaient devant le juge et ne se réglaient pas entre particuliers.

La nature juridique du droit de réponse nous semble avoir été bien définie par M. Daroux (1). « Les droits de réponse et de rectification, dit-il, sont des réparations civiles mais munies de ce caractère particulier que leurs titulaires, lorsqu'ils requièrent l'insertion, n'ont à fournir la preuve d'aucun préjudice matériel ou moral. » En effet, c'est une faculté que le législateur a pu, dans ce cas pour ainsi dire unique, accorder aux particuliers, de se faire justice eux-mêmes. Ici, aucun intérêt général n'est en jeu et l'ordre public n'est pas troublé, il n'y a pas de délit, pas d'atteinte portée à la société, c'est un débat entre deux particuliers seuls intéressés, aussi la loi n'intervient pas, elle s'est contentée de fournir des armes aux particuliers contre le journaliste et rarement a-t-on trouvé une réparation aussi complète et aussi proportionnée au préjudice causé. Mais les particuliers n'ont-ils pas été favorisés et n'y aurait pas lieu de les empêcher d'user de cette arme mal à propos ou d'une façon abusive? C'est ce que nous allons examiner.

Dans ce but, nous nous préoccupons d'abord de fixer une limite matérielle à la réponse en lui imposant un maximum et puis, eu deuxième lieu, de rendre ce droit moins absolu en restreignant son champ d'application, en

(1) Daroux. *Du droit de rectification et de ses origines*, p. 33.

obligeant l'auteur de la réponse à justifier d'un intérêt à répondre, ce qui fera l'objet de la première partie : Limitation du droit de réponse quant à son étendue d'abord, quant à son application ensuite.

Dans une deuxième partie, nous examinerons certains cas particuliers : critiques, comptes-rendus, droit des héritiers, dans lesquels le droit de réponse pourrait être, sinon supprimé, du moins subordonné au fait que le journaliste a eu dans son article une intention malveillante.

Enfin, dans une troisième partie nous ferons ressortir quelques lacunes de la loi en ce qui concerne le fonctionnement du droit de réponse, comme dans la fixation du délai accordé au gérant pour répondre et la prescription du droit de réponse.

PREMIÈRE PARTIE

Limitation du droit de réponse en général.

I. Etendue matérielle de la réponse.

Aux termes de l'article 13 de la loi de 1881, la personne nommée ou désignée dans un article a droit *gratuitement* à une réponse représentant le double de cet article, ce qui est facile à calculer puisque la réponse doit être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'a provoquée. Mais il arrive souvent qu'une personne est nommée incidemment ou indirectement au cours d'un article : aura-t-elle néanmoins le droit d'invoquer une réponse d'une longueur double à celle de l'article ? Aussi exagérée que paraisse cette large interpréta-

tion du texte, elle a pourtant été adoptée par la jurisprudence. Ainsi la moindre allusion peut servir de prétexte à une réponse d'une longueur double d'un article étranger à l'auteur de la réponse. Cette obligation peut être très lourde, en particulier pour les Revues dont les articles comprennent toujours un assez grand nombre de pages. Il y a là une véritable faveur accordée aux particuliers au détriment du journal. Aussi M. Cruppi, dans son rapport sur la proposition de loi qui a été adoptée par la Chambre des Députés dans la séance du 25 mars 1902, a-t-il modifié ainsi le texte de l'article 13 : « La réponse ne peut
« excéder le double de l'espace occupé par la partie de
« l'article qui vise directement ou indirectement la
« demande en insertion (1) ».

Cette disposition équitable permet à la personne nommée de se défendre, mais sans lui accorder un droit excessif. On peut objecter que cette dernière ne disposera souvent pas d'assez de place pour sa réponse. Mais la proposition de loi ajoute : « Toutefois elle (la réponse) peut
« toujours et dans tous les cas atteindre un minimum de
« mille lettres d'écriture. En aucun cas le gérant ne peut
« refuser l'insertion de mille premières lettres de la
« réponse ».

Cette mesure a encore l'avantage de combler une lacune de la loi de 1881. L'article 13 accorde à l'auteur

(1) Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 24 déc. 1901, n^o 2866.

de la réponse le double de l'article où il a été visé, mais si au lieu d'un article le journaliste a fait paraître un entrefilet, une simple phrase, une imputation injurieuse ou blessante : « X. est un voleur », par exemple. « Rencontré hier X. en état d'ébriété. » X. aura droit à huit mots ou à quatorze mots pour se défendre, sans doute il peut user de l'insertion payante, mais encore faut-il qu'il ait des ressources. Et c'est une critique de plus que nous adressons à l'article 13 d'établir une inégalité vraiment choquante entre l'auteur de la réponse fortuné et celui qui est misérable.

Nous savons qu'à condition de payer l'insertion de sa réponse au tarif des annonces judiciaires la personne désignée dans un article a un droit de réponse illimité. Une personne qui en aurait les moyens pourrait de la sorte publier dans un journal, sinon le Larousse ou la collection Dalloz comme le dit plaisamment M. Cruppi dans son rapport, mais du moins une réponse tenant plusieurs pages du journal. Au contraire la personne à qui ses modestes ressources ne permettent pas de payer une insertion coûteuse ne pourra se défendre qu'imparfaitement. S'il doit y avoir une inégalité dans la loi, ne serait-ce pas plutôt en faveur de ceux que le manque de fortune rend souvent plus susceptibles? Parfois aussi, alors que le premier a les moyens de s'adresser aux tribunaux pour faire châtier le journaliste insolent ou calomniateur, le pauvre diable n'a que le droit de réponse

pour défendre un honneur, qui, pour ne pas être protégé par une cuirasse de billets de banque, est aussi respectable. Il est pénible de voir une semblable injustice consacrée par les lois d'un pays qui a proclamé le premier l'égalité.

La tolérance des tribunaux sur ce point a donné lieu à des réponses dépassant toutes limites; c'est ainsi qu'un journal belge s'est vu requis d'insérer le Syllabus de Pie IX ! M. Fabreguettes dit dans son traité (1) : « gratuitement le réclamant a droit au double de l'article, mais en payant son droit est illimité. Il y a là un véritable privilège pour les personnes riches qui pourraient, s'il leur en prenait fantaisie, absorber toutes les colonnes du journal ». Et plus loin : « Cette théorie malaisée à défendre devant le sens commun est inattaquable en jurisprudence. »

En effet, la Cour de Cassation n'admet le refus d'insertion basé sur la longueur d'une réponse que s'il est établi par le juge du fait qu'il y a eu impossibilité matérielle d'insérer. Elle l'a proclamé encore dernièrement dans un procès célèbre entre M. Aucoin, sénateur du Gers et la *Dépêche de Toulouse*.

M. Aucoin, pris violemment à partie dans la *Dépêche* pour son attitude politique et ses votes au Sénat, envoya à ce journal deux lettres en réponse aux attaques dont

(1) Fabreguettes. *Traité des délits et des infractions de la presse*, p. 185.

il était l'objet en en demandant l'insertion. Ces deux lettres furent insérées, mais les attaques recommencèrent. M. Aucoin envoya alors une troisième réponse que le gérant refusa d'insérer en invoquant sa longueur. Le Tribunal Correctionnel d'Auch, devant lequel M. Aucoin traduisit le gérant, relaxa ce dernier, motif pris de ce « que la réponse d'Aucoin était d'une longueur exagérée, que l'insertion de cette réponse était de nature à gêner le fonctionnement du journal, par suite à lui causer un préjudice. » Sur appel de M. Aucoin, ce jugement fut cassé par la Cour d'Appel d'Agen (1), et sur pourvoi du gérant

(1) Agen, 19 nov. 1904, D. 1906, 1, 223. Attendu que dans son jugement du 21 juillet 1904, frappé d'appel, le Tribunal correctionnel d'Auch, après avoir proclamé..... après avoir, d'un autre côté, justement reconnu en fait que tous les documents, faits ou circonstances relatées par Aucoin se réfèrent d'ailleurs à la question objet de la polémique soulevée par *La Dépêche* dans le numéro incriminé et donnent par suite à sa lettre toutes les apparences d'une véritable réponse à l'article paru dans ce dernier, a cependant débouté Aucoin de sa demande et relaxé le gérant du journal, motif pris de ce que... enfin parce qu'il n'était pas intervenu un accord préalable entre Aucoin et le journal relativement à l'insertion en plusieurs fois de ladite réponse. Attendu qu'en décidant ainsi, les premiers juges ont mal apprécié les faits de la cause et fait une fausse application des principes qui régissent la matière.

En droit : Attendu qu'aux termes de l'art. 13, le gérant est tenu... Attendu que le texte est net et précis, qu'il ne comporte aucune limitation au droit de réponse, *qu'en l'état actuel de la législation une réponse d'une étendue excessive contenant des longueurs, des détails oiseux ne saurait motiver un refus d'insertion*, que le droit du gérant se borne en pareil

de la *Dépêche*, la Cour de Cassation rendit l'arrêt dont nous extrayons ce passage : Sur le 2^e moyen.

cas à exiger le prix de la partie de la réponse qui excède le double de l'article qui l'a provoquée. Attendu que le gérant n'est autorisé à refuser l'insertion d'une réponse que si cela est de nature à nuire aux tiers.....

En fait : Attendu que Aucoin.... ayant été pris à partie.... adressa audit journal deux lettres en réponse aux attaques dont il était l'objet ; que la première de ces deux lettres fut, en raison de sa longueur, et sans protestation du reste d'Aucoin, insérée en deux fois, et la deuxième en date du 13 mai, dans le numéro du 17 du même mois. Attendu que dans ces deux lettres, Aucoin pensait avoir fourni des explications ou justifications suffisantes de son attitude et de ses votes, si bien qu'il terminait sa réponse du 13 mai par la phrase suivante : « Permettez-moi d'espérer que ce sera ma dernière lettre ». Attendu que la polémique ayant continué... Aucoin se crut obligé de fournir la longue réponse dont le refus d'insertion a donné naissance au procès actuel. Attendu que le Tribunal a reconnu, et que le gérant de *La Dépêche* n'a pas contesté devant la Cour, que, malgré son étendue, cette réponse d'Aucoin ne contenait aucun développement étranger à la polémique soulevée, que cette réponse n'était au surplus ni de nature à nuire aux tiers.... Attendu par suite, qu'Aucoin avait le droit d'en réclamer l'insertion alors qu'il offrait de payer.... Attendu que si l'insertion de cette longue réponse pouvait être désagréable pour le journaliste, ce dernier ne devait s'en prendre qu'à lui-même, puisque c'était lui qui l'avait provoquée en persistant dans sa polémique. Attendu à un autre point de vue, qu'on ne saurait accuser Aucoin d'avoir cherché systématiquement, sinon à arrêter, au moins à gêner le fonctionnement du journal puisque, alors qu'il était en droit de demander l'insertion de sa réponse en une seule fois, il autorisait ledit journal, dans sa lettre du 1^{er} juin, à la publier en plusieurs fois, et dans celle du 6 juin à la

« En ce que l'arrêt attaqué n'aurait pas motivé le rejet des conclusions du gérant alléguant que la publication de la réponse « aurait absorbé plus du tiers du numéro, ce qui l'obligeait soit à suspendre ce jour là un service d'informations et d'annonces, soit à publier un supplément au journal » et en ce que l'arrêt a admis, contrairement aux conclusions du gérant, que le droit de réponse « peut aller jusqu'à arrêter le fonctionnement normal d'un journal et se heurter à une impossibilité matérielle », Attendu que le droit de réponse consacré par l'article 13 est général et absolu : *Que l'étendue des développements d'une réponse ne constitue pas une cause légitime de refus d'insertion* et donne seulement au gérant du journal le droit de réclamer le prix de ce qui excède le double de la longueur de l'article qui a provoqué la réponse ; que le gérant ne saurait se soustraire à l'obligation étroite d'insérer la réponse qu'en établissant devant les juges du fait qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle de satisfaire à la réquisition de la personne nommée ou désignée dans le journal. Attendu que l'arrêt attaqué a déclaré que la longueur de la réponse adressée par Aucoin au gérant de la *Dépêche*, si elle pouvait gêner le fonctionnement du journal, n'était pas de nature à l'arrêter ; d'où il suit que l'arrêt a exclu l'excuse tirée d'une prétendue impossibilité matérielle et a répondu à tous les moyens ». . . Par ces motifs rejette.

Nous reconnaissons que dans ce cas particulier l'arrêt de la Cour d'Agen et celui de la Cour de Cassation sont

publier en trois fois, mais qu'il est bien évident d'un autre côté, que Aucoin ne pouvait pas permettre la publication de sa réponse phrase par phrase, ou alinéa par alinéa, ainsi que le journal avait commencé à le faire dans le numéro du 5 juin, et qu'il a continué à le faire pendant un certain temps ; qu'il y avait là, de la part du journaliste un abus manifeste, . . . Par ces motifs condamne Pouzols. . . .

parfaitement équitables. Alors que la *Dépêche* avait violemment attaqué M. Aucoin, celui-ci avait fait preuve de patience et, ayant envoyé deux lettres en réponse, il avait autorisé le gérant à les insérer en plusieurs fois, précisément pour ne pas entraver le fonctionnement du journal. Et le gérant, prouvant ainsi son mauvais vouloir, avait inséré ces lettres phrase par phrase. Enfin, malgré le désir qu'il avait exprimé en fin de sa réponse, les attaques avaient recommencé aussi vives.

Néanmoins nous n'admettons pas le principe de la Cour d'Agen et de la Cour de Cassation proclamant que le droit de réponse ne comporte pas de limitation. Cette théorie donne toutes les libertés à l'auteur de la réponse pour empiéter sur la propriété du journal.

Sans doute la propriété du journaliste est une propriété d'une nature particulière et qui ne peut se comparer à la propriété telle que la définit le Code Civil (1).

Le caractère de la propriété varie suivant l'objet auquel elle s'applique ; la propriété immobilière et la propriété artistique ou littéraire ont des règles différentes. De même si le journaliste est propriétaire de son journal, il n'a cependant pas le droit d'y imprimer tout ce qui lui plaît, son droit a pour limite les droits d'autrui. Quelle est la limite exacte de ce droit ? Comment fixer à l'avance

(1) Art. 544. « La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements ».

d'une manière précise ce que le journaliste peut ou ne peut pas dire dans la diversité des sujets qu'il traite ? Là réside la difficulté. La Cour de Cassation semble donner le pas à l'intérêt des particuliers sur celui des journaux.

Plusieurs législations étrangères se sont préoccupées de fixer des limites au droit de réponse. En Belgique l'article 13 du décret du 20 juillet 1834 est ainsi conçu : « Toute
« personne citée dans un journal, soit nominativement
« soit indirectement, aura le droit d'y faire insérer une
« réponse, pourvu qu'elle n'excède pas mille lettres
« d'écriture ou le double de l'espace occupé par l'article
« qui l'aura provoquée (1). »

La loi Portugaise des 28 mai et 7 juillet 1908 fixe à la réponse un maximum de mille lettres. Dans le canton de Vaud, la loi du 12 février 1898 fixe également à la réponse un maximum qui est le double de l'article ayant provoqué la réponse. Une proposition de loi belge contient la même disposition. « La réponse ne pourra excéder mille lettres d'écriture ou le double de l'article ou de la partie de l'article s'appliquant au réquérant » (2). Cet article prévoit en outre, ainsi que la loi Vaudoise (3), un cas qui a échappé au législateur français : « La personne

(1) Schuermans, *Code de la Presse*, tome II, p. 74 et suiv.

(2) Cf. Duplat. *Le Journal*.

(3) Loi du 12 fév. 1898, art. 7 : « Si la personne visée veut répondre en une seule fois à des articles publiés dans plusieurs numéros successifs d'une publication périodique, la réponse ne peut excéder le double de l'article le plus long.

mise en cause pourra exercer en une seule fois le droit de réponse à raison d'articles publiés dans plusieurs numéros successifs au cours de la période de trois mois (délai fixé pour répondre). En ce cas, sa réponse ne pourra excéder le triple de l'espace occupé dans l'un des numéros de la publication par le ou les articles s'appliquant au réquerant » (1). En effet, il peut arriver qu'une personne prise à partie dans un journal néglige d'abord de répondre, mais que ces attaques se renouvelant elle veuille y mettre un terme. Ou bien qu'elle préfère répondre en une fois. A combien de lignes aura-t-elle droit ? Au double de tous les articles ayant paru ? Schuermans dit qu'avec ce système « on peut attendre pour répondre et laisser s'accumuler les réponses, puis inonder le journal de sa prose, en période électorale par exemple » et il cite le cas d'un journal du Luxembourg. Son opinion est que la réponse doit être complète et ne pas se faire par fragments. Le remède consiste à abréger la prescription du droit de répondre.

En France, étant donnée la législation actuelle avec la faculté de répondre indéfiniment moyennant paiement de l'insertion, la question n'offre pas un grand intérêt, mais si l'on fixe un maximum au droit de réponse, le législateur devra se préoccuper de la question.

L'exercice cumulatif du droit de réponse peut vite

(1) Cf. Duplat, *Le Journal*.

dégénérer en abus, mais la limite fixée par la loi Vaudoise (le double de l'article le plus long) est un peu étroite. La personne qui a été attaquée dans un journal et qui, au début, a dédaigné de répondre a souvent fait preuve d'esprit ou de bon caractère, si le journaliste continue ses attaques il est juste que la personne prise à partie ait le moyen de faire cesser ces attaques renouvelées. On pourrait adopter le principe de la loi Vaudoise en accordant à la personne visée le triple de l'article le plus long comme dans la proposition Belge.

Ainsi supprimant le droit de réponse illimité, accordant les mêmes droits à l'auteur de la réponse, qu'il soit fortuné ou sans ressources, et lui accordant dans tous les cas droit à une réponse de cinquante lignes, le droit de réponse nous paraît largement sauvegardé et d'autre part le journaliste ne risque plus de voir la propriété de son journal violée par l'insertion forcée d'une réponse illimitée ; c'est ce que disait M. Garreau, rapporteur de la proposition de loi Cruppi au Sénat (1). « Il serait malaisé de prétendre que dans de pareilles conditions le droit de réponse n'est pas suffisamment sauvegardé, qu'il y est porté une atteinte considérable. La vérité est qu'on ne verra plus ce spectacle d'une personne qui, sous le prétexte d'une désignation en deux lignes dans un très long article de journal ou de revue, faisait insérer gratuite-

(1) Rapport au Sénat. Année 1902, n° 220, p. 5.

ment à titre de réponse le double de l'article entier. La vérité est encore qu'on ne verra plus à la faveur d'un paiement dont ses ressources lui permettent le luxe ou la fantaisie, une personne nommée ou désignée, usant d'un droit incontestable, encombrer ou même remplir de sa prose, au gré de sa fantaisie, un ou plusieurs numéros du journal ou de la revue qui l'a nommée ou désignée ».

II. — *Application du droit de réponse.*

Si le droit de réponse n'a pas de limite matérielle, on peut dire qu'il est encore bien plus illimité dans son application. La seule désignation suffit en effet pour donner droit à une réponse. Le gérant est tenu d'insérer les réponses « de toute personne nommée ou désignée », dit l'article 13. Malgré la généralité de la loi, il semble, au premier abord, que pour envoyer une réponse à un article, il faut que cet article soit conçu en termes blessants ou du moins désobligeants, qu'on cite un fait inexact, ou, sans aller jusque-là, que la personne visée ait un intérêt quelconque à répondre. On s'est plu à appeler le droit de réponse un droit de légitime défense : pour justifier la défense, il faut qu'il y ait eu attaque cela va de soi. Tel semble bien avoir été l'esprit des promoteurs du droit de réponse.

Dans son discours au Conseil des Cinq Cents, Dulaure présente le droit de réponse comme un moyen d'empê-

cher le journaliste « de vomir le poison de la calomnie » et de « permettre aux particuliers de repousser l'outrage par les mêmes armes ». Il dit ailleurs qu'il faut donner le droit de réponse à « tout citoyen qui aura à se plaindre d'un article » et plus loin qu'il faut forcer les journalistes qui auront inséré « une attaque » à insérer aussi la réponse. Les articles additionnels que nous avons déjà cités emploient les mots : « article attentatoire à la réputation »... « citoyen prétendu calomnié ».

Plus tard, dans l'amendement présenté à la Chambre des Députés par M. Chabron de Solihac (1) lors de la discussion de la loi de 1819, nous trouvons les mots : « Toute personne qui aura été *attaquée* ou inculpée dans un journal », etc. . . . Telle est donc bien l'idée première du droit de réponse, c'est un moyen de se défendre contre une attaque.

De même la première proposition de Mestadier est ainsi conçue : « La publication de tout acte de la vie domestique et privée faite sans l'aveu de celui qu'elle intéresse, est passible, etc. . . ». Enfin, l'article 12 de la loi de 1822 cité plus haut contient cette phrase : « sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article *incriminé* pourrait donner lieu ». Le mot « incriminé » laisse bien sous-entendre que l'article contient, sinon une imputation blessante ou injurieuse, du moins une assertion pouvant léser d'une manière quel-

(1) *Moniteur Universel* du 3 mai 1819, p. 548.

conque la personne nommée. On ne peut pas incriminer un article inoffensif ou élogieux. Où il n'y a pas d'offense il n'y a pas de réponse, c'est l'application du vieil adage : *Ubi nullum negotium, ibi nulla actio*. Ce principe a inspiré plusieurs jugements qui ont déclaré que l'exercice du droit de réponse est subordonné à la justification d'un intérêt, si minime soit-il.

C'est ce qu'a proclamé la Cour de Paris dans l'affaire du *Courrier Français* contre Jollivet. Un jugement du Tribunal de la Seine, du 20 janvier 1836, avait condamné le gérant du *Courrier Français* pour n'avoir pas inséré une réponse de Jollivet. Le gérant fit appel et la Cour de Paris rendit, le 20 février 1836, l'arrêt qui contient notamment ce considérant :

« Considérant que toute personne nommée ou désignée dans un journal ou écrit périodique ne peut exiger l'insertion d'une réponse dans la dite feuille qu'autant qu'elle justifie d'un intérêt qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier, etc... (1). »

C'est dans ce même esprit que le Tribunal correctionnel de la Seine rendit son jugement dans une affaire Fournet contre de Marsilly :

« Attendu que le but des articles 12 de la loi du 25 mars 1822 et 17 de la loi du 9 septembre 1835 avait été de donner à chacun le droit de répondre dans le journal qui l'avait attaqué... »

(1) S. 1836, 2, 287. Cet arrêt fut cassé par la Cour de Cass.,

mais alors seulement qu'il y avait eu attaque ou provocation et par suite préjudice causé; que dans la cause l'article signalé par Marsilly ne contenait contre lui-même aucune attaque de nature à lui porter un préjudice véritable (1). »

De même, la Cour de Rennes dit que :

« Le droit de réponse suppose nécessairement qu'un acte quelconque de la vie d'un citoyen est l'objet, de la part d'un journaliste, sinon d'une attaque formelle, du moins d'une divulgation faite sans droit, sans nécessité, sans intérêt pour le public et que là où rien de semblable ne se rencontre, le droit de réponse n'existe pas (2). »

Et plus tard la Cour de Lyon, dans un arrêt du 25 avril 1887, Villefranche contre Mignon, *Journal de l'Ain*, ainsi conçu :

« Considérant que quelques généraux et absolus que soient les termes de la loi du 29 juillet 1831, une personne nommée ou désignée dans un journal ne peut exiger l'insertion d'une réponse à l'article qui la désigne qu'à deux conditions : 1° qu'elle y ait un intérêt appréciable et 2° ...considérant qu'il est de jurisprudence que les tribunaux sont juges de l'intérêt appréciable allégué par les parties, que s'il en était autrement, les textes les plus innocents pourraient donner matière à des commentaires incessants et souvent répréhensibles, etc... (3). »

(1) Cf. Dall., Presse n° 333; Cf. Cass. Crim., 29 janv. 1842. Ce jugement confirmé par la Cour de Paris le 4 nov. 1841 fut cassé le 29 janvier 1842.

(2) Cour de Rennes, 27 janv. 1863, S. 1863, 2, 69.

(3) S. 1888, 2, 34.

Mais cet arrêt fut cassé comme les précédents. La Cour de Cassation a toujours soutenu que le droit de réponse était général et absolu, et que la personne visée dans un article n'avait nullement besoin de justifier de son intérêt à répondre.

Lors de la proposition Mestadier, le marquis de Bonnay, à la Chambre des Pairs, témoigna du désir de trouver dans l'article une expression qui eût pour but d'établir d'une manière précise que le droit de réponse n'était accordé qu'à l'individu désigné dans le journal « d'une manière injurieuse », et il proposa un amendement pour ajouter « toute personne nommée ou désignée « d'une manière injurieuse » (1), mais M. de Peyronnet intervint, disant que cette limitation rendrait illusoire la disposition de l'article projeté. « Le journaliste, dit-il, soutiendrait toujours qu'il n'a pas eu dessein de faire injure et, se constituant ainsi juge de la nécessité de la réponse, il se dispenserait de l'insérer. On sait d'ailleurs qu'une assertion n'a pas besoin d'être injurieuse pour exiger une réfutation. »

Le comte Molé proposa un amendement tendant à restreindre le droit de réponse au cas où un individu croirait avoir à se plaindre d'une publication relative à sa vie privée, mais il fut également repoussé.

(1) La loi espagnole du 26 juillet 1883 exige, pour qu'on ait le droit de réponse, que l'article contienne des outrages ou des faits faux ou faussés, et la loi portugaise des 28 mai et 7 juillet 1898, des injures ou des diffamations.

C'eût été aux tribunaux de restreindre la portée d'un texte aussi large, mais dès le début, la Cour de Cassation érige en principe que « loin de devoir être restreint dans son application, il doit recevoir, au contraire, pour rentrer dans l'esprit de la loi, la plus grande extension (1) », qu' « il n'est pas nécessaire que l'article ait été injurieux ou diffamatoire », que « cette disposition doit être plutôt étendue que restreinte par les tribunaux (2) ».

La Cour de Cassation alla même jusqu'à considérer que seule la réponse ayant un caractère de crime ou de délit pouvait être refusée. « C'est un droit général et absolu qui n'est point subordonné au contrôle des tribunaux, la personne nommée est seule juge de l'intérêt qu'elle peut avoir à répondre et de ce que sa réponse peut contenir (3) ». Mais cette jurisprudence fut bientôt modifiée par le célèbre arrêt du 26 mars 1844 qui, après avoir dit que le droit de réponse est général et absolu, déclare que « celui qui l'exerce est seul juge de l'opportunité, de l'étendue, de la forme et de la teneur de la réponse et que le refus de la réponse peut être motivé seulement quand elle est contraire à l'ordre social, à la morale publique, à l'intérêt des tiers et à l'honneur du journaliste (4) ». Telle est la jurisprudence de la Cour

(1) Cass., 11 sept. 1829, S. 1829, 1, 413.

(2) Cass., 24 août 1832, S. 1833, 1, 149.

(3) Cass., 1^{er} mars 1838, S. 1838, 1, 447.

(4) Cass., 26 mars 1844, S. 1842, 1, 274.

suprême qui ne s'est jamais démentie depuis et qui a été suivie par les Cours et les Tribunaux (1). Voilà quelles sont les seules limitations imposées à la réponse.

Cette interprétation de la loi est critiquée par beaucoup d'auteurs qui prétendent, avec raison selon nous, que la loi a été générale parce qu'elle ne pouvait entrer dans le détail, mais qu'il appartenait à la jurisprudence d'imposer des limites à un droit aussi étendu.

« On conçoit cependant, dit de Grattier, que la loi, en voulant que toute personne nommée ou désignée dans un journal ou écrit périodique pût y faire insérer sa réponse, n'ait point entendu créer un droit exorbitant, ni déroger à ce principe général que l'intérêt est la mesure des actions. Si une personne nommée ou désignée dans un journal n'avait aucun intérêt à faire une réponse, si par exemple, parlant d'un témoin entendu dans une affaire, un journal se bornait à dire que M... a été entendu comme témoin, nul doute que l'article 11 ne serait point applicable. Le mot « réponse » dont se sert cet article indique par lui-même que le droit qui y est attaché doit avoir pour base une cause qui en motive l'exercice. Il faut donc que la personne qui veut l'exercer ait un intérêt

(1) Orléans, 9 juin 1846, D. 46, 2, 116, S. 1846, 2, 332; Paris, 25 juin 1846, D. 1846, 4, 417; Paris, 5 avril 1898, *Gaz. des Trib.*, 6 avril 1898; Cass., 29 janv. 1842, D. 1842, 1, 251; Cass., 27 nov. 1845, D. 1846, 1, 112; Cass., 12 juillet 1884, D. 1886, 1, 47.

à le faire. Cet intérêt, dont l'appréciation est laissée aux tribunaux, doit être sérieux et légitime (1) ».

Rousset dit de même : « Toutefois, comme l'intérêt est la mesure des actions, la personne nommée devra, en cas de refus d'insertion, justifier de son intérêt à la publicité de la réponse (2) ».

Dans leur Code de la Presse, C. Bazille et Constant, après avoir reconnu que le journaliste n'a point à s'enquérir de l'intérêt ou du but de celui qui répond et que le droit de réponse doit être étendu plutôt que restreint, s'expriment ainsi : « Cependant, encore faut-il que la personne nommée ait un intérêt à demander l'insertion, c'est en effet un principe général que sans intérêt il n'y a pas d'action et rien n'y fait échec en cette matière ; mais les tribunaux doivent sur ce point se montrer très larges et admettre l'intérêt le plus minime » (3).

M. Fabreguettes adopte la théorie de la Cour de Rennes dans l'arrêt que nous avons cité du 27 janvier 1868 et il conclut : « Légitimes en principe, ces rectifications ou réponses ne doivent pas devenir excessives et l'on doit chercher à concilier la liberté de l'assertion et la liberté de la réponse ».

Enfin, dans le procès de la *Démocratie Pacifique*

(1) de Grattier, *Commentaire des lois de la Presse*, tome II, p. 100.

(2) G. Rousset, *Code général des lois sur la Presse*, p. 66, art. 171, n° 579, Cf., aussi Dall., *Presse*, n° 332.

(3) *Traité des délits de presse*, tome II, p. 173 et suiv.

contre *La Presse*, l'avocat général de Thorigny s'est exprimé en ces termes : « L'article 44 de la loi de 1822 donne à toute personne nommée ou désignée dans un journal le droit de réponse. Ce droit est-il absolu et sans autre limite que la volonté de celui qui l'exerce ? On l'avait ainsi pensé en se reportant aux discussions des Chambres et à deux arrêts de la Cour de cassation, l'un du 12 septembre 1829, l'autre du 24 août 1832. On n'admettait qu'une seule exception pour le cas où la réponse contiendrait des faits qui constitueraient des crimes ou délits. Est-ce bien là la portée de la loi ? Sans doute il y a dans l'article 44 de la loi de 1822 un droit utile, protecteur. Il faut le maintenir et en assurer le libre exercice. Mais en définitive quel est-il ? Le droit de réponse. Si la prétendue réponse n'en est pas une, si elle n'est qu'un moyen détourné pour répandre certaines doctrines entachées de plus ou moins d'erreurs, que fera-t-on ? L'article 44 sera-t-il applicable ? Nous n'hésitons pas à dire que non. Il faut que la réponse ait un caractère véritable, sérieux et qu'elle s'applique à l'article qu'on veut réfuter. D'un autre côté suffira-t-il pour rendre applicable l'article 44 qu'une personne ait été nommée ou désignée dans un journal sans qu'on ait rien dit qui la touche personnellement ? La Cour royale de Paris a décidé que non dans son affaire du 6 mai 1845 (Loyau de Lacy). Obligerait-on enfin un journaliste à insérer une réponse qui serait injurieuse pour lui ? La Cour de cassation elle-même a décidé

que non. On ne saurait donc poser en cette matière une règle absolue. La Cour suprême l'a compris et a fléchi dans la rigueur de son premier arrêt... Mais la Cour de cassation elle-même, je le répète, a bien été obligée de s'arrêter et d'admettre des limites au droit de réponse pour le cas où les réponses touchent à l'intérêt des tiers, etc... A ces exceptions, est-ce que la raison, est-ce que le bon sens n'en ajoutent point une autre ? Celui qui n'a à faire admettre sa réponse aucun intérêt, si ce n'est de faire parler de lui et de propager ses doctrines littéraires, philosophiques ou religieuses, peut-il invoquer l'article 11 ? Nous ne le pensons pas » (1).

Nous voyons donc que bien des auteurs déplorent la façon dont les tribunaux ont étendu le droit de réponse. Il est certain qu'en s'en tenant aux termes stricts de la loi, cette jurisprudence est inattaquable. Mais nous ne croyons pas que le législateur ait eu l'intention de donner au droit de réponse une étendue aussi large. Nous avons rapporté les paroles de Dulaure, de Mestadier, les termes des diverses propositions de loi, il s'en dégage nettement que le droit de réponse est présenté comme un moyen de défense. Si les amendements tendant à préciser les termes de la loi ont été repoussés, c'est qu'on a craint que toute restriction ne servît au journaliste de prétexte à la non insertion et ne fût un échappatoire. De là à soutenir que

(1) D. 1847, 2, 222 ; S. 1847, 2, 506.

le droit de réponse est général au point que la simple désignation suffit pour autoriser la réponse sans que la personne ainsi désignée ait été lésée en rien, n'ait aucun intérêt à répondre, il y a loin.

De plus, le droit de réponse était une innovation dans nos lois, le législateur a eu peur, en lui assignant des limites étroites, d'en entraver l'exercice. D'ailleurs, les tribunaux étaient là pour empêcher les abus. M. de Peyronnet, après s'être élevé contre l'adjonction des mots d'une manière injurieuse, ajoutait : « Si le réclamant croit pouvoir se plaindre du refus d'insertion, c'est aux tribunaux qu'il appartient de prononcer ». Il accordait donc aux tribunaux un certain droit de contrôle sur la réponse. C'est ce que fait remarquer M. Schuermans (1) : « D'après le législateur lui-même, il appartient ainsi au juge de décider à quels cas la loi s'applique. Il n'est donc pas téméraire de préconiser cette thèse de la presse française que la loi ne peut d'une manière absolue avoir voulu prévoir indistinctement tous les cas. La loi a été générale, pourquoi ? Parce que partout dans les articles de critique, dans les annonces même, il peut se trouver des personnalités blessantes ou des erreurs préjudiciables qu'il importe de repousser ou de relever, mais est-ce à dire que l'axiome banal : l'intérêt et la mesure des actions n'a point cours en cette matière et qu'il faille y substituer cette maxime si vague et si arbitraire : chacun

(1) Schuermans, *Code de la Presse*, tome II, p. 74 et suiv.

est au point de vue de sa défense personnelle le meilleur, l'unique juge de son intérêt »... et plus loin le même auteur s'écrie : « Non, il ne faut pas que le droit de réponse devienne vexatoire et frustratoire ni qu'il dégénère en un droit de polémique ou de collaboration forcée, sinon l'on rendrait le journalisme impossible ».

Enfin, il faut tenir compte du développement de la presse actuelle, des mœurs, de l'habitude qui se répand de plus en plus de lire plusieurs journaux chaque jour et de demander à chacun de ces journaux de nous renseigner un peu sur toutes choses, aussi diverses soient-elles. Comment le malheureux journaliste remplira-t-il sa tâche si à chaque ligne il s'expose à être contredit, à être obligé d'insérer les réponses des personnes dont il a été en quelque sorte forcé de parler.

Pardessus dit dans la séance du 31 janvier 1821 (1) : « Comment un journaliste pourrait-il être coupable parce qu'il aurait raconté une action tout à fait indifférente à l'honneur d'un particulier : Un tel s'est promené au Bois de Boulogne. » Prenons un journal quelconque, il n'y a guère d'articles qui ne puissent, avec le régime actuel, donner lieu à une réponse. Et que dire des personnalités politiques, mondaines, théâtrales, sportives ? Tous les jours elles auraient le droit d'envoyer des réponses à plusieurs journaux. Ainsi poussée à l'extrême, la théorie du droit de réponse général et absolu aboutit à l'absurde.

(1) *Moniteur* du 2 fév. suiv., p. 155.

Et y aurait-il un si grand mal à refuser le droit de réponse à ceux qui ne justifient d'aucun intérêt ? Les gens qui cherchent ainsi à faire parler d'eux sont-ils tellement intéressants ? Il faut aussi tenir un peu compte du caractère français qui est moqueur, aime « blaguer ». Certains journaux n'existent et ne vivent que pour cela, l'exercice rigoureux du droit de réponse les supprimerait.

Et souvent la meilleure réponse n'est-elle pas de dédaigner les attaques d'un journaliste ou de supporter ses plaisanteries ? Quel est le but de la réponse ? De permettre à la personne présentée au public sous tel ou tel jour défavorable de se justifier devant ce public et de le faire revenir sur son opinion. La réponse peut parfois être maladroite et amener à croire qu'on n'a pas la conscience très nette ; l'on s'acquerra bien mieux les sympathies du public par son silence. Souvent l'attaque a passé inaperçue, la réponse lui donne une importance. Benjamin Constant a dit : « Les citoyens, pour garantir leur amour-propre, ont l'indifférence, celle du public d'abord qui est beaucoup plus grande qu'ils ne croient, ensuite la leur qui leur vient par habitude (1). » L'exemple ne nous en est-il pas offert chaque jour ? Quel est l'homme occupant une certaine place dans le monde par son talent, son rang ou sa situation politique qui ne soit

(1) Cité par Schuermans, *Code de la Presse*, tome II, p. 75 et suiv.

continuellement en butte aux attaques de la presse et combien voyons-nous de réponses ?

Cela se comprend. Une personne est prise à partie dans un journal sérieux par un homme connu, estimé, honorable. Qu'elle se justifie si c'est en son pouvoir, sinon, il est préférable de se faire oublier, on n'aura pas le public pour soi. Mais si l'attaque vient d'un journal de parti, d'une de ces feuilles qui ne semblent exister que pour souffler la haine et la discorde, il est plus digne de se taire, le public sait à quoi s'en tenir et on se salit à répondre à ceux qui ne méritent que le mépris.

« Je dois à M. de Sacy, a écrit Renan dans ses admirables « Feuilles Détachées », quelques-unes des règles de morale que j'ai toujours suivies. Je lui dois en particulier de ne jamais répondre aux attaques des journaux, même aux plus grandes énormités. Il était sur ce point de l'avis de M. Guizot qu'aucune calomnie n'atteignit parce qu'il les dédaignait toutes. Aux divers cas d'exceptions possibles que je lui soumettais, il me répondait : Jamais, jamais, jamais ! Je crois avoir sur ce point comme sur bien d'autres consciencieusement suivi les conseils de mon vieux maître. Un journal a publié de moi un *fac-similé*, un prétendu autographe de nature vraiment à me couvrir de ridicule s'il eût été authentique. Je n'ai rien dit et je ne me suis pas aperçu que cela m'eût fait le moindre tort. J'ai laissé imprimer sans réclamation que j'avais reçu un million de M. Rothschild pour écrire la

« Vie de Jésus ». Je déclare d'avance que quand on publiera le *fac-similé* du reçu, je ne réclamerai pas. Du haut du ciel, M. de Saci sera content de moi ».

Et Wendel Holmes a dit : « On me demande : Au cas où vos opinions seraient attaquées dans un journal, répondriez-vous ? Non, certes. Je suis trop convaincu de la vérité de ce qu'un de nos amis appelle « le paradoxe hydrostatique » de la controverse. Vous savez qu'en deux vases communiquant, un de ces vases fût-il à peine du diamètre d'un tuyau de pipe et l'autre assez vaste pour contenir l'Océan, l'eau se tient toujours au même niveau. Eh bien, appliquant cette loi à la discussion, mon ami a reconnu qu'elle égalise de même les sots et les gens d'esprit. Les sots le savent bien ! » (1)

Mais tout le monde n'a pas le cœur placé aussi haut et la loi doit donner sa protection aux particuliers contre les attaques de la presse, aussi, est-il bien loin de nous de vouloir supprimer le droit de réponse, il suffit de lui fixer des limites raisonnables et puisque les tribunaux n'ont point voulu restreindre l'étendue du texte, c'est au législateur qu'il faut s'adresser.

(1) Cité par Fabreguettes, tome II, p. 174, note.



DEUXIÈME PARTIE

Limitation du droit de réponse dans certains cas particuliers.

I. — *En matière de critique.*

L'article 13 de la loi de 1881, pas plus que les articles correspondants des lois précédentes, ne prévoit d'exception à l'exercice du droit de réponse. D'autre part, avec la jurisprudence des Tribunaux déclarant que la simple désignation suffit pour donner ouverture au droit de réponse, il est certain qu'un article de pure critique, aussi mesuré soit-il dans ses termes et ne contiendrait-il que des éloges, autorise celui qui en est l'objet à répondre. Cette manière, fort onéreuse pour le journaliste d'interpréter la loi, ne fait plus aucun doute aujourd'hui. Il y a cependant eu au début un certain flottement dans la juris-

prudence et on trouve des jugements et arrêts moins sévères en cette matière, vite corrigés d'ailleurs par la rigoureuse théorie de la Cour suprême.

En 1829, dans un procès entre l'*Aviso de Toulon* et le comte de Flotte, le gérant du journal l'*Aviso*, M. Marquezy, prétendait que l'insertion de la réponse n'était obligatoire que lorsque celle-ci avait pour but de redresser des injures ou des diffamations, que, par suite, des critiques littéraires ne pouvant nullement être considérées comme des diffamations, ne donnaient pas ouverture au droit de réponse. Mais il fût condamné par le Tribunal de Toulon, le 24 mars 1829. Marquezy fit appel et la Cour d'Aix confirma le jugement par un arrêt du 22 juillet 1829 :

« Attendu que l'article 11 de la loi du 25 mars 1822 est général et absolu et que loin d'être restreint dans son application, il doit recevoir, au contraire, pour rentrer dans l'esprit de la loi, la plus grande extension. Qu'il suffit que l'on ait été l'objet de l'article d'un journal pour avoir, aux termes de la loi du 25 mars 1822, le droit de faire insérer dans ce journal une réponse à cet article. Qu'il n'est point nécessaire pour l'exercice de ce droit que l'article ait été injurieux ou diffamatoire. Qu'ainsi, quoique la Cour d'Appel d'Aix ait reconnu que l'article de l'*Aviso* du 21 février 1829, sur l'ouvrage du sieur de Flotte n'avait pas ce caractère, elle n'en a pas moins sainement entendu la loi du 25 mars 1822 en condamnant le gérant responsable pour n'avoir pas inséré la réponse faite à son article de critique (1) ».

(1) Dall., Presse, n° 328.

La Cour de Paris devait se montrer moins intransigente dans une affaire contre le *Courrier Français* dont dont nous avons déjà parlé. En 1835, M. Jollivet ayant publié une brochure sur le système électoral en Angleterre, cette brochure fit l'objet d'un article dans le *Courrier Français*. Jollivet envoya une réponse au journal et le gérant ayant refusé de l'insérer, il fut condamné par le Tribunal de la Seine, le 20 janvier 1836. Sur appel, la Cour de Paris rendit l'arrêt que nous avons cité en partie et dont nous extrayons ceci :

« Considérant que Jollivet, ayant publié en 1835 une brochure intitulée : *Du système électoral en France et en Angleterre*, a soumis son ouvrage à l'examen et à la discussion de la presse, que le fait seul d'être nommé ou désigné dans un article qui contient l'examen critique d'un ouvrage, ne saurait conférer à son auteur le droit de faire insérer une réponse dans le journal ou écrit périodique qui en ferait mention. Considérant que Jollivet n'a été nommé dans le *Courrier Français* etc... qu'à l'occasion de son ouvrage et de l'examen qui en avait été fait dans un autre journal, dont l'article a fait la base de la contradiction et de la controverse du rédacteur du *Courrier Français*... Considérant que le but principal de l'article dont il s'agit a été de discuter les divers systèmes proposés par Jollivet... Décharge de Lapelouze (1) ».

Tel était l'arrêt plein de libéralisme et de sagesse que rendait la Cour de Paris quatorze ans après la loi de 1822.

(1) S. 1836, 2, 287.

La Cour reconnaissait que malgré la généralité de l'article 11, l'auteur de la réponse devait justifier d'un intérêt, que la critique pure d'un ouvrage offert au public, quand on s'attachait à discuter seulement les théories de l'auteur sans l'attaquer personnellement, ne donnait pas ouverture au droit de réponse. Mais la Cour de Cassation n'admit pas cette interprétation équitable et modérée de la loi de 1822 et cassa l'arrêt de la Cour de Paris.

Toutefois, celle-ci ne se tint pas pour battue. En 1845, dans une affaire Loyau de Lacy contre le *Constitutionnel*, ce journal ayant fait une critique du *Lys d'Evreux*, dont l'auteur M. Loyau de Lacy jugeait avoir à se plaindre, ce dernier adressa une réponse au *Constitutionnel*. Le gérant ayant refusé de l'insérer fut condamné par le Tribunal correctionnel de la Seine. Il fit appel et la Cour de Paris rendit l'arrêt suivant :

« Considérant qu'un auteur qui publie un ouvrage, et spécialement, celui qui fait représenter sur la scène une œuvre dramatique les soumet à l'examen et à la discussion de la presse. Que le seul fait d'être nommé ou désigné dans un article qui contient l'examen critique d'un ouvrage, ne saurait conférer à un auteur le droit de faire insérer une réponse dans le journal ou écrit périodique qui l'a publié ; que Loyau de Lacy n'a été nommé dans le feuilleton du 27 janvier dernier qu'à l'occasion du compte rendu de sa tragédie intitulée *Le Lys d'Evreux*. Que cet article ne contient aucune attaque personnelle contre Loyau de Lacy. Que les citations inexactes dont il se plaint sont peu importantes et n'altèrent pas le mérite de l'ouvrage, qu'elles ne sont pas

d'ailleurs le résultat d'une intention malveillante, met l'appellation et ce dont est appel au néant ».

Sur pourvoi en cassation de M. Loyau de Lacy, la Cour suprême cassa cet arrêt :

« Attendu que le droit de réponse est général et absolu ; que l'article 11 ne distingue pas... Attendu enfin que l'arrêt attaqué a refusé à Loyau de Lacy le droit d'exiger l'insertion de sa réponse à l'article du *Constitutionnel* du 27 janvier 1845, par ce motif qu'il n'aurait été nommé ou désigné que dans le compte rendu d'une tragédie par lui livrée au public ; que ce compte rendu ne contenait aucune attaque personnelle contre l'auteur ; que les citations inexactes sont peu importantes, etc... Qu'en supposant ainsi qu'il y ait des cas où une personne nommée ou désignée dans un journal n'aurait pas le droit d'y insérer une réponse, ledit arrêt distingue où la loi ne distingue pas, restreint la portée de ses dispositions et par conséquent viole l'article 11 de la loi du 25 mars 1822 (1) ».

(1) S. 1845, 2, 308 et D. 1845, 2, 86. Trib. Seine. Attendu qu'aux termes de l'article 11 de la loi de 1822, toute personne nommée ou désignée dans un journal a le droit de réponse, et que la réponse doit être insérée toutes les fois qu'il existe un rapport entre elle et l'article qui l'a provoquée, sous la seule réserve qu'elle ne contienne rien d'injurieux ou de contraire aux lois : Attendu que Loyau de Lacy, auteur du *Lys d'Ebreux*, a été nommé, désigné et apprécié personnellement à plusieurs reprises dans le feuilleton du *Constitutionnel* du 27 janvier 1845. Attendu que si la critique sérieuse doit pouvoir s'exercer librement et si elle ne peut donner lieu que très difficilement (aussi sévère qu'on la suppose) à des plaintes en diffamation de nature à être accueillies par les tribunaux, le droit de la critique, alors surtout qu'elle s'appuie sur des citations et extraits inexacts, ne peut aller jusqu'à dépouil-

Cet arrêt souleva les protestations de la presse et des critiques. « La jurisprudence de la Cour de Cassation, proclamait le *Journal des Débats*, serait la ruine des journaux ! Qui ne voit qu'avec le droit absolu de réponse on transporterait notre propriété à autrui, on ferait du journal une place publique ouverte à tous les sots et à tous les ennuyeux, une tribune posée sur la borne ? »

Mais cela n'empêcha pas la Cour d'Orléans de rendre le 9 juin 1846, un arrêt conforme à celui de la Cour de Cassation. Cette jurisprudence a été ainsi appréciée : « Quelque respectable que soit le droit de défense en général, et en particulier le droit de réponse dans les journaux, il faut pourtant bien reconnaître que ce droit doit avoir ses limites ; que s'il s'applique évidemment à toutes les choses d'un intérêt réel et sérieux qui touchent à l'honneur, à la considération, à la propriété, il ne peut s'étendre aux choses de pur amour propre, de satisfaction personnelle et qu'il ne doit pas aller, par conséquent, jusqu'à rendre pour ainsi dire impossible dans les journaux toute critique littéraire ou artistique en ouvrant leurs colonnes aux réponses de tous les auteurs mécontents dont les ouvrages y auraient été examinés ou seulement mentionnés plus ou moins favorablement. La Cour royale de Paris nous semble donc avoir interprété

ler celui qui en est l'objet, du droit de réponse qui est consacré, sans distinction par la loi, et n'est que l'exercice du droit naturel et légitime de défense.

ici, selon leur véritable esprit, les dispositions de l'article 44 de la loi de 1822 » (1).

Malgré la tendance de certains Tribunaux et de certaines Cours, malgré les protestations des critiques, les campagnes des journaux, la Cour suprême est demeurée inflexible. Cette question reprit une nouvelle acuité en 1898, lors du célèbre procès Dubout contre Brunetière. La qualité des parties en cause, la publicité donnée au débat, tout concourait à intéresser l'opinion.

M. Jules Lemaître avait critiqué en termes assez vifs une tragédie intitulée *Frédegonde*, que M. Dubout avait fait jouer au Théâtre-Français. L'auteur piqué de la façon dont M. Lemaître parlait de sa pièce, envoya une réponse au gérant de la *Revue des Deux-Mondes*, M. Brunetière. Celui-ci refusa l'insertion. Le Tribunal de la Seine saisi de l'affaire admit le refus d'insertion, mais pour cette raison que la réponse de M. Dubout était de nature à porter atteinte à l'intérêt légitime des tiers en raison des auteurs et critiques qu'il citait (2). Mais tout en laissant entendre que le fait d'exiger l'insertion d'une partie de la pièce contenait un abus de droit, il ne tranchait pas la question qui nous occupe. La Cour de Paris fut plus explicite. Dans son arrêt du 5 avril 1898, elle s'exprime en ces termes :

(1) Cf., note sous arrêt. S. 1845, 2, 308.

(2) Seine, 29 décembre 1897. D. 1899, 1, 290. Attendu que dans le n° du 1^{er} juin 1897, la *Revue des Deux-Mondes* a publié

« Considérant que la loi ne fait aucune distinction entre le cas où la personne est désignée à l'occasion de sa vie privée

sous la signature de M. J. Lemaitre, un article de critique dramatique commençant par ces mots : « La Comédie Française a donné *Frédégonde* »... et finissant par ceux-ci : « Ses gestes de jeteur de lasso et ses reniflements sublimes », sur un drame, *Frédégonde*, représenté à la Comédie Française, et dont M. Dubout est l'auteur ; Attendu que celui-ci prétend user du droit de réponse... En droit : Attendu qu'il importe d'examiner la teneur de la réponse contenue dans la sommation. Attendu qu'après avoir résumé les appréciations défavorables de M. J. Lemaitre sur la pièce et ses interprètes, et démontré que c'est ce qu'il qualifie d'une exécution en masse, il réunit en une sorte de tableau synoptique, composé de phrases tronquées et de mots découpés, les appréciations « contrastées » des principaux critiques qui ont donné leur avis sur sa pièce : Sarcey, Bauër, Henry, Fouquier, Faguet, Perret, Valtier, Second, de Cottens, du Tillet, Duquesnel, qu'il les montre se contredisant les uns les autres de la façon la plus absolue et ne présentant à l'esprit, désireux de se faire une opinion sur la pièce, que la confusion et le chaos. Attendu qu'un tel procédé est de nature à atteindre dans leur considération littéraire et dans leur autorité critique, ceux auxquels l'opinion publique est habituée à accorder une compétence, un discernement, un tact supérieur pour tout ce qui touche aux œuvres théâtrales, qu'ils seraient sûrement autorisés si la réponse de Dubout était publiée dans la *Revue des Deux-Mondes*, à adresser à cette même Revue des articles explicatifs ou rectificatifs... Attendu que la deuxième partie de la réponse comprend, après un exposé de la situation, la citation de la scène 3 du 4^e acte de *Frédégonde*, laquelle citation tient cinq rôles de la sommation ; que cette copie est suivie d'une dissertation sur cette scène et d'une réfutation de la critique de M. J. Lemaitre. Attendu que quelque absolu que soit le droit de réponse conféré par la loi de 1881, il est

et celui où son nom a été prononcé à l'occasion d'un acte ou d'un fait de sa vie publique, que s'il est manifeste, ainsi que le soutient Brunetière, que Dubout, en faisant représenter une pièce de théâtre et en conviant, dans les conditions d'usage, les critiques à assister à la première représentation a lui-même sollicité l'examen de son œuvre dans la presse périodique, on ne saurait en induire qu'il ait entendu d'ores et déjà renoncer à l'exercice d'un droit qui ne prend naissance qu'au moment de la publication, et s'interdire par avance de répondre à un article dont il ne pouvait prévoir ni la nature ni le caractère, que si cette présomption de renonciation à l'exercice d'un droit futur devait être admise pour l'auteur dramatique, elle devrait l'être également et par identité de motifs pour l'écrivain, pour l'orateur, pour le conférencier, pour le candidat à une fonction élective, pour l'homme politique et généralement pour toute personne qui se produit

permis de se demander si la prétention de Dubout de faire insérer une partie de sa pièce, alors que dans les quatre derniers rôles de la sommation, il discute et réfute l'article du 1^{er} juin, ne constitue pas un abus de droit, que s'il fallait admettre que le demandeur ne l'excède pas, il en résulterait que, sous prétexte de défendre son œuvre, tout auteur dramatique pourrait, en réponse aux articles critiques, contraindre chacun des journaux et écrits périodiques à publier un ou plusieurs actes de sa pièce et même la pièce entière, à remplir ainsi les colonnes des journaux ou revues et enrayer de la sorte toute critique. Mais attendu que la demande de Dubout étant rejetée par les motifs ci-dessus déduits et relatifs aux tiers cités dans la sommation, il n'importe pas que le Tribunal statue en droit sur ce deuxième point. Attendu d'ailleurs que Brunetière n'avait ni à scinder ni à retrancher une partie quelconque de la réponse de Dubout, laquelle formait un tout et devait être admise ou rejetée *in globo*. Par ces motifs, renvoie Brunetière.

en public, qu'il en résulterait que ceux-là mêmes qui sont le plus souvent nommés dans les journaux se trouveraient privés dans la plupart des cas du droit d'éclairer les lecteurs sur la portée de leurs écrits ou de leurs actes, qu'une telle conséquence est manifestement contraire au but de la loi et qu'il ne saurait appartenir aux tribunaux chargés uniquement de l'appliquer, de limiter à certains cas un droit que le législateur a entendu faire général. Considérant enfin que l'exercice du droit de réponse n'est pas davantage subordonné par la loi ni à l'intérêt plus ou moins sérieux de celui qui l'exerce, ni à l'existence d'erreurs ou d'inexactitudes dans l'article incriminé, qu'il appert au contraire des débats parlementaires qui ont précédé le vote de la loi de 1881 que le législateur n'a pas entendu substituer au droit de simple rectification un droit plus ample consacré par les lois antérieures ». (1)

Comme on le voit, c'était l'application du régime pur et simple du droit de réponse à la critique. La désignation suffit à elle seule pour motiver la réponse. Peu importe que l'article ne parle que de l'œuvre sans viser l'auteur. La Cour de Cassation confirma cet arrêt et fixa la jurisprudence.

Ainsi, malgré la tendance de certains tribunaux, l'opinion de plusieurs auteurs, les protestations de la presse, la critique n'a jamais trouvé grâce devant la Cour suprême. Que penser de ce système ?

Les inconvénients de cette théorie avaient été en quelque

(1) D. 1899, 1, 290. Cf. Rapport Larouverade. *Gaz. Trib.*, 18 juin 1898.

sorte présentés par le duc de Broglie lors de la discussion de la loi de 1822 à la Chambre des Pairs « La diversité des matières dont les journaux sont en possession d'occuper le public, disait-il, les met dans la nécessité de citer à chaque instant le nom d'une infinité de personnes. La critique littéraire ou théâtrale, les discussions politiques, la chronique du jour blessent souvent quelques amours-propres, que deviendra le journaliste et son interprète si chaque jour il se voit obligé d'insérer une réponse qui pourra remplir toutes ses colonnes, s'il s'agit d'un article sérieux de littérature ou le feuilleton entier si c'est un acteur qui veut y insérer son apologie. »

En effet, l'art a cessé en quelque sorte d'être l'apanage d'un petit groupe d'initiés, d'une élite ; avec l'instruction, l'éducation, il se répand et se vulgarise de plus en plus sous toutes ses formes. Les expositions de peinture pullulent, les nouvelles pièces de théâtre encomrent l'affiche et qui dira le nombre de livres qui paraissent chaque jour ? Par suite, la critique s'est beaucoup développée. Chaque journal consacre une partie de ses pages à des comptes-rendus de pièces, à des analyses d'ouvrages, et ils ne peuvent faire autrement.

La critique joue un rôle beaucoup plus important qu'autrefois. Dans la foule des œuvres dont nous venons de parler, combien y en a-t-il qui méritent de vivre ? Ces expositions, ces œuvres d'art, ces ouvrages s'adressent

au public. N'est-ce pas à la critique d'éclairer ce public, de discerner les œuvres de mérite, de faire enfin ce travail laborieux et difficile qui consiste à dégager l'œuvre vraiment artistique de la foule des productions vulgaires. Cela demande du temps, des connaissances, et toute une éducation que ne possèdent pas même des gens assez cultivés. Aussi, à chaque Salon, à chaque nouveau livre, ou à chaque nouvelle pièce, avons-nous pris l'habitude d'en lire l'appréciation dans les journaux où elle est faite, en général, par des hommes capables de guider notre goût. Il y a des journaux dont c'est l'unique mission. « Le droit de la critique est un droit sacré, a dit Voltaire, car il aide à nous débarrasser de la médiocrité. » Il est donc bien dans le rôle des journaux de faire de la critique. C'est la seule façon pour le public, même le public lettré, qui ne dispose que d'un temps restreint et ne possède que des connaissances incomplètes, de pouvoir se tenir au courant de ce qui paraît en peinture, en littérature, en musique, etc. . . . C'est, de plus, un moyen de répandre l'instruction et d'affiner les esprits. Une telle chose ne peut être que louable, et il est à désirer que le goût du beau se développe de plus en plus. Cela ne peut guère se faire que par la voie de la presse.

Mais comment les journalistes s'acquitteront-ils de cette tâche, si chaque phrase les expose au désagrément d'une insertion forcée, si la réponse de l'auteur critiqué est toujours suspendue sur eux comme une épée de Da-

moclès? Or, avec la législation actuelle et son interprétation par la Cour de cassation, il est certain que tout article de critique donne ouverture au droit de réponse.

Il n'est guère possible de critiquer une œuvre sans en désigner l'auteur directement ou indirectement. Et quelle que soit la critique, sévère ou élogieuse, mesurée ou violente, le droit de réponse existe, à tel point que M. Cruppi dit dans son rapport déjà cité que « la jurisprudence a donné une telle extension à l'article 13 de la loi de 1881 que l'existence de tout écrit périodique deviendrait impossible si le public connaissait ses droits et voulait en user ». C'est bien ce qui ressort des arrêts rendus sur cette question. L'auteur de la réponse ne doit justifier d'aucun préjudice matériel ou moral. « La critique la plus élogieuse pourra donner à l'auteur le droit d'exposer toutes ses théories personnelles dans la revue, car le droit de réponse est donné à toute personne nommée ou désignée..., de telle sorte que tout auteur aura le droit de faire insérer gratuitement, dans chacune des revues qui aura apprécié son œuvre, un article deux fois plus considérable que la critique elle-même ; mieux que cela, il pourra l'accabler d'une copie sans fin à charge de payer.... S'imagine-t-on un journal ou une revue qui a fait paraître la critique d'un Salon, obligé d'accueillir, et sans limitation, sauf compte, la prose de tous les artistes qui ne seraient pas satisfaits de l'appréciation de leur

œuvre? (1) » On le voit, l'application stricte de la loi conduit à la suppression de toute critique.

Ce que M. Villey dit des Salons est vrai des livres, des théâtres, etc... Auteurs, acteurs, metteurs en scène, tous peuvent envoyer une réponse à tous les journaux qui parlent d'eux. Ils ont l'intelligence de ne pas le faire le plus souvent, mais c'est déjà trop qu'ils puissent le faire. Il faut que l'auteur d'une critique sincère, courtoise n'ait pas à redouter une réponse : « La sincérité et la loyauté de ses convictions, dit M. Duplat en parlant du critique, doivent lui garantir la liberté de ses jugements ». Sans quoi la critique manquera de franchise, sera insipide et plate, et se tiendra à des appréciations vagues dont l'auteur ne pourra pas se formaliser sans doute, mais qui ne rempliront pas les devoirs et le but de la critique.

Le critique est avant tout un juge. Il se prononce, il est vrai, beaucoup plus d'après ses impressions que d'après certaines règles. Il n'y a pas un code de l'art et du beau comme il y a un code des lois. Mais n'est-ce pas une plus grande garantie de sa sincérité (2)? Le droit de réponse est un droit de défense, a-t-on dit, donc un moyen de se prémunir contre les attaques d'un journaliste. Mais le critique n'attaque pas, il apprécie. Dans toute œuvre

(1) Cf. S. 1898, 1, 538, note.

(2) « Jugeant d'après les mouvements de vos cœurs, vous ne risquerez pas de vous tromper. » Cf. Les Dieux ont soif. A France. p. 120.

d'art, ce n'est pas à l'auteur que s'adressent les critiques, c'est à son œuvre seule, à ses procédés, à ses idées. On peut être l'ami d'un poète et ne pas aimer ses vers. Ce sont deux choses différentes. Or le droit de réponse semble surtout avoir été institué pour protéger les particuliers, pour défendre « le mur de la vie privée ». Comme disait M. Brunetière : « Répondre c'est redresser une allégation fausse, c'est repousser une imputation injurieuse, c'est interdire à un journaliste indiscret de se mêler de ce qui ne le regarde pas » (1). Parfois, surtout quand il est jeune, le critique ne connaît pas l'auteur, il ne peut donc se laisser influencer, c'est l'œuvre qu'il juge, tant pis si la critique est sévère. Ce ne serait plus de la critique s'il lui était interdit de blâmer. Et qu'est-ce que critiquer ? C'est apprécier les théories, les idées, le talent d'un auteur. Cela ne se confond-il pas avec le droit de penser ? Si l'œuvre critiquée est ridiculisée, si l'on en dit des choses inexactes, l'auteur aura le droit de se plaindre ; mais si la nature apparaît à un peintre sous la forme d'un assemblage de cubes, si un historien soutient que Napoléon n'a jamais existé, il ne peut pas se plaindre de ce que tout le monde ne soit pas de son avis. Il n'y a aucun déshonneur à faire de la mauvaise peinture ou de mauvais vers et le blâme encouru par l'œuvre ne remonte pas jusqu'à la personne de l'auteur. Cela est si vrai que

(1) Cf. *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1898.

dans l'affaire Loyau de Laey, dont nous avons parlé, la Cour fait bien cette distinction : « Considérant..... que Loyau de Laey n'a été nommé qu'à l'occasion du compte-rendu de sa tragédie..... Que cet article ne contient aucune attaque personnelle contre Loyau de Laey ». De même l'arrêt du 17 juin 1898, dans le procès Dubout-Bennetière, emploie les mots : « En dehors de toute attaque personnelle ».

Mais il y a plus, l'auteur, l'artiste, le savant qui livrent leur travail au public, ne s'exposent-ils pas d'eux-mêmes aux critiques et par suite ne renoncent-ils pas au droit de se plaindre de ces critiques ?

« A notre sentiment, dit M. Fabreguettes (1), et quand il est reconnu que l'auteur, l'artiste, le comédien se sont soumis volontairement à l'examen de la presse, le droit de réponse ne s'ouvre pas pour eux. Il n'en serait différemment que dans le cas où la censure dépasserait les bornes de la discussion, et ce serait aux tribunaux à déclarer la légitimité ou le fondement du droit de réponse. Ils pèseront alors les raisons qui ont inspiré le journaliste, et rechercheront s'il a eu l'intention de nuire. Nous estimons même que celui qui a provoqué la critique doit en subir les effets ».

C'est ce qu'on a appelé la théorie de la provocation. L'auteur s'est mis en avant, c'est lui qui a appelé la cri-

(1) Cf. Fabreguettes, tome 1^{er}, n° 426.

tique, il ne doit donc pas se formaliser de la façon dont on le juge, tant que cette critique ne contient pas d'inexactitudes, et tant qu'elle n'est pas outrageante. Que penser de cette théorie ? On s'appuie sur ce fait que l'esprit de la loi a été de donner le droit de réponse à toute personne nommée ou désignée *sans sa volonté*.

D'abord il est un point à peu près hors de doute, c'est que l'auteur qui a adressé un exemplaire de son ouvrage au critique, ou qui l'a déposé au bureau du journal, est présumé avoir renoncé à répondre. Il vient demander qu'on parle de son œuvre, tant pis pour lui si la critique n'est pas aussi élogieuse qu'il le désirait, ou même si elle est sévère. Cette question s'est présentée devant le tribunal de la Seine.

M. Danré, auteur d'une brochure sur la juste répartition des impôts, avait remis à l'éditeur du *Journal des Economistes* plusieurs exemplaires de sa brochure. Cette brochure s'attira des critiques assez vives dans le *Journal des Economistes*. D'où réponse de Danré qui fut insérée en partie, mais avec des observations. Danré envoya alors une deuxième réponse que le gérant refusa d'insérer. Le tribunal de la Seine rendit le jugement suivant :

« Attendu que l'esprit des lois de 1822 et 1835 est de donner à toute personne nommée ou désignée *sans sa volonté* dans un journal le droit de réponse. Attendu qu'il résulte des débats que Danré a déposé sa brochure sur le problème de l'impôt entre les mains de Guillaumin, dans le but qu'il en fût rendu compte dans le *Journal des Economistes*, en accep-

tant la critique comme l'approbation... Attendu d'ailleurs que le rédacteur du *Journal des Economistes* n'est pas sorti des bornes d'une critique sérieuse et mesurée, dit que Danré est sans droit, etc... (1) ».

Le Tribunal de Lille a jugé dans le même sens le cas d'un candidat qui avait envoyé sa profession de foi à un journal (2). De même, la Cour de Bruxelles a refusé le droit de réponse à un auteur qui avait envoyé deux exemplaires de son livre à un critique, et la Cour de Cassation a confirmé l'arrêt (3). Il en est encore ainsi, quand l'a-

(1) Seine, 16 janvier 1847, S. 1847, 2, 507.

(2) Lille, confirmé par arrêt, Douai, 29 janv. 1878, S. 1878, 2, 288.

Attendu que la profession de foi précitée ayant été remise par Motte pour que Reboux en fit l'insertion dans son journal, celui-ci n'a pu la recevoir que sous la réserve complète et toute naturelle qu'il en ferait l'appréciation. Attendu que cette appréciation n'a eu lieu qu'au point de vue de la politique générale, que la discussion de cet écrit à laquelle s'est livré Reboux n'est par sortie des limites d'une critique sérieuse et mesurée, qu'elle ne contient aucune attaque contre la personne de Motte, ni contre la considération dont il peut jouir, que cet article ne fait que signaler les conséquences... qu'il s'ensuit que Motte, n'a été désigné... que de son consentement et dans les limites de ce consentement, que l'on ne pourrait lui reconnaître le droit de répondre à la critique... sans lui donner par cela même celui d'occuper indéfiniment les colonnes du journal, que ce droit n'appartient qu'à ceux qui ont été nommés dans un journal sans leur consentement ou hors des limites de ce consentement.

(3) Bruxelles, Cour, 17 juin 1887. S. 1888, 4, 13.

« Attendu que quelques généraux... il est impossible d'en

teur de la réponse a attiré l'attention sur lui par son rôle politique (1).

Sans doute, dira-t-on, il n'y a pas de renonciation formelle, et la renonciation ne se présume pas. Mais il faut être logique. Pourquoi l'auteur qui sait à quoi il s'expose, a-t-il envoyé son livre à un critique ? C'est bien pour avoir l'appréciation de ce critique, autrement ça ne se conçoit pas. D'autre part, demander qu'on critique une œuvre, c'est demander d'en dire la vérité. L'auteur a une certaine confiance dans la personne à laquelle il s'est adressé, il se soucie de son avis, il sait que le critique n'est pas une machine à dispenser d'invariables éloges, et ne fait pas comme l'Etat qui accorde tous les brevets qu'on lui demande, sans étudier le mérite de l'invention.

faire l'application lorsque le journaliste a été sollicité par un auteur de rendre compte d'un ouvrage. Attendu qu'il est rendu compte de tous ouvrages dont deux exemplaires sont adressés à la rédaction... Attendu que si cette espèce de convention oblige pour ainsi dire le journaliste à insérer une appréciation... ce n'est qu'à la condition que l'auteur se soumette à la critique sérieuse et convenable qu'il a ainsi sollicitée, et ne vienne pas, sous prétexte de droit de réponse, y ajouter ensuite son appréciation personnelle » et la Cour de Cass. « Attendu que le demandeur a adressé 2 exemplaires... et qu'il s'est ainsi formé entre l'éditeur et le demandeur une convention par laquelle celui-ci obtient l'avantage de donner plus de publicité à son ouvrage ; que le demandeur doit être sensé avoir renoncé d'avance à exercer le droit de réponse si le compte-rendu ne contient aucune attaque personnelle.

(1) Caen, 26 mars 1890, D. 1891, 2, 207.

Sans quoi ce ne serait plus de la critique, mais une vile réclame comparable à la claque qui existe dans les théâtres. On peut donc soutenir que l'auteur qui est allé quêter des critiques n'est pas en droit d'y répondre, si cette critique, tout en étant sévère, reste de bon ton. Mais faut-il s'en tenir là ?

« Nous irons plus loin, et nous oserons soutenir que le seul fait de faire représenter sa pièce sur le théâtre, abstraction faite de ces circonstances pourtant très significatives, pourrait être considéré comme une renonciation au droit de réponse à la critique, tant qu'elle ne sort pas de son domaine propre. Dans quel but un auteur fait-il représenter une pièce, sinon pour la soumettre à l'appréciation du public ? Il espère être applaudi, mais ne sait-il pas qu'il peut être sifflé ? Et pourrait-il exercer un droit quelconque contre celui qui sifflerait ou critiquerait sa pièce à la représentation ? Et pourquoi le droit de critique expirerait-il à la porte du théâtre ? » (1). Ce que M. Villey dit des auteurs dramatiques, M. De Villeneuve l'avait dit de tous les auteurs en général : « L'auteur qui livre son œuvre à la publicité, qui provoque par là le jugement des organes de la presse, qui en attend la réputation, reconnaît par là les droits de la critique ; il doit en accepter le blâme comme l'éloge, sans qu'il puisse pour cela s'en faire un titre à une polémique engagée sur

(1) Cf. S. 1898, 1, 528, note Villey.

le propre terrain des journaux qui ont parlé de son livre, et à leurs dépens. Quelque sage et modérée que soit la critique, il peut arriver souvent que l'auteur ne s'en trouve pas content, qu'il y voit de la malveillance ou une injuste partialité, même une cause de dommage en ce que les avantages moraux et pécuniaires qu'il attend de son œuvre pourront avoir à en souffrir. C'est là un des dangers, un des inconvénients de la publicité auquel il a dû se résigner d'avance. Nous ne saurions donc voir dans la seule articulation d'une telle plainte une base suffisante au droit de réponse » (1).

Cela est juste. On écrit pour être lu, on fait jouer une pièce pour qu'on aille l'entendre, on expose des tableaux pour qu'on aille les voir, sans quoi l'artiste garderait ses productions pour lui et pour quelques amis de choix. Quiconque édite un livre, se fait jouer, ou expose un tableau, avoue par là-même qu'il recherche l'appréciation du public, il ne peut pas forcer ce public à l'admirer. Que dirait l'auteur si personne ne parlait de sa pièce, si personne ne lisait son livre ? Aussi cherche-t-il à avoir ce qu'on appelle une bonne presse, il envoie son livre à des critiques, ou il les invite à la répétition générale, n'est-il pas de toute évidence qu'il est mal venu à se plaindre d'une critique qu'il a cherchée, sous prétexte qu'elle ne lui plaît pas ?

(1) Cf. Note sous arrêt du 27 nov. 1845, S. 1846, 1, 210.

« Si un homme public parle pendant trois heures contre des institutions qui me sont chères, et que dans un article je critique son discours, il a le droit de me répondre. Mais qui répond ici ? Je ne suis pas allé le chercher. Il faut savoir qui a commencé. Il faut savoir si dès qu'un homme expose en public, c'est-à-dire qu'il se met en avant sans en avoir été prié par personne, ce n'est pas nous qui en le jugeant ou en l'appréciant répondons à sa provocation » (1); et plus loin, mais ceci n'est pas un argument juridique : « Tout artiste ou tout écrivain nous provoque à le juger, ou pour mieux dire il passe avec nous, en exposant son œuvre, une espèce de contrat ou de convention, qui devient aussitôt la loi de nos rapports réciproques ». La convention faisant la loi des parties si le bruit qu'ils veulent autour de leur nom n'est pas celui qu'ils avaient attendu, de quel droit viendraient-ils dénoncer le contrat ? Qui les force d'écrire, s'écrie M. Brunetière, et il cite ces vers :

Dès que l'impression fait éclore un poète,
Il est esclave né de quiconque l'achète,
Il se soumet lui-même aux caprices d'autrui,
Et ses écrits tout seuls doivent parler pour lui.

Personne n'est allé solliciter l'auteur, celui qui se lance dans la difficile carrière de l'art le fait à ses risques et périls. En art plus qu'en toute chose les succès sont difficiles à remporter, et il faut non seulement du travail et

(1) Brunetière. *Revue des Deux-Mondes*, 15 janv. 1898.

du talent, mais encoré de la chance. Il faut enfin être compris. Combien de peintres de génie dont les tableaux s'arrachent à prix d'or aujourd'hui traînent une existence misérable ! Combien compte-t-on d'artistes à qui la gloire a souri dès le début ? Ici mieux que partout ailleurs il faut être philosophe et le véritable artiste doit trouver dans son art la force de mépriser les attaques de ses contemporains.

Bien entendu, quand nous parlons de critique, nous entendons une critique sincère, vive parfois, mais toujours courtoise et jamais blessante. Si la critique contient des inexactitudes, si elle est manifestement hostile ou malveillante et cherche à tourner l'auteur et son œuvre en ridicule, si en un mot elle sort de son domaine, l'auteur aura le droit de se plaindre, et d'user du droit de réponse : pour remettre les choses au point. Mais ce qui est exorbitant, c'est de donner à l'auteur le droit de réponse par le seul fait qu'il est nommé, c'est à dire le moyen de se faire de la réclame aux dépens du journal. C'est une véritable atteinte à la propriété du journal. On dit que c'est le journaliste qui a commencé : Non. L'auteur s'est adressé au public. Il rentre dans le rôle de la presse d'apprécier toute œuvre qui se livre à la publicité. Si cette appréciation est loyale, le journaliste a fait son métier et l'auteur n'a pas à se plaindre. S'il veut soutenir son œuvre qu'il paie l'insertion. Le journal n'est pas une tribune publique où tout auteur peut venir défendre ou vanter ses théories.

A un autre point de vue l'auteur n'a pas intérêt à répondre dans la plupart des cas. Les critiques s'adressent généralement à des œuvres nouvelles. Les journalistes chargés de faire la critique de ces œuvres sont ordinairement des hommes de mérite, qui sont déjà connus, qui ont souvent eux-mêmes produit des œuvres distinguées. L'auteur n'a guère beau jeu contre de pareils adversaires, il y a tout lieu de croire que le public ne sera pas de son côté. Si la critique est favorable, élogieuse, tant mieux, si elle est sévère, que l'auteur profite de la leçon, sa meilleure réponse sera de nous donner une œuvre parfaite.

Mais nous avons vu que malgré toutes ces raisons la Cour de Cassation cassait impitoyablement tous les arrêts déniaient le droit de réponse en matière de critique, en sorte que ce que disait M. le substitut Brégeault devant la Cour de Paris reste toujours vrai : « Il est certain que le droit de réponse ne pourrait que gagner à être réglementé d'une façon plus précise et moins draconienne... Que M. Brunetière use donc de sa légitime influence, de sa singulière autorité pour obtenir une réforme de la loi, nous ne pouvons que l'en féliciter, mais tant que cette réforme n'aura point été opérée nous n'oublions point que nous sommes ici non pour faire la loi, mais pour l'appliquer(1). » Hélas M. Brunetière, malgré

(1) Dall. 1898, 1, 290.

toute son éloquence, n'a rien obtenu, et il est mort sans qu'aucune modification ait été apportée dans la législation.

Mais l'honneur revient à M. Cruppi, dans sa proposition de loi adoptée par la Chambre le 25 mars 1902, d'avoir le premier voulu restreindre le droit de réponse en matière de critique. Voici son texte : « Le droit de réponse ne peut s'exercer contre les articles de critique littéraire ou scientifique alors que l'intention d'offenser la personne nommée ou désignée ne résulte pas des termes de l'article, et que la critique a été provoquée par une publication, une représentation, une exhibition publique quelconque de nature à faire naître ou même solliciter les commentaires de la presse. »

M. Cruppi fait ressortir dans son rapport que les expressions « critique littéraire et scientifique » doivent s'entendre dans le sens le plus large et comprendre sans nul doute la critique historique, théâtrale. Et il fait observer que la personne nommée ou désignée pourra toujours répondre si elle a été offensée. Cette proposition, adoptée à la Chambre des Députés, a été l'objet d'un rapport de M. Garreau qui, loin de modifier le texte que nous venons de citer, apprécie ainsi cette réforme :

« C'est là une innovation dans notre législation. Elle est destinée à faire cesser une interprétation abusive de l'article 13. *A priori*, il semble bien que dans la pensée du législateur cet article ne puisse s'appliquer aux articles de critique littéraire, scientifique ou historique

et pourtant la jurisprudence paraît s'être orientée dans ce sens. Le droit de réponse ainsi compris conduit à penser que l'addition votée par la Chambre des Députés *parte inqua* est pleinement, justifiée, qu'elle répond à une véritable nécessité, et que le droit de réponse en semblable matière peut et doit être restreint dans de justes limites sans aucune espèce d'inconvénient, et réservé pour le seul cas où apparaîtra manifestement l'intention d'offenser la personne nommée ou désignée, ce qui laisse subsister en outre les droits d'une critique inspirée par l'unique souci de l'art ou de la vérité (1). »

Cette proposition de loi n'a jamais été adoptée par le Sénat, mais elle a été, l'année dernière, l'objet d'un nouveau rapport fait par M. Hippolyte Savary au Sénat. Dans ce rapport M. Savary demande la suspension de la réforme qui nous occupe, non pas que l'auteur du rapport soit opposé à la restriction du droit de réponse en pareille matière, mais à cause des difficultés pratiques d'application. « La proposition votée par la Chambre, dit-il, n'admet le droit de réponse aux articles de critique littéraire ou scientifique que si l'intention d'offenser la personne nommée ou désignée résulte des termes de l'article, et si la critique a été provoquée par une publication, une représentation, une exhibition publique quelconque de nature à faire naître ou même solliciter les commen-

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 27 mars 1902, Sénat année 1902, session ord. n° 220.

taires de la presse. Or, quelle est la manifestation littéraire, scientifique, artistique dont on pourra dire qu'elle n'a pas provoqué la critique par une publication, une représentation, une exhibition publique quelconque ? Et si cette manifestation était possible, contrairement à notre avis, il faudrait encore, pour que le droit de réponse pût s'exercer, que la volonté d'offenser la personne nommée ou désignée résultât des termes de l'article » (1). M. Savary démontre que cette question d'appréciation serait soumise aux tribunaux, et que dès lors l'exercice du droit de réponse serait de ce chef paralysé. Et il conclut à la suppression du paragraphe cité plus haut tout en reconnaissant « le bien fondé de cette innovation » : « Cela ne veut pas dire, déclare-t-il, qu'il n'y a rien à faire à ce point de vue. Nous sommes d'opinion absolument contraire. Mais nous avons pensé qu'il était nécessaire de trouver une formule autre que celle proposée par M. Cruppi et adoptée par la Chambre (1). »

Voilà où l'on en est au point de vue de la réforme de l'article 13. A notre avis, il est regrettable que la commission du Sénat ait rejeté l'innovation de M. Cruppi. La loi en cette matière doit forcément s'en tenir à des généralités, elle ne peut entrer dans le détail et prévoir tous les cas. Il est certain que le droit de réponse, pour être une protection efficace, doit être d'un exercice rapide,

(1) V. Rapport de M. Savary au Sénat, annexe au procès-verbal de la séance du 21 mars 1911, n° 50.

mais M. Savary se montre trop méfiant vis-à-vis des Tribunaux. Il est facile de voir si une critique est sincère, mesurée même quand elle sévère. Enfin, comme le faisait remarquer M. Cruppi, le mot « offenser » permet de trancher la question. La critique est-elle offensante ou non ? Peut-être au début y aurait-il eu une certaine indécision dans l'application de ce texte, mais la jurisprudence se serait vite fixée, et n'est-ce pas le rôle des Tribunaux de préciser là où la loi a été forcée de rester générale ? Si l'on craignait des lenteurs, des oppositions ou des appels mettant obstacle à l'exercice du droit de réponse ne peut-on pas organiser une procédure spécialement rapide ?

Aussi persistons nous à demander la suppression du droit de réponse en matière de critique avec cette restriction toute naturelle que la critique doit être sincère et mesurée, et ne pas viser la personne de l'auteur. Nous ne croyons pas qu'une pareille réforme porte une atteinte aux droits des auteurs et des artistes, et que l'application de cette nouvelle règle doive soulever des difficultés. Il faut reconnaître, en effet, que malgré le régime draconien du droit de réponse actuel et malgré les droits que ce régime confère aux auteurs et aux artistes, ceux-ci ont le bon esprit de ne pas en user le plus souvent. Pourquoi demander une réforme alors, nous dira-t-on ? Parce qu'il ne suffit pas que dans la pratique les critiques ne soient pas gênés par le droit de réponse, il ne faut pas qu'ils puissent l'être, il faut les mettre à l'abri une fois pour toutes des auteurs aigris ou incompris.

II. — *En matière de comptes rendus.*

Nous venons d'étudier une des missions importantes du journal et nous avons essayé de démontrer qu'il ne fallait pas gêner le journaliste dans cette tâche. Mais il est une autre question du journaliste qui prime peut-être celle que nous venons d'étudier et qui est sa première raison d'être pour ainsi dire. Nous voulons parler de l'information. Et parmi les choses dont les journaux doivent nous tenir au courant, les premières de toutes ne sont-elles pas celles qui intéressent la vie du pays, c'est à dire les actes de l'autorité publique, la création, la discussion des lois ? Dans un pays de liberté, sous un régime parlementaire, chaque citoyen n'a-t-il pas le droit de savoir ce qui se passe dans les Chambres ou les Assemblées Publiques et de voir comment la justice est rendue ? Nous arrivons ainsi à nous occuper du compte rendu des Chambres, des Assemblées et de la chronique judiciaire. Ces comptes rendus donnent-ils lieu au droit de réponse ?

Il peut sembler *à priori* qu'ici le journaliste n'étant qu'un agent de publicité ne peut être rendu responsable de publications dont il n'est pas l'auteur. Pourtant il n'en est pas ainsi sous le régime actuel du droit de réponse.

Si l'insertion forcée n'est pas une peine, elle impose cependant au journal une obligation fort onéreuse, et puis

que le journaliste n'est pas l'auteur de l'article incriminé, il ne doit pas supporter les conséquences d'un fait dont il n'est pas responsable.

Encore une fois, on se reporte au texte de la loi et, se basant sur la généralité de ce texte, on vient dire que rien n'autorise une pareille exception. La question a été soumise aux Tribunaux et la jurisprudence, après quelques variations, a adopté la solution suivante. On se place au point de vue de la liberté du journaliste. Celui-ci a-t-il été libre ou non d'insérer le compte rendu dont on se plaint ? S'il a été libre de faire paraître l'insertion, il doit en supporter toutes les conséquences et accueillir les réponses des personnes qu'il a nommées. Quelle est la valeur de ce système ?

On a distingué les comptes rendus législatifs ou comptes rendus des Deux Chambres, les comptes rendus des assemblées, Conseils Généraux, Conseils Municipaux et enfin les comptes rendus des Tribunaux, la chronique judiciaire.

Certains, pour refuser le droit de réponse aux comptes rendus des Chambres, se sont appuyés sur l'article 44 § 2 de la loi du 29 juillet 1881, ainsi conçu : « Ne donneront ouverture à aucune action les comptes rendus des séances publiques des deux Chambres faits de bonne foi dans les journaux. » Ainsi, on ne peut intenter une action en injure ou en diffamation au sujet des énonciations contenues dans un compte rendu de bonne foi des séances

publiques des Chambres. Mais le texte dit « aucune action », on ne peut donc pas intenter davantage une action en insertion contre le gérant dans le même cas. Cette opinion est discutée entre autres par M. Jaubert qui fait le raisonnement suivant : (1) « L'article 44 § 2, en effet, met à l'abri de toute action le compte rendu de bonne foi. Il n'exige pas en même temps la fidélité de ce compte rendu. Si l'on se base sur l'article 44 § 2 pour écarter le droit de réponse en notre matière, il faudra refuser aux intéressés même le droit d'exiger une simple rectification si le compte rendu contient par la faute du journaliste des erreurs matérielles mais ne peut être cependant argué de mauvaise foi.... Cette simple conséquence suffit à démontrer qu'il n'est pas possible de soustraire les comptes rendus des Chambres à l'éventualité d'une réponse. » Ne pouvant attaquer le journal, que la personne lésée ait au moins le droit de réponse.

Sans doute, pareille chose peut arriver et c'est fort regrettable, mais c'est là un cas particulier dont on ne peut arguer pour maintenir le droit de réponse. L'œuvre du journaliste est insignifiante ici, en admettant que son compte rendu soit infidèle, puisque le journaliste est de bonne foi, il sera le premier en pratique à rectifier l'erreur qu'on lui signale. Qu'a voulu le législateur dans cet article ? Que les débats des Chambres, les votes, les dis-

(1) *Op. cit.*, p. 87.

cours, les discussions qui sont publiques reçoivent une plus grande publicité par la voie de la presse, et pour cela il a accordé une certaine immunité aux journaux.

Le législateur a voulu éviter aussi qu'une question débattue devant les Chambres ne soit soumise à l'appréciation d'un tribunal. La loi n'a pas parlé du droit de réponse, mais on peut dire que dans l'esprit du législateur le texte de l'article 41, § 2, s'applique également au droit de réponse. De plus à qui s'adresserait la réponse ? Au journaliste qui n'est qu'un intermédiaire ? Non, mais aux membres de la Chambre, chose que le législateur a voulu éviter. Et comment le journaliste acceptera-t-il de reproduire les débats législatifs si chaque compte rendu l'expose aux réponses de toutes les personnes qu'il est forcé de nommer ?

Un point est hors de doute, c'est que le droit de réponse n'existe pas pour le *Journal Officiel*, au moins pour la partie officielle. En effet, le directeur du journal est forcé d'insérer toutes les communications du Gouvernement. N'étant pas libre de refuser l'insertion, il ne peut pas être responsable de ce qui paraît dans ses feuilles (1). Et cela est juste. Mais puisque le Gouvernement éprouve le besoin de publier ce compte rendu des Chambres, puisqu'il veut donner de la publicité aux séances législatives,

(1) Cf. Seine 19 mars 1869, D. 1869, 3, 31 ; 2 fév. 1870, D. 1870, 3, 40 ; 15 déc. 1874, D. 1875, 5, 352 ; 7 juillet 1883, D. 1885, 1, 133.

son but ne serait-il pas mieux rempli si l'immunité accordée au *Journal Officiel* s'étendait à toute la presse ? Et en pratique ne serait-il pas choquant qu'un journal se vit imposer une réponse à propos d'un compte rendu alors que le même compte rendu est publié tout au long impunément dans le *Journal Officiel* ?

Ces questions se sont posées devant les tribunaux qui les ont résolues de façon fort différentes.

Un arrêté de la Cour de Cassation dans un cas où l'on arguait de l'article 22 de la loi du 17 mai 1819, qui est conçu à peu près dans les mêmes termes que l'article 41, § 2, de la loi 1881 précité, s'exprime ainsi :

« Attendu que l'article 22... a eu pour objet de mettre les propriétaires ou gérants des journaux qui auraient donné un compte rendu fidèle et de bonne foi des séances publiques de la Chambre des Députés, à l'abri des actions pénales autorisées par la législation répressive des délits de la presse et même des actions civiles en dommages et intérêts à raison de ces comptes rendus. Attendu que la faculté postérieurement introduite par l'article 11 de la loi du 22 mars 1822 pour toute personne nommée... de répondre dans la même feuille n'a rien de commun avec lesdites actions. Attendu que l'exercice de cette faculté qui se rattache au droit de la défense personnelle doit toujours trouver place là où l'attaque s'est fait jour et obtenir par la même voie le bénéfice à la publicité qui ne peut être le privilège de l'attaque, parce que celle-ci s'est produite dans un compte rendu des séances de la Chambre, etc... (1) »

(1) Dall. 1850, 1, 69,

Ainsi la Cour n'admettait pas qu'on étendit au droit de réponse l'immunité que la loi accordait aux comptes rendus de bonne foi contre les actions en dommages et intérêts...

Mais dix ans plus tard, dans une affaire Leymarie contre plusieurs journaux dont le *Moniteur* et le *Siècle*, le Tribunal de la Seine rendait le jugement suivant :

Attendu que Leymarie fonde l'action par lui intentée sur l'article 11 de la loi de 1822. Attendu que cette disposition a eu pour objet de remédier aux abus pouvant résulter de la liberté de la presse, et d'opposer au droit de critique et d'attaque, le droit de réponse et de défense. Attendu que le sens de la loi ressort clairement soit des discussions auxquelles sa rédaction a donné lieu, soit de son titre même, soit enfin des termes dans lesquels est conçu la disposition dont Leymarie se prévaut, et qui suppose un article, c'est-à-dire un écrit émané du journaliste ou qu'il s'approprie et dont il est responsable. Attendu dès lors que la faculté dont le demandeur prétend user, n'est consacrée qu'au profit de la personne sur laquelle l'attention publique est appelée par le fait purement spontané de l'écrivain. Et attendu que le compte rendu des séances du Corps législatif est l'œuvre d'une commission légalement constituée qui en surveille la rédaction, que la reproduction qui en est faite et qui n'est qu'intégrale, n'implique pas l'assentiment du journaliste, que ce dernier use d'un droit, obéit aux exigences de la presse et n'encourt aucune responsabilité en livrant à la publicité ce document officiel. Par ces motifs, déclare Leymarie mal fondé. »

La Cour de Paris confirma ce jugement le 15 juin 1861 et sur pourvoi de Leymarie, la Cour de Cassation rendit, le 6 janvier 1863, l'arrêt suivant :

« Attendu que le droit de toute personne nommée. . de répondre... a été introduit... comme un moyen de défense contre le journal lui-même et les énonciations libres de ses rédacteurs. Que si antérieurement à 1852 les comptes rendus des assemblées législatives pouvaient donner lieu à l'exercice de ce droit, c'est qu'alors ces comptes rendus constituaient des exposés livrés à la libre rédaction de chacun, et dont la publication par les journaux devait entraîner leur responsabilité. Attendu qu'aux termes de la législation actuelle les comptes rendus des séances du Corps législatif sont l'œuvre exclusive d'une commission légalement constituée, que la reproduction doit en être faite par les journaux sans aucune modification, addition ou retranchement, que dès lors, en livrant ainsi, suivant leur droit, ce document officiel à la publicité, ils ne font que se conformer à la loi et n'encourent aucune responsabilité. Rejette... (1). »

Comme on le voit entre les deux décisions que nous venons de rapporter était intervenu le décret de 1852 n'autorisant le compte rendu des séances des Chambres que tel qu'il était rédigé par une commission présidée par le Président de la Chambre. La Cour est fidèle à sa jurisprudence. Le journaliste n'étant plus libre de rédiger son compte rendu ne peut être responsable de ce compte rendu. Mais si le journaliste n'est plus libre de rédiger le compte rendu à son gré, il reste toujours libre de le faire paraître ou non dans son journal et la décision de la Cour n'est pas logique. Au fond si le Tribunal

(1) Dall., 1863, 1, 21.

de la Seine refuse ici le droit de réponse, c'est parce que, comme il le dit, le droit de réponse suppose : « un article », c'est-à-dire un écrit « émané du journaliste » et que ce droit « n'est consacré qu'au profit de la personne sur laquelle l'attention publique est appelée par le fait *purement spontané* de l'écrivain ». Est-ce le cas dans un compte rendu d'une séance de la Chambre quand ce compte rendu est fidèle et de bonne foi ? De même, la Cour de Cassation refuse le droit de réponse parce que le compte rendu n'est pas l'œuvre du journaliste. Eh bien, même actuellement nous prétendons qu'un compte rendu fait de bonne foi, bien que rédigé par le journaliste, n'est pas son œuvre et ne doit pas donner ouverture au droit de réponse.

Que penser du droit de réponse aux comptes rendus des assemblées départementales et municipales ? Il existe un arrêt de la Cour de Montpellier du 10 avril 1866 (1) qui refuse le droit de répondre à un compte rendu d'une séance du Conseil général de l'Hérault.

« Attendu, dit la Cour, que le directeur du *Messenger du Midi* a inséré dans ses colonnes, selon son usage, les délibérations du Conseil général de l'Hérault, sans aucune critique et sans aucun commentaire, dans l'unique but d'initier ses lecteurs aux travaux d'une assemblée issue de leurs suffrages et chargée de leurs intérêts. Que Fayard, s'autorisant de ce que son nom était prononcé dans l'une de ces délibérations,

(1) Cf. Dall., 1866, 2, 101.

a émis la prétention de contraindre le Directeur du journal dont s'agit d'insérer dans ses colonnes la réponse qu'il adressait, non au journal, qui ne prenait aucune part au débat, mais au Conseil général de qui émanait la délibération reproduite... Attendu que le texte invoqué s'applique évidemment au cas où le journaliste attaque par des appréciations qui lui sont personnelles ou par des assertions qu'il s'approprie, la délicatesse, l'honneur, l'intérêt ou l'amour-propre de ceux sur lesquels il appelle l'attention de l'opinion publique... Qu'en tout cas, la réfutation suppose une agression et ne peut s'adresser qu'à l'agresseur et non au journaliste qui, sans aucune intention malveillante, reproduit les actes émanés de l'autorité publique. Qu'on objecterait vainement encore que l'appelant n'a été ni invité ni autorisé à reproduire les décisions du Conseil général de l'Hérault, car il n'a pu obtenir que de l'autorité publique la communication des minutes textuellement copiées dans son journal... et cette communication implique l'invitation ou l'autorisation dont il se prévaut. Déboute Fayard... »

La Cour de Paris a décidé de même pour le compte-rendu d'une séance du Conseil municipal de Paris, le 26 décembre 1884 :

« Attendu que le droit de réponse est sans application aux cas où, comme dans l'espèce, le journal s'est borné à reproduire intégralement et sans commentaires un document émané d'une autorité publique ou d'un corps administratif. »

Mais la Cour de Cassation a cassé cet arrêt.

« Attendu qu'aucune disposition de loi n'a établi une semblable restriction en faveur des comptes rendus des délibérations des conseils municipaux, que l'exercice d'une faculté

qui se rattache au droit de la défense personnelle, etc... — (mêmes arguments et mêmes termes que dans l'arrêt précité du 4 janvier 1850) et en plus — « que le journaliste, libre de publier ou de ne pas publier ce compte-rendu, ne peut se soustraire aux conséquences de cette publication. » (1).

Ainsi la Cour suprême reste inflexible et refuse de se rendre aux raisons pourtant bien fondées de plusieurs Cours ou Tribunaux. Il en est de même pour les comptes rendus des débats judiciaires.

« Attendu, dit la Cour de Rouen (2) que le droit accordé par l'article 11 de la loi de 1822 est général et absolu... qu'il n'appartient qu'à la personne nommée ou désignée de juger s'il est de son intérêt de faire faire l'insertion... que dans tous les cas on ne trouve pas dans la loi l'exception invoquée en faveur des débats judiciaires. »

On invoque toujours la généralité de la loi. La même Cour proclame en outre dans un arrêt du 29 mars 1884 que l'article 41, § 2, de la loi de 1881 ne peut pas s'étendre à l'action en insertion :

« Attendu que l'immunité de l'article 41... est distincte et indépendante du droit de réponse. »

Mais par ailleurs elle s'attache à démontrer que le compte rendu du jugement n'était pas complet :

(1) Dall., 1885, 1, 399 ; Nicoullaud contre Hubert, *Bulletin Municipal* Ville Paris.

(2) Arrêt du 13 déc. 1899, S. 1899, 2, 76.

« Attendu, dit la Cour, qu'en annonçant que les époux Dumanoir avaient été condamnés, Duval n'a pas publié le jugement qui prononçait cette condamnation et qui, dans certaines parties, contenait une atténuation des faits de la prévention; qu'il a résumé à sa manière la poursuite et la décision intervenue et que malgré la déclaration que les époux Dumanoir lui avaient faite qu'ils entendaient interjeter appel, il a ajouté à ce compte rendu, son œuvre personnelle, une phrase dubitative indiquant que les prévenus auraient, dit-on, interjeté appel; qu'il a ainsi laissé planer sur les divers éléments de la prévention et sur son issue finale une incertitude qui pouvait nuire à la considération des époux Dumanoir, et qui, dans tous les cas, donnait de leur part, ouverture au droit de réponse. » (1)

La Cour fait bien ressortir que le compte rendu était l'œuvre personnelle du journaliste, et de plus que celui-ci était de mauvaise foi; nous sommes en dehors de la question et ces constatations peuvent laisser peut-être supposer qu'en présence d'un compte rendu fidèle et de bonne foi, la Cour aurait jugé différemment.

Il existe cependant un arrêt fort intéressant de la Cour de Rennes qui refuse le droit de réponse en pareille matière.

« Considérant, dit la Cour, que Delaunay a publié le fait-divers suivant sous la rubrique « Nouvelles Locales ».... Considérant que cette publication a eu lieu dans le premier numéro qui a suivi le prononcé du jugement et que ses

(1) Rennes, 27 janv. 1868, S. 1868, 2, 69.

termes qui ne sont que la reproduction exacte du dispositif de celui-ci sans réflexion, sans commentaire, sans l'expression d'une opinion quelconque de la part du journaliste, n'étaient pas de nature à donner ouverture au profit de Catel à l'exercice du droit de réponse édicté par l'article 11 de la loi de 1822. Qu'en effet, en se reportant à la discussion à laquelle donna lieu cet article tant à la Chambre des Députés qu'à la Chambre des Pairs, la pensée du législateur se révèle avec clarté que suivant l'auteur de l'amendement qui est devenu l'article 11, son but a été de conjurer le danger de l'immixtion du journaliste dans la vie domestique ou privée des citoyens en donnant à ceux-ci le moyen de s'expliquer sans délai et sans intermédiaire devant le tribunal où ils auront été traduits sans droit, sans nécessité, sans utilité pour le public. Que suivant le rapport à la Chambre des Pairs « la publicité deviendrait un moyen d'oppression si elle permettait d'attaquer la réputation d'un citoyen sans qu'il pût descendre dans la même lice que son agresseur, pour y combattre à armes à peu près égales devant le même public. » Que le droit de réponse suppose donc nécessairement qu'un acte quelconque... (1)... Qu'en effet, la faculté de répondre ne repose pas sur un autre fondement que celui du droit naturel de légitime défense qui appartient à chacun, qu'elle n'est qu'un mode particulier de l'exercice de ce droit contre le journal lui-même et les énonciations libres et personnelles de ses rédacteurs et que l'on ne comprendrait pas qu'une réponse pût être faite au journaliste qui, comme dans l'espèce, n'a rien dit de lui-même, n'a pas écrit un mot qui émanait de sa spontanéité propre, mais qui s'est borné à l'énonciation dans les termes à la fois les plus complets, les plus simples et les plus vrais d'un fait qui, par sa nature,

(1) Cf. p. 45.

appartenait essentiellement à la publicité et qu'il était de son droit de porter à la connaissance du public. Considérant que le public a intérêt à connaître les décisions judiciaires qui se produisent et que la publicité des audiences, le devoir imposé aux juges de prononcer publiquement leurs jugements à peine de nullité, ne sont que la satisfaction assurée par la loi elle-même de cet intérêt reconnu par elle. Que cet intérêt étant certain, le journaliste qu'en sa qualité d'organe de la publicité se borne à la reproduction exacte du texte même du dispositif d'une décision judiciaire, loin d'abuser de son droit, n'en fait qu'un légitime usage et n'encourt l'obligation de subir aucune réponse, qu'en fait d'ailleurs la prétendue réponse dont Catel entend imposer l'insertion à Delaunay, ne signalant aucune exactitude commise par lui dans l'énoncé du jugement du 21 septembre, n'y rectifiant quoi que ce soit, n'est en réalité qu'un appel à l'opinion publique de la condamnation qui l'a atteint, que s'il peut être dans son droit de discuter cette condamnation, ce que la Cour n'a pas à rechercher ici, et de publier sa discussion à ses risques et périls dans les journaux auxquels il conviendra de l'insérer, on ne saurait admettre qu'il ait le droit d'y contraindre Delaunay, sous prétexte d'une réponse adressée en apparence à celui-ci et dans la réalité des faits à tout le monde excepté lui. Décharge Delaunay ».

Nous avons tenu à rapporter cet arrêt dans son entier, malgré sa longueur, parce qu'il précise admirablement, à notre avis, l'étendue du droit de réponse, qu'il définit la nature de ce droit, qu'il démontre sa raison d'être et pourquoi, par suite, on ne doit pas y avoir recours dans le cas qui nous occupe.

Voilà donc les trois sortes de comptes rendus à propos

desquels se pose la question du droit de réponse. Il existe encore un arrêt de la Cour d'Amiens refusant le droit de réponse dans un cas similaire où l'article n'est pas non plus l'œuvre du journaliste. Il s'agit de l'insertion d'annonces judiciaires.

« Considérant, dit la Cour, que si la loi de 1822 oblige les gérants.... il y a néanmoins exception à cette règle et le gérant peut s'affranchir de son obligation quand il n'est ni l'auteur de l'article qui a motivé la réponse, ni légalement responsable de l'article. Que cette exception ressort de la nature même des choses et s'impose à l'esprit. Qu'en effet, là où le gérant d'un journal ne feint qu'obéir à la loi en livrant des documents d'intérêt privé à la publicité, il ne saurait y avoir matière à l'exercice du droit de réponse.... Qu'il serait contraire à la raison qu'il en fût autrement, car l'obligation d'insérer ces documents jointe à celle de reproduire les réponses étant imposée à des feuilles d'annonces légales en même temps qu'aux journaux politiques, cette obligation pourrait avoir les conséquences les plus fâcheuses, alors que les gérants se verraient dans la nécessité de remplir chaque jour et gratuitement leurs colonnes de réponses sans intérêt pour le lecteur et n'offrant pas d'ailleurs de suffisantes garanties d'exactitudes. Que tel n'a pas été le but de la loi de 1822. Qu'elle a été faite pour donner satisfaction immédiate aux intéressés quand la personnalité des gérants du journal est réellement en jeu et non quand leur rôle purement passif les assimile à des instruments dans la main de ceux qui les font agir en conformité du Code de procédure, comme il arrive en matière d'annonces de vente sur saisies immobilières. Considérant que ces annonces sont en effet l'œuvre exclusive de l'officier ministériel que la loi

a institué pour les rédiger et en requérir la publication sous sa responsabilité personnelle (1) ».

On le voit, c'est toujours le développement de la même idée. Le journaliste joue ici un rôle passif, il ne fait qu'insérer l'annonce qu'on lui envoie, et tant que cette annonce ne contient rien de contraire aux lois ni d'offensant pour personne, il ne peut être responsable de l'insertion.

Telle est à peu près la jurisprudence sur la question. Si certains Tribunaux, si certaines Cours ont rendu des décisions fort libérales, mettant le journaliste à l'abri des réponses qu'il n'a pas provoquées, d'autres en revanche, avec la Cour de Cassation, se refusent à faire une distinction. Beaucoup d'auteurs pensent de même (2). Pourtant Schuermans est d'un avis opposé. « Cette question ne peut recevoir une réponse affirmative, dit-il, que si le compte rendu a été fait de manière à donner à la personne citée, partie ou témoin, dans la cause, un intérêt légitime à une rectification ou reproduction exacte. Mais si le compte rendu a été fidèle, si le sens et l'intention ont été respectés, la question doit être, semble-t-il, résolue en sens différent (3). »

On invoque la généralité de la loi pour invoquer le droit de réponse à la personne nommée dans un compte

(1) S. 1864, 2, 135.

(2) Cf. Chassan, Fabreguettes, Jaubert, Maye, Doré.

(3) Schuermans, *op. cit.*

rendu. Il est certain qu'au sens strict du texte toute personne nommée ou désignée a le droit de réponse, mais comme le disent les arrêts que nous venons de citer, il faut examiner ici le sens de la loi, se reporter aux propositions de lois, aux discussions des Chambres. Le droit de réponse a été présenté comme un moyen de défense donné aux particuliers contre les journalistes. On a voulu mettre les particuliers à l'abri des indiscretions que la presse pourrait commettre sur leur compte, des incursions dans leur vie privée. Mais ici le compte rendu est-il l'œuvre du journaliste ? Oui au sens strict du mot, c'est-à-dire que le journaliste le rédige, mais en réalité il ne fait que reproduire les discussions, les paroles ou les jugements de paroles étrangères au journal. Il n'est ici qu'un intermédiaire entre ces personnes et le public, un organe de publicité. Que peut-on lui reprocher si son compte rendu est fidèle et s'il n'y a pas introduit des remarques personnelles de nature à blesser qui que ce soit ? Dès lors la personne qui répond à ce compte rendu ne s'adresse pas au journaliste. Elle sait bien que celui-ci n'est pour rien dans l'affaire et ce n'est pas l'humble reporter qui a pris des notes à la hâte et les a reproduites dans son journal qu'elle vise. Elle répond, suivant le cas, aux membres du Parlement ou aux juges qui l'ont condamnée, et pour cela elle se sert du journal, abusant d'un droit qui n'a pas été créé pour cela. Peut-on ainsi tolérer qu'un particulier adresse un appel à l'opinion publique et

récrimine publiquement contre des membres du Parlement ou des magistrats en fonction ? Qu'advierait-il si cette même personne, se trouvant à une séance publique de la Chambre ou dans la salle du tribunal, prenait tel orateur ou tel juge à partie et cherchait à se disculper ? On la mettrait à la porte. De quel droit ce même individu ira-t-il alors protester dans un journal et de quel droit force-t-on ce journal à lui ouvrir ses colonnes ?

Le journal n'avait qu'à ne pas publier ce compte rendu, vient-on dire, il était libre d'insérer ou non ce compte rendu, il l'a fait à ses risques et périls. Il est libre en droit, sans doute. Mais qu'advierait-il si tous les journaux se refusaient à publier le compte rendu des Chambres ou des jugements ?

D'abord, comme nous l'avons dit, le *Journal Officiel* est tenu de rapporter le compte rendu des séances des Chambres, par suite on ne peut lui adresser de réponse à l'occasion de ce compte rendu. Donc tel journal, parce qu'il a l'estampille du Gouvernement, publiera impunément le compte rendu d'une séance sans que personne puisse y répondre, mais si un autre journal s'avise de faire la même chose, toutes les personnes nommées pourront envoyer leur réponse.

De plus il est des cas où le journaliste n'est pour ainsi dire pas libre de refuser l'insertion d'un jugement. Souvent un tribunal ordonne qu'un jugement sera publié dans dix journaux de Paris ou de tel autre endroit,

qu'advierait-il si tous refusaient l'insertion, par crainte de s'exposer à une réponse? Pourra-t-on les y contraindre? Mais alors ils ne seront plus libres. De même la loi ordonne certaines publications dans certains cas de vente, de purge, d'absence, de divorce, etc... supposons un instant que tous les journaux refusent l'insertion. Ce cas est chimérique sans doute, mais admettra-t-on la réponse d'une personne nommée dans une publication prescrite par la loi? Tel ou tel journal n'est pas forcé d'insérer, c'est entendu, mais il faut bien qu'il y en ait qui acceptent pour obéir à la loi.

Sans aller jusque là, il entre dans les fonctions de la presse de donner la plus grande publicité aux débats législatifs, aux séances des Conseils Généraux ou Municipaux, aux jugements rendus chaque jour. Dans un Etat démocratique, avec un régime parlementaire où toute institution a sa base dans le suffrage universel, chaque citoyen n'a-t-il pas intérêt à connaître la marche des affaires publiques, à savoir comment ceux qu'il a chargés de le représenter s'acquittent de leur mandat. La vie du pays est pour ainsi dire concentrée dans le Parlement, les Assemblées Départementales et Municipales, et quel autre moyen les citoyens ont-ils d'être renseignés? Pourquoi les séances de la Chambre sont-elles publiques, pourquoi les salles des Tribunaux sont-elles ouvertes à tout le monde, si ce n'est pour que tout particulier puisse assister au fonctionnement de ces Corps, être informé de la discus-

sion et du vote des lois, puis de leur application. Admettrait-on qu'un accusé demandât le huis-clos ? Alors pourquoi aller ensuite entraver dans le journal, où elle est seule efficace, une publicité qu'on a voulu éclatante à la Chambre ou au Tribunal. Pourquoi ce qui peut se dire librement à la tribune ou à l'audience ne peut-il pas aussi s'imprimer librement ? N'est-ce pas au contraire le principal rôle des journaux que d'étendre cette publicité, et puisqu'on a reconnu combien cette publicité était légitime et nécessaire au point qu'un jugement rendu à huis-clos sans raison spéciale serait nul, pourquoi ne pas laisser les journaux donner à la publicité de ces jugements la plus grande extension possible. N'est-ce pas le propre de la justice de se rendre au grand jour ? Mais ici encore, seule une loi pourra réformer la jurisprudence, une loi refusant le droit de répondre à tout compte rendu *fidèle* des deux Chambres, des Assemblées Départementales et Municipales, des Tribunaux, à l'insertion des annonces légales, et généralement à toute publication faite de bonne foi par le journaliste, et qui n'est pas son œuvre personnelle.

III. — *Du droit de réponse accordé aux héritiers de personnes nommées.*

Le culte des morts est un des sentiments les plus profondément enracinés au cœur de l'homme. Les Athéniens,

peuple moqueur s'il en fût, et dont le théâtre n'épargnait pas les sarcasmes aux plus hautes dignités de la république, ne s'attaquaient jamais à la mémoire des morts. Les Romains punissaient sévèrement toutes attaques de ce genre, et il en était de même sous l'ancien régime. Il est à remarquer cependant, que l'action donnée aux héritiers contre les détracteurs de leurs pères, ils ne l'exerçaient pas *ex persona defuncti*, mais bien en leur propre nom. Rien de plus naturel, alors, que nos lois aient tenus à protéger la mémoire des morts.

La jurisprudence d'avant la loi de 1881 allait même jusqu'à ne pas faire de différence au point de vue de la diffamation entre les vivants et les morts. « Qu'elle s'adressât aux uns ou aux autres, elle était également punissable » (1). La jurisprudence venait dire que la loi de 1819, en parlant des imputations diffamatoires s'attachant à la personne, n'avait pas seulement en vue la personne civile vivante ; qu'elle n'excluait pas l'idée d'une protection exercée en faveur des morts, et que dès lors, par la force des choses, le droit de plainte devait appartenir aux représentants des morts diffamés (2). Les arrêts de la Cour de Cassation disaient que « l'honneur et la considération des citoyens ne s'éteignent pas avec leur vie matérielle,

(1) Rapport de M. le conseiller Legris ; Cf. Affaire de Bourmont contre *Le Petit Journal*. Cass., 10 mai 1900 ; Dall. 1901, 1, 137.

(2) Rapport Cruppi, n° 2866, session 1901.

mais se perpétuent dans le souvenir de ceux qui leur survivent » (1). Lors du vote de la loi de 1881 le rapporteur de la loi au Sénat, M. Pelletan, s'éleva contre cette jurisprudence, et plaida en termes éloquents en faveur des droits de l'histoire. On aboutit à l'article 34 de la loi de 1881 qui est ainsi conçu :

« Les articles 29, 30 et 31, ne seront applicables aux diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts, que dans le cas où ces diffamations ou injures auraient eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants. Ceux-ci pourront toujours user du droit de réponse prévu par l'article 13 ».

La première partie de l'article ne soulève aucune difficulté. Dorénavant pour que la diffamation ou l'injure envers les morts soit un délit, il faut que l'auteur de ces diffamations ou injures ait eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants. Ce n'est en quelque sorte que lorsqu'on passe par-dessus le mort pour atteindre l'héritier qu'il y a délit, et l'héritier agit alors en son nom, et non point comme représentant du mort diffamé, *ex persona defuncti*. Nous avons déjà signalé cela en droit romain. Ici la loi réagissant contre la jurisprudence antérieure n'admet l'action des héritiers que quand ils sont personnellement intéressés à se défen-

(1) Cf. Arrêts des 24 mai 1860, D. 1860, 1, 201 ; 23 mars 1866, D. 1867, 1, 129 ; 1^{er} mai 1867, *ibid*, 5 juin 1867, *Bulletin criminel* n° 131.

dre. Mais il s'en faut de beaucoup que le deuxième alinéa soit aussi clair. On l'a interprété de différentes façons.

Une première opinion s'en rapportant uniquement au deuxième paragraphe de l'article 34, « les héritiers vivants pourront *toujours* user du droit de réponse », applique ce texte à la lettre et accorde dans tous les cas le droit de réponse aux héritiers des personnes nommées ou désignées. La simple désignation suffit comme dans l'article 13. Pour soutenir cette opinion, on s'appuie sur le mot *toujours*, et on prétend que les héritiers continuant la personne du défunt, ont les mêmes droits que leur ascendant nommé ou désigné (1).

Dans une deuxième opinion, le droit de réponse existe chaque fois qu'il y a injure ou diffamation envers un mort ; que l'auteur de ces injures ou de ces diffamations ait eu ou non l'intention de porter atteinte aux héritiers vivants. Il faut rapprocher le deuxième alinéa de l'article 13 du premier et alors le mot *toujours* prend le sens de « dans tous les cas » c'est-à-dire qu'on ait voulu viser les héritiers ou non.

La question s'est posée devant la Cour de Cassation, lors d'un procès qui a eu son retentissement et elle a encore adopté un troisième système. Voici les faits (2).

(1) Bonnier et Larnaude, *Traité des preuves*, 5^e édition, p. 77 ; Faivre et Benoît-Lévy, p. 168.

(2) D. 1901, 1, 137.

M. Ernest Judet fit paraître dans le *Petit Journal* un article intitulé : *Les Secrets Militaires* où, à propos de trahison, il avait cité un passage du livre de M. Henry Houssaye sur la bataille de Waterloo, rappelant la défection du général de Bourmont. Le petit-fils du général de Bourmont envoya au *Petit Journal* une réponse où il expliquait la conduite de son grand-père en priant le gérant de l'insérer. Ce dernier refusa et M. de Bourmont l'assigna devant le Tribunal correctionnel de la Seine, qui rendit le jugement qui suit :

« Attendu que M. de Bourmont demande l'insertion d'une lettre adressée par lui au gérant du *Petit Journal* en réponse à un article paru le 15 mars 1899 dans ce journal, sous la signature de Judet ; qu'il soutient qu'aux termes des articles 32 et 13 de la loi du 20 juillet 1881 il a le droit, en sa qualité d'héritier, de répondre aux accusations diffamatoires et injurieuses portées dans l'article précité contre le général de Bourmont ; Attendu que Judet s'est borné à citer un passage d'un livre de Henri Houssaye formulant, au point de vue historique, une opinion sur la conduite du général de Bourmont le jour de la bataille de Waterloo ; Qu'en commentant l'opinion de cet auteur et en la faisant sienne il est constant que Judet n'a pas eu l'intention d'injurier ou de diffamer la mémoire du général de Bourmont ; Qu'il n'a fait que relater pour les besoins de la discussion un fait depuis longtemps tombé dans le domaine de l'histoire ; Que par suite l'existence du délit d'injure ou de diffamation nécessaire pour faire naître au profit des héritiers d'un mort le droit de réponse, alors même que l'héritier vivant n'a pas été personnellement visé n'existe pas dans l'espèce et qu'on ne saurait dès lors faire application des dispositions de l'article 34 de la loi du 29 juillet 1881. »

Le Tribunal de la Seine donnait ici, à notre avis, une interprétation très juste de l'article 34 et tranchait la question qui nous intéresse. Il ressortait clairement des termes de l'article de M. Judet que ce dernier n'avait pas eu l'intention de porter atteinte à l'honneur des héritiers du général de Bourmont. Son article, en effet, était une étude sur la trahison et ce n'était qu'incidemment et à l'appui de son opinion, qu'il citait le cas du général de Bourmont. Les héritiers de celui-ci n'avaient donc aucune action contre lui. D'autre part, comme le faisait ressortir le jugement, le journaliste n'avait pas eu davantage « l'intention d'injurier ou de diffamer » la mémoire du général de Bourmont. Ce qu'il en disait n'était même pas son appréciation personnelle, il empruntait l'opinion d'un historien connu, auteur d'un ouvrage considérable. Il citait un fait déjà commenté, jugé, classé pour ainsi dire et qui remontait à de longues années. Par conséquent, il n'y avait pas d'injure ou de diffamation, par suite, le droit de réponse n'existait pas. L'article 34 dit, en effet, que les articles 29, 30 et 31 seront applicables aux diffamations ou injures envers les morts *quand on a eu l'intention d'atteindre les héritiers*. Et le deuxième alinéa dit : « Les héritiers pourront toujours user du droit de réponse », c'est-à-dire *même quand on n'aura pas eu l'intention de les atteindre personnellement*, et encore faut-il qu'il y ait injure ou diffamation envers le mort.

Pourtant, sur appel de M. de Bourmont, la Cour de Paris en décida autrement :

« Considérant, dit la Cour, qu'après avoir disposé que les articles 29, 30 et 31 ne sont pas applicables aux diffamations ou injures dirigées contre la mémoire du mort, que dans le cas où les auteurs de ces diffamations ou injures auront eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants, l'article 34 de la loi du 29 juillet 1881, ajoute dans un second paragraphe : ceux ci pourront toujours user du droit de réponse prévu par l'article 13 ; que le terme toujours n'est conciliable avec aucune exception ou restriction ; qu'au contraire le droit de réponse ainsi conféré dans tous les cas à l'héritier est aux termes exprès dudit article 34, celui-là même qui est prévu à l'article 13 au profit des personnes vivantes, lequel est général et absolu et appartient à toute personne nommée ou désignée. »

Ainsi même, dans ce cas particulier, la simple désignation suffit, d'après la Cour de Paris, pour donner ouverture au droit de réponse. Le gérant du *Petit Journal* alla en cassation et la Cour suprême adopta la théorie de la Cour de Paris avec un correctif cependant :

« Attendu, dit-elle, que l'article 34 est ainsi conçu... Attendu que ce droit de réponse spécialement accordé aux héritiers par le second paragraphe de l'article 34 est étroitement limité par les termes mêmes de l'article aux cas prévus par le premier paragraphe ; que les héritiers de personnes contre la mémoire desquelles des diffamations ou injures ont été dirigées peuvent seuls user du droit de réponse en se conformant à l'article 13 ; Attendu que ce droit permet de repousser toute attaque injurieuse, toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne décédée à laquelle il est imputé ; qu'il peut s'exercer pour défendre la mémoire de la personne attaquée et conser-

ver intact son patrimoine moral sans qu'il soit nécessaire que l'écrivain ait eu en rédigeant son article une intention malveillante à l'égard du défunt ou de ses héritiers ; Attendu, en fait, qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué, que le 15 mars 1889, Lasseur a fait insérer dans *Le Petit Journal*, dont il était le gérant, un article intitulé « Les secrets militaires » où on lit : « La campagne de 1815 terminée à Waterloo présente deux cas saisissants de trahison, l'un d'ordre stratégique, l'autre d'ordre tactique ; j'en emprunte le récit... Voici d'abord le général de Bourmont passant à l'ennemi au moment où les avant-gardes vont s'engager... » Attendu que, bien que l'arrêt constate que l'auteur de l'article en rappelant les actions d'un personnage historique pour les discuter et les apprécier selon ses vues n'a commis aucun délit, il est toutefois certain que l'écrivain impute au général de Bourmont un acte qui porte atteinte à son honneur ; d'où il suit qu'en reconnaissant à Louis de Bourmont, héritier de ce général, le droit de réponse prévu par l'article 34, § 2, l'arrêt attaqué n'a fait dans son dispositif qu'une juste application de la loi... Rejette le pourvoi. »

La simple désignation ne suffit plus, il faut au moins l'allégation ou l'imputation d'un fait « qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne décédée » et « sans qu'il soit nécessaire que l'écrivain ait eu une intention malveillante à l'égard du défunt ou de ses héritiers ».

Que penser de ces différentes applications de la loi ?

Tout d'abord il faut reconnaître que d'après le deuxième paragraphe de l'article 34, pris isolément, le droit de réponse appartient aux héritiers de toute personne nommée ou désignée. La simple désignation suffit, et si on

prend cet alinéa à la lettre, l'arrêt de la Cour de Paris est inattaquable. Mais l'erreur vient de ce que justement on isole un membre de phrase qui, venant en fin d'un article, doit trouver son explication dans l'article tout entier. Il n'est pas alors exact de dire « que le terme toujours n'est conciliable avec aucune exception ou restriction ». Les mots n'ont pas seulement un sens par eux-mêmes, mais aussi par la place qu'ils occupent dans une phrase, suivant ce qui les précède ou ce qui les suit. D'ailleurs, l'emploi du mot toujours dans le sens que nous lui donnons ici est d'un usage courant. On dit fréquemment d'une entreprise dont le succès est incertain : « Il faut toujours essayer ». De même ici, comme nous l'avons déjà dit, le mot toujours sous entend : que l'auteur de l'injure ait eu ou non l'intention d'atteindre l'héritier, le droit de réponse existe. D'ailleurs, MM. Faivre et Benoît-Lévy ajoutent, après avoir donné au mot toujours le sens absolu que nous lui déniions (1). « Nous donnons cette interprétation parce que c'est celle qui paraît résulter nécessairement de l'emploi du mot toujours. Mais nous ne l'approuvons pas et nous espérons que la jurisprudence saura limiter ce droit excessif qui entraverait et annihilerait la liberté de critique qui est l'apanage de l'historien. Le mot toujours a trahi la pensée de la Commission, de son rapporteur et du Parlement entier ». Nous ne croyons pas

(1) Faivre et Benoît-Lévy, *Code manuel de la Presse*, p. 168.

que le mot toujours ait trahi la pensée du Parlement, on peut seulement reprocher au législateur de n'avoir pas été assez clair. Quant à compter sur la jurisprudence pour remédier à cet état de chose, nous avons pu voir, au cours de ce travail, combien les Cours et Tribunaux sont peu enclins à limiter le droit de réponse.

Malgré cette jurisprudence, beaucoup d'auteurs interprètent la loi de la façon libérale que nous avons rapportée. « Grâce à cette disposition nouvelle, dit M. Barbier (1), les héritiers du mort diffamé ou injurié pourront toujours, c'est-à-dire alors même qu'ils ne seront pas personnellement nommés ou désignés et qu'il n'apparaîtra pas que l'auteur des imputations ait eu l'intention de porter atteinte à leur propre considération, user du droit de réponse prévu par l'article 13. » Duplat dit que le droit de réponse est un droit inhérent à la personne désignée (2).

(1) *Code de la Presse*, n° 550. Cf. Dutruc.

(2) Dans le même sens Dutruc, Dall., *Presse* n° 1028 : « Les héritiers pourront toujours user du droit de réponse, c'est-à-dire dans le cas où l'hypothèse que prévoit le 1^{er} § ne se réaliserait pas. En d'autres termes, les héritiers pourront user du droit de réponse, qu'ils aient ou non le droit de poursuivre la répression de la diffamation ou de l'injure commise envers la mémoire de leur auteur décédé. On doit, en effet, écarter le système dans lequel le mot toujours donnerait aux héritiers le droit de réponse, alors même que les écrits dans lesquels leur auteur serait nommé ou désigné, ne constitueraient ni injures ni diffamation, et contiendraient même un éloge. Cette interprétation serait manifestement contraire à la pensée du législateur.

Enfin, la circulaire du Garde des Sceaux, du 9 novembre 1881, porte : « L'article 34 accorde, par une disposition nouvelle, aux héritiers qui ne sont pas diffamés personnellement lorsqu'il s'agit d'écrits périodiques ou de journaux, une faculté qui sauvegarde leurs intérêts tout en respectant les franchises de l'écrivain. Ils pourront user du droit de réponse, réglé par l'article 13, pour repousser les imputations dirigées contre la mémoire de leurs auteurs, alors même qu'ils n'auront été nommés ni désignés personnellement. »

Et comment en serait-il autrement ? Aussi profond que soit le respect que nous devons aux morts, aussi sensible que nous soit toute atteinte portée à leur mémoire, nous n'avons pas cependant le même intérêt à défendre les morts qu'à nous défendre nous-mêmes. Or le droit de réponse est avant tout un droit de défense. Il faut reconnaître aussi que les morts sont moins en butte aux attaques que les vivants, sauf peut-être ceux qui jouèrent pendant leur vie un rôle important et exercèrent une influence en politique, en religion, en art, etc.... Mais ici intervient la question des droits de l'histoire sur laquelle nous aurons plus loin à nous étendre. Ces morts-là constituent une minorité, et de par la place qu'ils occupèrent dans le monde, ils appartiennent autant à l'histoire et à leur pays qu'à leur famille. D'une façon générale, on ne peut mettre sur le même pied l'attaque faite à un mort à celle faite à un vivant. D'ailleurs, l'article 13 ne parle pas

des morts ni du droit de leurs héritiers, cela montre bien que le législateur a voulu les différencier. Il s'en est occupé ensuite dans un article à part qui doit par conséquent être interprété dans un sens restrictif. « En principe, le droit de réponse n'existe pas pour les héritiers, dit M. Le Poittevin (1) et si un texte spécial le leur concède dans un cas déterminé, ce texte doit être interprété d'une façon restrictive. En deuxième lieu, il faut rapprocher cet alinéa de celui qui le précède dont il n'est que le corollaire. On arrive alors à cette conclusion que le législateur n'a entendu accorder le droit de réponse aux héritiers qu'au cas où les imputations dirigées contre la mémoire du mort ont le caractère de diffamations ou d'injures ».

On dit que l'article 34 se réfère à l'article 13, et que celui-ci établissant un droit de réponse général et absolu, il doit en être de même pour les héritiers. C'est prêter au législateur une intention qu'il n'a pas eue. S'il n'avait pas voulu faire de différence entre les morts et les vivants, il n'aurait fait qu'un article s'appliquant à tous. Si l'article 34 renvoie à l'article 13, c'est pour indiquer comment se fera la réponse, quelle sera son étendue, sa forme, dans quel délai elle devra être insérée. Le législateur a entendu par là que dans le cas où les héritiers auraient le droit de réponse, ce droit s'exercerait de la façon réglée par l'article 13.

(1) *Traité de la Presse.*

Enfin, si la simple désignation d'une personne décédée suffit pour donner à ses héritiers le droit de réponse, on revient, en ce qui concerne le droit de réponse, à la jurisprudence antérieure à la loi de 1881, à cette jurisprudence même qu'a voulu modifier le législateur de 1881, et qui ne fait pas de distinction entre les morts et les vivants. Si on se reporte à la discussion de la loi de 1881, on verra avec quelle énergie le rapporteur de la loi s'est élevé contre cette manière de voir qu'on a appelé la théorie de migration du mort dans le vivant.

Mais la raison principale de limiter le droit de réponse des héritiers est celle invoquée lors de la discussion de la loi : les droits de l'histoire. Comme nous l'avons dit, les morts qui seront forcément le plus en butte aux critiques des journaux sont ceux qui jouèrent un rôle dans la vie politique et intellectuelle de leur pays, mais ces morts là n'appartiennent-ils pas à l'histoire ? Sans doute il faudra donner à leurs descendants un moyen de défense contre ceux qui pourraient venir calomnier ou salir leur mémoire en faisant des incursions dans leur vie privée. Mais si le journaliste se borne à critiquer l'homme public, le personnage politique ou le penseur, bref à apprécier ses actions, ses idées, l'influence qu'il a exercée, n'est-il pas dans son droit ? Ce n'est point le particulier qu'on a en vue ici, la vie privée d'un mort n'offre plus grand intérêt et pourquoi s'en occuperait-on ? Les actions de cet

homme, les idées qu'il a lancées, les lois dont il fût le promoteur, tout cela lui a survécu, existe, on en subit encore les effets, et n'est-ce pas le rôle de l'historien de juger le passé et de distribuer le blâme comme l'éloge une fois que les passions sont apaisées et que l'on a pu apprécier les résultats? Comment l'historien en pourrait-il accomplir sa tâche, s'il risque à chaque ligne d'être contredit par l'un des héritiers du personnage dont il s'occupe, de se voir imposer une réponse qui encombrera le journal ou la revue où il écrit. C'est ce que s'est efforcé de faire ressortir le rapporteur de la loi de 1881, M. Eugène Pelletan, devant le Sénat : « Nous comprenons sans doute, disait-il, la solidarité de la famille et nous voudrions la resserrer plutôt que la relâcher. L'homme ne commence pas au berceau et ne finit pas au tombeau ; il vit encore dans le passé et dans l'avenir par la paternité et par la descendance. La famille constitue ainsi d'une génération à l'autre une association à la fois renouvelée et perpétuée par le principe de l'hérédité, mais il n'y a pas que le patrimoine qui fasse partie de l'héritage, il y a aussi le nom, et chaque fois qu'on porte atteinte à son honneur, tout membre de la famille a le droit de le défendre.... Mais au-dessus du droit de la famille privée, il y a le droit de la famille universelle. L'histoire ne serait qu'une lanterne magique si elle n'était en même temps une leçon. Quelle leçon pourrait-elle nous donner si la loi de la diffamation vient étendre son voile

sur les morts pour les cacher à la postérité ? (1) »

En effet, parmi la complexité des faits, l'entraînement des passions, il est bien difficile de démêler la vérité, de juger la conduite d'un homme. Petit à petit, vus à distance, étudiés avec calme, les événements nous apparaissent sous leur véritable jour et n'étant plus acteurs, de près ou de loin, nous sommes forcément plus impartiaux. C'est l'histoire, la postérité, qui élève sur le pavois des hommes que leurs contemporains méconnaissent, c'est encore l'histoire qui apprécie à leur juste valeur et qui remet à la place d'où ils n'auraient dû jamais sortir ceux qui, aidés par les circonstances, abusèrent leurs concitoyens et usurpèrent les honneurs qu'ils ne méritaient pas. Or, avec la jurisprudence de la Cour de Paris, tout article d'histoire donnera ouverture au droit de réponse. Comme le fait remarquer M. Josserand (2) : « La constatation d'un fait tombé dans le domaine public suffira ainsi pour légitimer indéfiniment les initiatives privées, même les plus déplacées, et l'exercice d'un droit strict et nécessaire sera gêné par les représailles toujours possibles auxquelles il donnera prise, contrairement au vœu de la commission sénatoriale l'histoire sera mise au greffe ».

On vient nous dire que le droit de réponse, loin de porter atteinte aux droits de l'histoire, ne pourra, au con-

(1) Cité par M. Cruppi, *op. cit.* p. 14.

(2) Rapport. Dall. 1901, 1, 137, notes.

traire, que la servir en permettant la discussion d'une opinion. Le droit de réponse permettra de redresser des erreurs. A notre avis, cette façon de voir est contestable. En effet, l'histoire ne s'avance que lentement, en s'appuyant sur des faits, elle consulte des documents divers, oppose les relations de faits, laisse le temps calmer les esprits. La réponse étant un moyen de défense est par suite suspecte. D'abord, elle émane d'une personne qui se prétend lésée dans la personne de son auteur, et qui, tout en étant de bonne foi, est forcément partielle. Loin d'éclairer un point obscur, loin d'être utile à l'historien et de l'aider dans sa tâche le droit de réponse n'est pour lui qu'une gêne et une entrave à sa liberté.

Mais, dira-t-on, si le système qui accorde le droit de réponse aux héritiers de personnes simplement désignées peut paraître excessif, la Cour de Cassation l'a modifié de façon à concilier les intérêts des particuliers avec ceux de l'histoire. Nous avons vu, en effet, que la Cour de Cassation exige « l'allégation ou l'imputation d'un fait portant atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne décédée » pour accorder le droit de réponse. Mais cette expression nous paraît sujette à controverse et susceptible de donner lieu à bien des discussions. Quand le législateur de 1881 parle de diffamations et d'injures, il emploie des expressions dont le sens et la portée ont été maintes fois définis par la loi et par la jurisprudence, il ne peut y avoir de discussion à ce sujet.

Mais qu'est-ce qu'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération du défunt ? L'auteur de la réponse soutiendra toujours que l'article auquel il répond porte une atteinte à la considération de son auteur. Si un journaliste dans un article relate un fait historique et raconte qu'un général est passé à l'ennemi ou a rendu une place alors qu'il pouvait encore résister, faits qui sont connus, qui ont été jugés en conseil de guerre, ne porte-t-il pas une atteinte à l'honneur de ce général ? et pourtant accordera-t-on le droit de réponse aux descendants de ce général. Et ceux-ci n'auront-ils pas plutôt intérêt à laisser cette tache s'effacer de la mémoire de leurs contemporains.

Aussi préférons-nous le système du Tribunal de la Seine et d'un grand nombre d'auteurs. Hormis le cas d'injure ou de diffamation, les héritiers des personnes nommées ou désignées dans un journal n'ont pas le droit de réponse. Mais à ce système, on pourrait encore ajouter un correctif en fixant un délai à partir duquel le droit de réponse n'existerait plus. En effet, les morts dont la mémoire nous est le plus chère, sont ceux que nous avons connus, avec qui nous avons vécu et dont nous avons pu apprécier les qualités. Sans doute, nous avons un sentiment de respect et un culte particulier pour nos ancêtres, mais il faut reconnaître qu'à mesure que l'on remonte dans la généalogie de sa famille, le sentiment d'affection diminue, nous sommes donc moins sensibles aux atteintes

portées à la mémoire d'un aïeul éloigné. D'autre part, les attaques sont d'autant moins violentes qu'elles s'adressent à des hommes qui sont plus loin de nous, que nous n'avons pas connus, qui vécurent en d'autres temps, eurent des mœurs différentes des nôtres et dont l'influence n'est pas venue jusqu'à nous. Quand l'historien en parlera, il sera forcément moins partial, tout en étant sévère, son jugement sera exempt de passion. C'est une des grâces de notre mémoire d'enjoliver le passé en conservant de préférence le souvenir des faits glorieux et de juger avec une certaine indulgence les fautes de ceux qui nous précédèrent dans la difficile bataille de la vie. C'est ce qui nous permet de juger plus sainement des gens et des choses quand nous les voyons d'une certaine distance, de même que la meilleure des lorgnettes nous fait apercevoir nettement les objets éloignés alors qu'elle laisse dans le trouble ceux qui nous environnent.

Enfin, ceux dont on se souvient et dont on parle encore au bout de plusieurs années sont des personnages qui, par le rôle qu'ils jouèrent dans leur temps, appartiennent bien plus à l'histoire qu'à leur famille, et puisqu'ils se mirent ainsi en avant, c'est naturel que leur conduite provoquent les jugements de la postérité, c'est la rançon de toute notoriété. On fixerait un délai après lequel le droit de réponse ne pourrait plus s'exercer, la personne défunte appartenant à l'histoire. C'est l'avis de M. Jaubert : « On pourrait peut-être concilier tous les droits,

dit-il, en admettant l'exercice du droit de réponse intégral pendant un certain temps après la mort de la personne dont les actes se trouvent mis en cause. Cette période écoulée, l'histoire s'emparerait en souveraine de la personnalité et des actes du défunt... Cette combinaison nous paraîtrait suffisamment concilier les intérêts des héritiers les plus rapprochés du défunt, de ceux par conséquent dont la susceptibilité est la plus digne de respect, et de l'histoire qui recouvrerait son entière liberté lorsqu'elle aurait le recul nécessaire pour s'élever au-dessus des passions et juger impartialement les hommes et les choses (1). »

Reste la difficulté de savoir auxquels des héritiers appartiendra le droit de réponse? Si l'on peut fixer une règle en droit, en pratique cette difficulté est pour ainsi dire insurmontable. La loi est muette sur ce point et les législations étrangères qui ont prévu le cas n'ont guère résolu la difficulté d'une manière satisfaisante.

La loi espagnole du 26 juillet 1883 accorde le droit de réponse à l'époux survivant, aux parents, aux frères, aux enfants de la personne attaquée. Cela fait beaucoup de monde. Et s'ils ne sont pas d'accord? La loi du 12 février 1898 du canton de Vaud accorde le droit de réponse à un représentant de la famille qui parle au nom de tous. Ce système est séduisant en théorie, mais en pra-

(1) *Op. cit.* p. 221.

tique il peut arriver aisément à la suppression de la réponse. En fait, le cas ne s'est pas présenté devant nos Tribunaux et on a tout lieu d'espérer que les membres d'une famille se mettront d'accord pour envoyer une réponse. En principe, ce droit devrait plutôt être exercé par l'héritier le plus proche, mais ils peuvent être plusieurs. Et celui qui est un parent plus éloigné, mais qui porte le même nom que la personne attaquée, n'aurait-il pas le droit de réponse ? et sa veuve ? Ce sont là autant de cas particuliers que la loi ne peut pas prévoir et déterminer à l'avance.

TROISIÈME PARTIE

Limitation dans le fonctionnement du droit de réponse.

I. — *Délai d'insertion.*

Nous avons vu que l'article 13 de la loi de 1881 prescrit l'insertion de la réponse dans un délai de trois jours. Ce délai part du jour où le gérant a reçu la réponse. Il y a donc le plus grand intérêt à faire constater le jour où la réponse est remise au gérant. Ce délai, de l'avis de tous les auteurs, n'est pas franc, c'est-à-dire qu'il faut compter le jour de la réception de la réponse *dies a quo* et le jour où cette réponse paraît dans le journal *dies ad quem*. En d'autres termes, si la réponse est reçue le 1^{er} du mois, elle devra être insérée au plus tard le 3. Cf Barbier.

Ce délai de trois jours, qui avait été institué avec sagesse par la loi de 1822, avait été supprimé par le législateur de 1835. L'article 17 de la loi du 9 septembre 1835 portait, en effet, que l'insertion devait avoir lieu « dans le numéro qui suivrait le jour de la réception de la réponse ». C'était exorbitant, aussi la loi de 1881 est-elle revenue au délai de trois jours accordé par la loi de 1822.

Mais si l'application de ce texte ne soulève aucune difficulté en ce qui concerne les journaux quotidiens qui ont toujours droit au délai de trois jours, il n'en va pas de même pour les revues et les publications périodiques. L'article 13 dit : « Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception ou dans le plus prochain numéro s'il n'en était pas publié avant l'expiration de trois jours ». Quelle sera la règle pour les publications qui, tout en étant périodiques, ne paraissent que toutes les semaines ou tous les mois ? Auront-ils toujours droit à un délai de trois jours ou, s'ils reçoivent la réponse la veille du jour où ils paraissent, devront-ils l'insérer même si le numéro est composé, même si le tirage est fait ? Où s'arrêtera-t-on dans cette voie ? Le législateur n'a-t-il pas bien marqué son intention d'accorder un délai de trois jours au gérant ?

Pourtant la jurisprudence a pris le texte à la lettre et, se basant sur la deuxième partie de la phrase, a décidé que l'écrit périodique devait insérer la réponse dans le

plus prochain numéro qui suit la réception de la réponse. Tant pis si le journal paraît le lendemain.

« Attendu, dit la Cour Cassation (1), que, soit qu'il s'agisse d'un journal quotidien, soit qu'il s'agisse d'un journal paraissant hebdomadairement ou à de plus longs intervalles, le plus prochain numéro qui paraît dans les trois jours de la réception de la réponse doit contenir cette réponse. Attendu que cette interprétation de l'article 11 de la loi de 1822 est dictée non seulement par le texte formel de cet article, mais encore et surtout par les motifs qui ont inspiré la loi ; qu'en effet le législateur a voulu, en ouvrant, au profit de toute personne nommée ou désignée par un journal, le droit de réponse, lui assurer un droit sérieux et utile, et qu'elle ne peut user utilement de ce droit qu'à la condition que la défense soit aussi rapprochée que possible de l'attaque et que le remède soit placé à côté du mal. Attendu que le but de la loi ne serait pas atteint si un journal ou écrit périodique paraissant à des intervalles plus ou moins longs pouvait, en présence d'une sommation d'insérer une réponse dans son plus prochain numéro, se dispenser de l'insérer dans celui qui paraîtrait avant l'expiration du délai de trois jours et l'ajourner à une ou plusieurs semaines. Attendu qu'il ne peut y avoir exception à l'obligation étroite pour le journaliste de faire l'insertion dans le délai légal que s'il allègue et s'il justifie devant le juge du fait qu'il y a eu de sa part impossibilité matérielle à satisfaire dans ce bref délai à la réquisition d'insertion qu'il avait reçue. »

En présence de cette jurisprudence, les auteurs sont bien forcés de reconnaître que l'insertion de la réponse

1) Cass., 9 août 1872, S. 1873, 1, 181.

doit avoir lieu dans le numéro qui suit sa réception sans tenir compte du délai de trois jours (1).

L'arrêt invoque le texte formel de l'article 13, mais ne peut-on pas interpréter ce texte différemment et dire que « l'obligation de publier la réponse dans le plus prochain numéro n'existe que s'il n'en est pas publié avant l'expiration des trois jours ? . . . On peut même conclure par *a contrario* que l'insertion n'aura lieu que dans le numéro suivant, puisque c'est seulement dans le cas où le prochain numéro est postérieur au délai de trois jours que la loi exige que l'insertion y soit faite (2) ».

Quant aux motifs qui ont inspiré le législateur, il n'est pas certain que ce dernier ait eu l'intention d'être aussi rigoureux. Il commence par accorder au gérant un délai de trois jours pour insérer la réponse et il abolit ainsi le système de la loi de 1835. Or l'arrêt précité remet cette loi de 1835 en vigueur. On peut en conclure que le législateur a voulu accorder en tout cas au gérant un délai pour insérer la réponse.

Et si l'on admet la théorie de la Cour de Cassation, jusqu'à quel moment le gérant devra-t-il accepter d'insérer une réponse ? Jusqu'au moment où la composition est définitive ? Jusqu'au moment où le tirage est commencé ? Ou bien jusqu'à ce que le journal ait paru, et

(1) Cf. de Grattier, Dutruc, Barbier, Fabreguettes, Maze, Doré, etc.

(2) Jaubert, *Droit de réponse*, p. 162.

alors il sera dans la nécessité de modifier son numéro ? Il faut « qu'il justifie d'une impossibilité matérielle », dit la Cour de Cassation. Que faut-il entendre par cette expression ?

Un arrêt du 4 février 1847 s'exprime ainsi (1) :

« Attendu que, d'après l'article 17 de la loi du 9 septembre 1835, l'insertion des réponses et rectifications prévues par l'article 11 de la loi de 1822 doit avoir lieu dans le numéro qui suivra le jour de la réception, que ces expressions sont claires et précises et ne peuvent donner lieu à aucun équivoque, que la réponse de la partie civile ayant été notifiée au demandeur par exploit du 27 juillet, et un numéro de son journal ayant paru le 28, c'est dans ce numéro que devait être insérée la réponse. Attendu qu'à la vérité, le demandeur a soutenu pour sa justification que l'impression de son numéro était déjà commencée lorsqu'il avait reçu la réponse, et qu'il lui avait fallu, afin de l'insérer, remanier la composition, rappeler des ouvriers et se mettre dans l'impossibilité de faire paraître le lendemain son journal à l'heure ordinaire. Mais, que la Cour Royale de Douai, appréciant ces allégations d'après l'instruction faite devant elle, a déclaré qu'il n'y avait eu pour le demandeur aucune impossibilité, soit physique, soit morale, de faire dans le numéro du 28, l'insertion requise, que le demandeur avait encouru les peines de l'article 11 de la loi de 1828, la Cour Royale n'a violé, ni cet article, ni l'article 17 de la loi de 1835. Rejette... »

On voit jusqu'où peut mener la théorie de la Cour de Cassation, jusqu'à autoriser le remaniement d'un numéro

(1) Cass., 4 février 1847, D. 1847, 1, 56.

pour permettre l'insertion d'une réponse envoyée au dernier moment. Ce n'est plus l'exercice d'un droit, c'est une vexation. Il faut reconnaître qu'on était sous l'empire de la loi de 1835, c'est ce qui explique une telle rigueur. D'autre part, la Cour n'avait pas admis les allégations du gérant, à savoir qu'il lui aurait fallu remanier la composition de son journal pour insérer la réponse; mais au contraire la Cour de Douai, après enquête, avait reconnu qu'il n'y avait pas eu impossibilité physique ou morale pour le gérant d'insérer la réponse. Le Tribunal de Dunkerque avait aussi jugé dans le même sens en faisant ressortir que la réponse ne contenait pas plus de 15 lignes, ce qui donne à croire que dans le cas contraire le gérant aurait été excusable.

C'est d'ailleurs ce que la Cour de Cassation a jugé dans une affaire Lutwiller contre le *Nouvelliste de Murat* (1), mais sans se départir du principe de ses arrêts antérieurs.

« Attendu, est-il dit, que le délai de trois jours ne saurait s'appliquer quand il s'agit d'une feuille paraissant à intervalles éloignés et dont le plus prochain numéro a paru le lendemain de la sommation d'insérer... que cette interprétation est conforme au vœu du législateur... Attendu qu'il convient, ce principe posé, de reconnaître qu'il y peut être fait exception s'il est établi pour le juge du fait qu'il y a eu pour le journaliste impossibilité à satisfaire, dans ce bref délai à la réquisi-

(1) Cf. Cass. Crim, 13 juillet 1900, D. 1903, 1, 27.

tion d'insertion reçue. Attendu en fait qu'il est constant que Lutwiller a sommé, le 3 novembre 1899, à 4 heures du soir, Roche, gérant du *Nouvelliste de Murat*, d'avoir à insérer sa réponse. Que le numéro du *Nouvelliste* du 4 novembre parut sans que ladite réponse y fut insérée, mais avec un entrefilet portant que ce journal étant tiré à l'heure où la sommation lui était parvenue, l'insertion impossible pour ce motif, ce jour-là, aurait lieu dans le prochain numéro, ce qu'il advint le 11 novembre... Attendu que... Roche a fait connaître qu'il ne lui était pas possible faute de temps d'insérer ce jour-là la réponse de Lutwiller et que, d'un autre côté, l'arrêt constate en fait que le *Nouvelliste*, feuille hebdomadaire, dont le personnel et l'outillage doivent être fort restreints, n'était pas en mesure, au dernier moment, de modifier sa composition pour insérer une lettre relativement longue. Que dès lors l'insertion ne devenait légalement obligatoire que dans le numéro du 11 novembre. Par ces motifs, rejette. »

Ainsi tout en donnant satisfaction au gérant du journal, la Cour ne se départit pas de la règle qu'elle a posée et elle commence au contraire par la proclamer au début de son arrêt. Les graves conséquences que peut avoir cette interprétation, l'énormité des charges qu'elle impose au gérant des journaux périodiques, ont fait adopter à quelques rares auteurs une interprétation opposée. MM. Bazille et Constant disent à ce sujet : « Les expressions employées par le législateur permettent de décider que dans tous les cas il a voulu donner au journaliste un délai de trois jours et que, par conséquent, la réponse devra dans ce cas être insérée dans le premier numéro

qui paraîtra après l'expiration des trois jours » (1). Nous avons vu que M. Jaubert est aussi de cet avis qui, sans léser les intérêts des particuliers, n'impose pas une charge exorbitante au gérant (2).

Il est admis, en effet, que l'auteur de la réponse est seul juge de sa forme, de sa teneur, de son contenu et de son opportunité. Mais cela ne couvre pas la responsabilité du gérant. La réponse ne doit pas être contraire aux lois ni aux bonnes mœurs, elle ne doit pas porter atteinte à l'intérêt légitime des tiers, etc. . . . sans quoi le gérant est responsable. Il est donc équitable de lui laisser un temps suffisant pour examiner la réponse, en peser les termes et se rendre compte s'il peut insérer ou non, et dans le doute il faut qu'il ait le temps de réfléchir, de prendre conseil.

En outre, la réponse qui parvient au dernier moment

(1) *Code de la Presse*, n° 68.

(2) Dall. *Presse*, n° 343. La loi dit : « ou le plus prochain numéro s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours », ce qui semble impliquer que lorsqu'il est publié un numéro dans les trois jours de la réception, sa réponse doit y être insérée. Mais il faut coordonner les diverses parties de l'article et donner à chacune le sens qui lui appartient. Or le législateur commence par accorder au journaliste trois jours pour l'insertion. On ne peut supposer qu'une ligne plus bas il ait entendu lui retirer ce délai. Ce terme lui est donc acquis, et les journaux qui, dans ce délai, paraissent sans réponse ne contreviennent pas à la loi, puis à partir de l'expiration du délai, le premier numéro qui paraîtra devra contenir la réponse. » Avis contraire dans Dall., *Supplément*.

au gérant et qu'il est dans l'obligation d'insérer, impose au gérant une lourde charge par la difficulté matérielle de l'insertion. Dans une revue ou une publication qui ne paraît qu'à certains intervalles, la composition du numéro est faite longtemps à l'avance, tout y est méthodiquement ordonné et prévu et l'on ne peut y insérer un article sans déranger toute l'économie du numéro et obliger le gérant à remanier et à refaire sa composition. Souvent aussi une revue n'a pas d'imprimerie à elle, ou en tout cas elle ne possède pas le matériel, les machines, le personnel en un mot, ces usines à imprimer des grands quotidiens. Dans un journal paraissant chaque jour, on est à l'affût des moindres événements, à chaque nouvelle sensationnelle une édition spéciale est rédigée, tirée et publiée en quelques heures. Il est facile à ces journaux de modifier leur feuille, d'insérer un article ou un entrefilet sans grand dérangement, mais une revue ne possède ni le matériel ni le personnel voulu pour cela. Ajoutons que dans les revues ou publications périodiques la partie information, la plus facilement transformable, est peu importante. Le numéro se compose d'articles généralement beaucoup plus longs que les articles d'un journal ordinaire. Par suite les réponses à cet article sont aussi plus longues, et plus difficiles à insérer dans un numéro prêt à paraître. N'oublions pas non plus que la réponse doit être imprimée en mêmes caractères que l'article qui l'a motivée, qu'elle doit paraître à la même place. Le gérant ne

peut pas l'intercaler à la place qui lui serait le plus commode ou la reléguer dans la partie qui n'est pas encore sous presse, par exemple. On se rend donc compte de l'embarras dans lequel une réponse parvenue la veille du jour de la publication plonge le gérant. En admettant qu'il parvienne à insérer cette réponse, ce ne sera qu'au prix d'un travail considérable, d'ennuis de toutes sortes, il lui faudra remanier son numéro, courir après des rédacteurs, des ouvriers auxquels il sera forcé de donner un supplément de salaires. C'est imposer à la revue des sacrifices que l'intérêt d'un particulier ne justifie peut-être pas.

Qu'a voulu le législateur en fixant un délai pour l'insertion de la réponse ? Que cette réponse fût efficace et suivit de près l'attaque, afin de « placer le remède à côté du mal ». Et cela est fort juste, la défense doit être aussi prompte que l'attaque. La personne lésée doit pouvoir se justifier au plus tôt et si le journaliste différerait trop longtemps l'insertion de la réponse, celle-ci finirait par passer inaperçue. Mais il faut faire une distinction entre les journaux quotidiens et ceux qui ne paraissent que toutes les semaines ou tous les quinze jours, etc. Une personne est attaquée dans un journal quotidien. Plusieurs numéros paraissent sans contenir sa réponse, les lecteurs du journal oublient l'attaque et si la réponse paraît, on ne se souvient plus des faits qui l'ont motivée. On parcourt ses journaux tous les jours et la plupart des choses que

nous y lisons n'occupent pas longtemps notre esprit chaque jour distrait par des nouvelles plus fraîches. Il n'en est pas ainsi d'une revue. Cette revue se lit tranquillement, à tête reposée, on la conserve généralement après l'avoir lue. Les numéros tout en paraissant à des intervalles parfois éloignés se suivent néanmoins et sont pour ainsi dire la continuation les uns des autres. Par suite, un article nous frappe davantage, nous en conservons plus longtemps le souvenir. En admettant qu'un numéro contienne une attaque envers une personne quelconque, alors même que la réponse ne paraîtra pas dans le numéro suivant, mais seulement dans le deuxième numéro, nous aurons encore présent à l'esprit l'article qui a motivé cette réponse, de même que nous nous souvenons d'une étude ou d'un roman dont nous lisons la suite ; bien plus, nous avons le numéro précédent à notre portée dans notre bibliothèque, il nous est facile de nous remémorer les faits. Ainsi la réponse bien que différée de plusieurs jours est tout aussi efficace qu'une réponse parue le surlendemain de l'attaque dans un quotidien.

Par ailleurs, si la réponse n'a pas été assez prompte, à qui la faute en incombe-t-elle si ce n'est tout d'abord à l'auteur de cette réponse ? Une revue, une publication ne paraissant qu'à certains intervalles, la personne lésée a eu tout le loisir d'envoyer sa réponse à temps. Supposons une revue hebdomadaire paraissant le dimanche, la personne nommée a toute une semaine pour adresser sa

réponse au gérant de la revue. Si elle attend le samedi, n'est-ce pas tant pis pour elle ! Interpréter autrement la loi c'est autoriser toutes les vexations vis-à-vis des publications périodiques. L'auteur de la réponse qui voudra causer un gros ennui au gérant de la revue attendra le dernier jour pour envoyer sa réponse et obliger le gérant à modifier toute la composition de son numéro. Le droit de réponse n'a été accordé aux particuliers que pour se défendre, en s'en servant comme d'un moyen de vexation ceux-ci le détournent de son but.

« Le journaliste obligé d'insérer au dernier moment une réponse dont l'envoi a été savamment calculé se trouve victime d'un véritable guet-apens moral qu'il n'est certainement pas entré dans la pensée du législateur de légitimer (1). »

Malgré toutes ces raisons, étant donné le texte actuel de l'article 13, seule une réforme de la loi pourra mettre fin à ces abus.

Une autre question se pose ici au point de vue de la sanction de la non insertion de la réponse dans le délai fixé par la loi. D'après notre législation la pénalité est encourue par le fait que le gérant a laissé expirer le délai sans faire paraître la réponse. Il peut toutefois se trouver des cas où le gérant, sans qu'il y ait mauvaise volonté de sa part, s'est trouvé dans l'impossibilité d'insérer la

(1) Jaubert, *Le Droit de réponse*, p. 163.

réponse en temps voulu. Ne serait-il pas équitable alors de n'infliger au gérant qu'une peine réduite? Nous ne demandons pas qu'on remplace l'amende fixe par une amende croissant avec chaque jour de retard, parce que cela tournerait au désavantage du journal. Si l'auteur de la réponse ne poursuivait pas de suite le gérant, celui-ci aurait ensuite d'énormes amendes à payer. Mais que le gérant coupable de négligence et qui a fait paraître une insertion tardive ne soit pas traité avec la même rigueur que celui qui a opposé nettement un refus d'insertion.

II. — *Prescription.*

Si l'article 13 de la loi de 1881 fixe au gérant de tout journal ou écrit périodique un délai dans lequel celui-ci doit insérer toute réponse qui lui est adressée, cet article, pas plus que l'article 12 de la loi de 1822 et que les articles correspondants des lois précédentes sur la presse, ne fixent à la personne nommée dans un journal des délais pour envoyer sa réponse. D'où la question de savoir pendant combien de temps la personne nommée a le droit d'envoyer sa réponse ou en un mot par combien de temps se prescrit le droit de réponse?

L'article 65 de la loi de 1881 dit que « l'action publique et l'action civile résultants de crimes, délits et « contraventions prévus par la loi de 1881, se prescri-
« ront après trois mois révolus, à compter du jour où

« ils auront été commis ». Mais nous savons que le droit de réponse n'est pas une action. Le fait de nommer ou de désigner une personne dans un journal, n'est pas une infraction, l'infraction n'existe, avons-nous vu, que lorsqu'il y a refus d'insertion. Par suite, la prescription de l'article 65 ne s'applique pas au droit de réponse. C'est ce qu'a jugé le Tribunal correctionnel de Marseille dans une affaire où le gérant d'un journal de cette ville invoquait la prescription pour motiver son refus d'insertion.

« Attendu, dit le jugement, que ce moyen est fondé sur ce que toute action publique ou civile en matière de presse est éteinte par la prescription de trois mois, et que le plaignant irrecevable à agir en diffamation à raison de l'article incriminé peut agir *a fortiori* en rectification. Attendu que cette thèse n'est pas exacte, que la prescription qui est de droit étroit ne peut résulter que d'une disposition spéciale de la loi et être étendue par analogie d'un cas à un autre. Que la loi de 1881 n'a déclaré prescriptibles par trois mois que les crimes, délits et contraventions commis par la voie de la presse, mais n'a pas frappé de la même déchéance, à l'expiration de ce délai, les autres actions purement civiles auxquelles peut donner lieu la publication d'un écrit en dehors de toute violation de la loi pénale, notamment celle qui dérive du droit de réponse. Qu'étant de principe que ce droit est général et absolu, il s'ensuit que celui auquel il appartient, est seul juge du moment où il doit en user et que, si ce droit est prescriptible, il ne peut l'être que suivant les termes du droit commun ». (1).

(1) *Moniteur judiciaire de Lyon*, 1^{er} mars 1887.

Aussi loin que puisse entraîner une pareille interprétation de la loi, il faut reconnaître que le tribunal ne pouvait juger différemment. Une prescription ne saurait exister sans un texte formel de la loi. Qu'est-ce qui est punissable en cette matière ? C'est la non insertion. La personne qui a sommé le gérant d'insérer sa réponse a une action contre le gérant qui n'a point inséré cette réponse dans les trois jours. La prescription part donc de l'expiration du délai accordé au gérant pour faire paraître la réponse. Si trois mois après l'expiration de ce délai l'auteur de la réponse n'a point traduit le gérant en correctionnelle, il est censé avoir renoncé à poursuivre l'insertion de réponse. Il y a prescription de l'action en insertion forcée. Le gérant ne pourra plus être condamné à l'amende, mais tant que la réponse n'a point paru, *le droit de réponse reste entier*.

C'est ainsi que l'a jugé la Cour de Cassation dans un arrêt du 31 août 1905 (1).

« Attendu en fait que Albres, curé de Puéchabou, a sommé les 28 octobre et 16 novembre 1903, Poggioli, le gérant du journal *Le Petit Méridional*, d'insérer sa réponse à deux articles publiés dans le numéro du 23 octobre 1903 et dans lesquels il avait été nommé et désigné. Attendu que Poggioli n'ayant pas obtempéré à ces sommations, Albres l'a assigné, le 16 février 1904, aux fins de la dite insertion ; que par jugement du 20 avril 1904, confirmé par un arrêt du 21 juillet

(2) S. 1908, 1, 485.

suivant, le Tribunal correctionnel de Montpellier a déclaré l'action de la partie civile éteinte par la prescription et a relaxé le prévenu. Attendu qu'Albres a fait signifier le 10 mars 1905, à Poggioli, un nouvel acte par lequel il le sommait de nouveau d'insérer la même réponse que précédemment, que celui-ci n'ayant pas déféré à cette réquisition a été cité une deuxième fois aux mêmes fins... Que le Tribunal Correctionnel a déclaré que Poggioli étant tombé en état de délit de refus d'insertion trois jours après la réquisition d'Albres du 28 octobre 1903, le délai de la prescription de trois mois avait couru à compter du jour du délit et que dans ces conditions la citation du 29 mars 1905 était tardive, le délit étant à cette date couvert par la prescription. Mais, attendu que si l'action née d'un refus d'insertion peut s'éteindre par l'effet de la prescription *le droit de réponse distinct de cette action n'en subsiste pas moins*, qu'Albres a pu, par suite, nonobstant l'extinction de la première action, exercer à nouveau son droit par la réquisition du 16 mars 1905... Casse l'arrêt. »

C'est aussi l'avis de Barbier dans son Code de la Presse (1). « L'infraction prévue par l'article 13 ne consiste pas dans la publication de l'article qui peut donner ouverture au droit de réponse, mais bien dans le refus d'insertion, c'est-à-dire dans la non insertion de la réponse. Il résulte bien de l'article 65 que trois mois après la publication du journal qui a paru sans renfermer la réponse qui devait s'y trouver, l'action est prescrite ; mais tant qu'il n'y a pas eu réquisition à fin d'insertion

(1) *Code de la Presse*, n° 1037.

et refus d'insérer, il n'y a pas d'infraction et il ne peut, en conséquence, être question de la prescription de l'action résultant de l'infraction prévue par l'article 13. » La conséquence du silence de la loi est que le droit de réponse ne se prescrit que par trente ans (1).

Il est certain que ce long délai est contraire à la nature même du droit de réponse. Nous avons vu que la préoccupation dominante des promoteurs du droit de réponse d'abord et du législateur ensuite était d'assurer la rapidité de la réponse. Par ailleurs, le droit de réponse étant un droit de défense, il va de soi que la défense doit suivre l'attaque. C'est pour cela que le législateur de 1822 a fixé un délai de trois jours au gérant du journal pour insérer la réponse. Il n'est pas entré, un seul instant, dans l'esprit du législateur, que la personne attaquée dans un journal, négligerait de répondre pendant plusieurs mois, pour venir ensuite remettre en question des faits déjà lointains et oubliés. Nous irons même jusqu'à soutenir qu'ainsi comprise, la réponse n'est plus une défense, mais peut même devenir une attaque.

« Il convient de ne pas perdre de vue, lisons nous dans une note sous l'arrêt précité du 31 août 1905 (2), que le droit de réponse autorisé par l'article 13 de la loi de 1881 est quelque chose de particulier et de spécial, qu'une

(1) Narbis.

(2) Cf., S. 1908, 1, 485, note.

réponse est une riposte, une défense, et ce caractère suppose non seulement une liaison avec le contenu de la publication qui la motive, mais aussi une certaine relation de temps avec elle. La réponse, en d'autres termes, doit être contemporaine de l'écrit auquel elle s'applique. Si elle en est séparée par un long intervalle de temps, elle perd son caractère de réponse, elle ne sert plus, suivant l'expression assez heureuse d'un arrêt, « les besoins d'une légitime défense », elle se transforme « en attaque ouverte à propos d'anciennes opinions émises ».

Aussi, peut-on se demander si les tribunaux admettraient l'insertion d'une réponse à un article paru depuis plusieurs années. Le jugement du Tribunal de Marseille et l'arrêt de la Cour de Cassation que nous avons cités, sont inattaquables en droit, mais dans un cas comme dans l'autre, il faut remarquer que la réponse tardive ainsi accordée à la personne attaquée, avait déjà été envoyée au gérant du journal qui ne l'avait pas insérée. Dans un cas comme dans l'autre, l'auteur de la réponse avait fait sommation au gérant du journal d'avoir à insérer sa réponse. Le débat n'était pas clos. Qu'auraient décidé les juges si ces réponses étaient parvenues au gérant plusieurs années après la publication de l'article incriminé ? M. Barbier a prévu le cas et accorde en cette matière un pouvoir d'appréciation aux tribunaux :

« Il est certain, en effet, que la loi en consacrant le droit de réponse a statué en vue d'une réponse contemporaine de l'article qui la provoque et apparaissant comme une défense à une attaque dont le souvenir est encore présent à la mémoire des lecteurs du journal, de telle sorte que les Tribunaux par une juste interprétation de la loi pourraient déclarer légitime le refus par un gérant d'insérer une réponse visant un article ancien et oublié en décidant qu'une réponse requise dans ces conditions ne présente pas les caractères légaux de la réponse prévue par l'article 13 » (1).

C'est une solution dont il faut se contenter pour le moment, mais il est à souhaiter de voir promptement une loi réparer l'oubli des législateurs de 1822 et 1881.

Les diverses propositions de loi portant modification du droit de réponse se sont préoccupées de la question. La proposition Flandin, adoptée par la Chambre des Députés le 31 mars 1898, porte que « le gérant sera tenu d'insérer la réponse de toute personne nommée ou désignée depuis moins de trois mois. » La commission du Sénat chargée d'examiner cette proposition de loi, sur la demande de M. Thézard, a porté ce délai à six mois pour les personnes qui, étant éloignées du lieu de publication du journal n'ont pu avoir connaissance de l'atta-

(1) Barbier, *Code de la Presse*, n° 1037.

que dont elles sont l'objet, à temps pour y répondre : « Le temps accordé pour la réponse sera porté à six mois si au moment de la publication la personne nommée ou désignée dans un journal publié en France se trouvait à l'étranger ou aux colonies, ou si, réciproquement elle se trouvait hors de la colonie où l'article a été publié. » Cela est fort légitime. Parmi les législations étrangères, la loi Vaudoise de 1898 fixe également un délai d'un mois à la personne nommée pour envoyer sa réponse. C'est un peu court, mais la loi ajoute : « Toutefois, même après l'expiration du délai sus-indiqué, si la personne visée prouve qu'elle a ignoré la publication de l'article ou n'a pu y répondre pour cause de maladie grave, d'absence ou d'autre empêchement dûment justifié, elle peut faire usage de son droit de réponse dans le délai de vingt jours de celui où l'empêchement a pris fin. »

Cette mesure tout en étant très équitable n'est guère pratique. Un pareil texte est forcément une source de procès et compromet en définition l'exercice du droit de réponse au lieu de le faciliter ; aussi préférons nous un délai fixe. La solution adoptée par la Commission du Sénat a été maintenue dans la proposition de la loi votée par la Chambre des Députés le 25 mars 1902 sous cette forme. « L'action en insertion forcée se prescrit après six mois révolus, à compter du jour où la publication a eu lieu » et c'est sous cette forme qu'elle se retrouve dans le pro-

jet de la Commission du Sénat (1), mais les tribunaux ayant fait une distinction entre l'action en insertion forcée et le droit de réponse (2), nous préférierions une formule fixant nettement le délai pendant lequel la personne a le droit d'envoyer sa réponse au journal, à compter du jour où a paru l'article auquel elle répond.

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 21 mars 1911.

(2) Cass., 31 août 1905, S. 1908, 1, 485.



ANNEXES

Différentes propositions de loi tendant à modifier le droit de réponse.

I

PROPOSITION FLANDIN

4 décembre 1897.

« Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception constatée par exploit d'huissier ou par récépissé qui ne pourra être refusé soit à l'expéditeur s'il se présente en personne, soit à son fondé de pouvoirs muni d'une attestation écrite, soit à l'agent des postes porteur de la lettre recommandée ou chargée, ou dans le plus prochain numéro s'il n'en est pas publié avant l'expiration des trois jours, les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 à 500 francs sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

« Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée.

« Elle sera gratuite lorsque les réponses ne dépasseront pas

le double de la longueur du dit article. Si elles le dépassent, le prix d'insertion sera dû pour le surplus seulement. Il sera calculé au prix des annonces judiciaires.

« Pendant la période électorale le délai de trois jours prévu par le § 1^{er} du présent article sera réduit à vingt-quatre heures pour les journaux quotidiens.

« Le délai de citation du refus d'insertion sera de vingt-quatre heures sauf pendant les trois jours qui précéderont le scrutin durant lesquels la citation pourra être donnée d'heure à heure.

« Le Tribunal pourra décider que le jugement ordonnant l'insertion sera exécutoire sur minute nonobstant opposition ou appel.

« Sera assimilé au refus d'insertion et puni des mêmes peines, sans préjudice de l'action en dommages-intérêts le fait de publier une édition spéciale d'où serait retranchée la réponse que le numéro correspondant du journal était tenu de reproduire. »

II

PROPOSITION LAVERTUJON

23 décembre 1897.

« Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception constatée par exploit d'huissier ou par récépissé qui ne pourra être refusé, délivré soit au fondé de pouvoirs de l'expéditeur muni d'une attestation écrite, soit à l'agent des postes porteur de la lettre recommandée ou chargée, ou dans le plus prochain numéro s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, la réponse rectificative de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 à 500 francs sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

« Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée.

« Cette réponse sera gratuite mais elle ne pourra pas dépasser le double de la partie de l'article consacrée à la personne qui réclamera une rectification. Toutefois celui qui usera du droit de réponse pourra exiger un minimum de cinquante lignes.

« Pendant la période électorale le délai de trois jours prévu par le § 1^{er} du présent article sera pour les journaux quotidiens réduit à vingt-quatre heures à la condition que la réponse sera remise huit heures avant le tirage du journal

dans lequel elle devra paraître. Dès l'ouverture de la période électorale le gérant du journal sera tenu de déclarer au parquet l'heure habituelle à laquelle pendant cette période il entend fixer le tirage de son journal. »

Le délai de citation sur refus d'insertion sera de vingt quatre heures, sauf pendant les trois jours qui précéderont le scrutin durant lesquels la citation pourra être donnée d'heure à heure.

Le Tribunal pourra décider que le jugement ordonnant l'insertion sera exécutoire sur minute nonobstant opposition ou appel.

La réponse rectificative ne sera exigible que dans la ou les éditions où aura paru l'attaque.

Sera assimilé au refus d'insertion et puni des mêmes peines sans préjudice de l'action en dommages-intérêts le fait de publier dans la même circonscription électorale où l'article aurait paru, une édition spéciale d'où serait retranchée la réponse que le numéro correspondant du journal était tenu de reproduire.



III

TEXTE ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DEPUTES, le 31 mars 1898.

« Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de sa réception, constatée par exploit d'huissier ou par récépissé qui ne pourra être refusé à l'agent des postes ou au porteur, ou dans le plus prochain numéro s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, la réponse de toute personne nommée ou désignée depuis moins de trois mois dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 à 500 francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

« Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée.

« Cette réponse sera gratuite, mais elle ne pourra pas dépasser le double de la partie de l'article s'appliquant au réclamant. Toutefois, celui qui usera du droit de réponse pourra exiger un minimum de cinquante lignes.

« Pendant la période électorale, le délai de trois jours prévu par le § 1 sera, pour les journaux quotidiens, réduit à vingt-quatre heures. La réponse devra être remise six heures au moins avant le tirage du journal dans lequel elle devra paraître. Dès l'ouverture de la période électorale, le gérant du journal sera tenu de déclarer au parquet l'heure habituelle à laquelle, pendant cette période, il entend fixer le tirage du journal.

« Le délai de citation sur refus d'insertion sera de vingt-quatre heures, sauf pendant les trois jours qui précéderont le scrutin durant lesquels la citation pourra être donnée d'heure à heure.

« Le Tribunal pourra décider que le jugement ordonnant l'insertion, mais en ce qui concerne seulement cette insertion, sera exécutoire nonobstant opposition ou appel.

« La réponse ne sera exigible que dans la ou les éditions où a paru l'attaque.

« Sera assimilé au refus d'insertion et puni des mêmes peines, sans préjudice de l'action en dommages-intérêts, le fait de publier dans la même circonscription électorale où l'article aura paru, une édition spéciale d'où serait retranchée la réponse que le numéro correspondant du journal était tenu de reproduire. »



IV

PROPOSITION CRUPPI

3 décembre 1901

« Art. 1^{er}. — Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception, constatée par exploit d'huissier ou par récépissé, qui ne pourra être refusé, délivré soit à l'expéditeur, s'il se présente en personne, soit à son fondé de pouvoir muni d'une attestation écrite, soit à l'agent des postes, porteur de la lettre recommandée ou chargée, ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, les réponses rectificatives de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 à 100 fr., sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

« Art. 2. — Le demandeur en insertion a toujours droit à mille lettres d'écriture et sa réponse rectificative ne peut excéder le double de l'espace occupé par la partie de l'article qui lui est directement ou indirectement personnelle.

« Art. 3. — L'insertion devra être faite à la même place et en même caractères que l'article qui l'aura provoquée et sans aucune intercalation.

« Art. 4. — La réponse rectificative sera toujours gratuite. Le demandeur en insertion ne pourra excéder les limites fixées à l'article 2 en offrant de payer le surplus.

« Art. 5. — Le droit de réponse ne peut s'exercer contre les articles de critique littéraire ou scientifique, alors que l'intention d'offenser la personne nommée ou désignée ne résulte pas des termes de l'article et que la critique a été provoquée par une publication, une représentation, une exhibition publique quelconque, de nature à faire naître ou même solliciter les commentaires de la presse.

« Art. 6. — L'action en insertion forcée se prescrit après trois mois révolus à compter du jour où la publication a eu lieu.

« Art. 7. — Pendant la période électorale, le délai de trois jours prévu par l'article 1 sera réduit à vingt-quatre heures pour les journaux quotidiens. Le délai de citation, sur refus d'insertion, sera de vingt-quatre heures, sauf pendant les trois jours qui précéderont le scrutin, durant lesquels la citation pourra être donnée d'heure à heure. Le tribunal pourra décider que tout jugement relatif à l'exercice du droit de réponse et ordonnant l'insertion sera exécutoire sur minute, nonobstant opposition ou appel.

« Art. 8. — Dans le cas de diffamation ou injures dirigées contre la mémoire des morts, les héritiers vivants ne pourront user du droit de réponse prévu par les articles précédents que si les auteurs de ces diffamations ou injures ont eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération desdits héritiers.

« Art. 9. — L'article 13 et le dernier paragraphe de l'article 34 de la loi du 29 juillet 1881 sont abrogés. »

V

TEXTE ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DEPUTES, le 25 mars 1902.

Article unique. — L'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 13. — Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 à 500 francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

« Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée et sans aucune intercalation.

« La réponse ne peut excéder le double de l'espace occupé par la partie de l'article qui vise directement ou indirectement le demandeur en insertion : toutefois, elle peut toujours, et dans tous les cas, atteindre un minimum de cinquante lignes d'impression à la même place, en mêmes caractères et de même longueur, sans compter l'adresse, les salutations, les réquisitions d'usage et la signature. En aucun cas, le gérant ne peut refuser l'insertion des cinquante premières lignes de la réponse.

« La réponse est toujours gratuite. Le demandeur en insertion

ne peut excéder les limites fixées au paragraphe précédent en offrant de payer le surplus.

« Le droit de réponse ne peut s'exercer contre les articles de critique littéraire ou scientifique, alors que l'intention d'offenser la personne nommée ou désignée ne résulte pas des termes de l'article, et que la critique a été provoquée par une publication, une représentation, une exhibition publique quelconque, de nature à faire naître ou même solliciter les commentaires de la presse.

« Pendant toute période électorale, tout candidat nommé ou désigné dans un journal ou écrit périodique aura le droit, sous la sanction des peines prévues au § 1^{er} du présent article, de faire insérer sa réponse dans le plus prochain numéro. Le juge des référés, saisi par le demandeur en insertion, et au besoin par une citation donnée d'heure à heure, devra statuer immédiatement et sans aucune remise. La décision ordonnant l'insertion sera exécutoire nonobstant opposition ou appel sur minute et avant enregistrement.

« Dans tous les cas prévus au présent article et relatifs à l'exercice du droit de réponse, le tribunal peut décider que le jugement ordonnant l'insertion sera exécutoire sur minute nonobstant opposition ou appel.

« L'action en insertion forcée se prescrit après six mois révolus à compter du jour où la publication a eu lieu. »

VI

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION DU SÉNAT.

M. SAVARY, rapporteur.

Article unique. Les articles 13 et 34 de la loi du 29 juillet 1881 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« *Art. 13.* — Le gérant sera tenu d'insérer, dans les trois jours de leur réception, ou dans le plus prochain numéro s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 à 500 francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

« Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée et sans aucune intercalation.

« Non compris l'adresse, les salutations, les réquisitions d'usage et la signature, qui ne seront jamais comptées dans la réponse, celle-ci sera limitée à la longueur de l'article qui l'aura provoquée. Toutefois, elle pourra atteindre cinquante lignes, alors même que cet article serait d'une longueur moindre, et elle ne pourra dépasser deux cents lignes, alors même que cet article serait d'une longueur supérieure.

« La réponse sera toujours gratuite. Le demandeur en insertion ne pourra excéder les limites fixées au paragraphe précédent en offrant de payer le surplus.

« La réponse ne sera exigible que dans l'édition ou les éditions où aura paru l'article.

« Sera assimilé au refus d'insertion et punis des mêmes peines, sans préjudice de l'action en dommages-intérêts, le fait de publier, dans la région desservie par les éditions ou l'édition ci-dessus, une édition spéciale d'où serait retranchée la réponse que le numéro correspondant du journal était tenu de reproduire.

« Le Tribunal pourra décider que le jugement ordonnant l'insertion, mais en ce qui concerne cette insertion seulement, sera exécutoire sur minute nonobstant opposition ou appel.

« Pendant toute période électorale, le délai de trois jours prévu pour l'insertion par le § 1^{er} du présent article sera, pour les journaux quotidiens, réduit à vingt-quatre heures. La réponse devra être remise six heures au moins avant le tirage du journal dans lequel elle devra paraître. Dès l'ouverture de la période électorale, le gérant du journal sera tenu de déclarer au parquet l'heure habituelle à laquelle, pendant cette période, il entend fixer le tirage de son journal. Le délai de citation sur refus d'insertion sera réduit à quarante-huit heures, sans augmentation pour les distances. Le jugement ordonnant l'insertion sera exécutoire, mais en ce qui concerne cette insertion seulement, sur minute, nonobstant opposition ou appel.

« L'action en insertion forcée se prescrira après six mois révolus, à compter du jour où la publication aura eu lieu.

« *Art. 34.* — Les articles 31, 32 et 33 ne seront applicables aux diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts que dans les cas où les auteurs de ces diffamations ou injures auraient eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants. — Que les auteurs des diffamations ou injures aient eu ou non l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants, ceux-ci pourront user, dans les deux cas, du droit de réponse prévu par l'article 13. »

BIBLIOGRAPHIE

- BARBIER. — Code expliqué de la Presse. — Paris, 1887, 2 vol.
— Complément, 1 vol., 1895.
- BAZILLE et CONSTANT. — Code de la Presse. — Paris, Pedone, 1883.
- BONNIER et LARNAUDE. — Traité théorique et pratique des preuves, 5^e édit. — Paris, 1888.
- BRUNETIÈRE. — Revue des Deux Mondes, 15 janvier 1898.
- CHASSAN. — Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse. — Paris, 2 vol., 1846.
- J. CRUPPI. — Rapport à la Chambre des députés. Session 1901, n° 2866. — Paris, Motteroz.
- DALLOZ. — Répertoire, v° Presse, outrage, n° 322 et suiv.
- DAROUX. — Du droit de rectification et de ses origines. — Paris, Jouve, 1911.
- R. DORÉ. — Le droit de réponse. — Chartres, Garnier, 1902.
- G. DUPLAT. — Le Journal. — Paris, Pedone, 1909.
- DUTRUC. — Explication pratique de la loi du 29 juillet 1881. — Paris, Marchal, 1883.
- P. FABREGUETTES. — Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse. — Paris, Marescq, 1901. 2 vol.

- FAIVRE et BENOÎT-LÉVY. — Code manuel de la Presse. — Paris, Cotillon, 1881.
- AD. DE GRATTIER. — Commentaire des lois de la Presse, 2 vol. — Paris, 1847.
- J. JAUBERT. — Le droit de réponse. — Paris, Pedone, 1901.
- CH. LAURENT. — Etudes sur les délits de Presse. — Bruxelles, 1871.
- G. LE POITTEVIN. — Traité de la Presse, 3 vol. — Paris, Larose, 1902.
- MAZE. — Le droit de réponse. — Paris, Pedone, 1900.
- PARANT. — Lois de la Presse en 1836.
- ROUSSET. — Code général des lois sur la Presse. — Paris, Marchal, 1869.
- H. SCHUERMANS. — Code de la Presse, 2 volumes. — Bruxelles, Larcier, 1881.
- CELLIEZ et LE SENNE. — La loi de 1881 sur la Presse. — Paris, 1882.
-

Vu et approuvé :

Le Président,

F. LARNAUDE.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur :

L'Inspecteur d'Académie,

G. PAGES.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	5
Historique du droit de réponse	10
Législation actuelle	16
A qui appartient le droit de réponse.....	17
Forme de la réponse.....	20
Contre qui s'exerce le droit de réponse.....	23
Etendue de la réponse.....	24
Délai d'insertion.....	24
Prescription.....	25
Limitation au droit de réponse	27
Nature juridique du droit de réponse	27

PREMIÈRE PARTIE

Limitation au droit de réponse en général	31
I. Etendue matérielle de la réponse.....	31
II. Application du droit de réponse.....	42

DEUXIÈME PARTIE

Limitation du droit de réponse dans certains cas particuliers	57
I. En matière de critique.....	57

II. En matière de comptes rendus.....	8
III. Du droit de réponse accordé aux héritiers de personnes nommées.....	103

TROISIÈME PARTIE

Limitation dans le fonctionnement du droit de réponse.....	123
I. Délai d'insertion.....	123
II. Prescription.....	135

ANNEXES. — Propositions de lois.

Proposition Flandin.....	145
— Lavertujon.....	147
Texte voté par la Chambre le 31 mars 1898.....	149
Proposition Cruppi.....	151
Texte adopté par la Chambre le 25 mars 1902.....	153
Proposition de la Commission du Sénat, M. Savary, rapporteur.....	155
BIBLIOGRAPHIE.....	157



TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

A

	Pages.
<i>Administrations publiques.</i>	
Ont-elles le droit de réponse ?.....	19
<i>Albres.</i>	
Son procès avec le <i>Petit Journal</i>	137
<i>Annonces judiciaires.</i>	
Le droit de réponse existe-t-il à leur égard ?.....	98
<i>Assemblée Constituante.</i>	
Proclamation de la liberté de la Presse.....	11
<i>Associations.</i>	
Ont-elles le droit de réponse ?.....	19
<i>Aucoin.</i>	
Son procès avec la <i>Dépêche de Toulouse</i>	34 et suiv.
<i>Aviso de Toulon.</i>	
Son procès avec le Comte de Flotte.....	58

B

<i>Barbier.</i>	
Son interprétation de l'article 34, L. 1881.....	112
Prescription	138 et 141
<i>Bareste.</i>	
Son opinion sur la liberté de la Presse.....	6

<i>Bazille et Constant.</i>	
Il faut un intérêt pour répondre.....	49
Délai d'insertion.....	129
<i>Belgique.</i>	
Décret du 20 juillet 1831, art. 13.....	39
<i>Marquis de Bonnay.</i>	
Son amendement.....	46
<i>Bonnes mœurs.</i>	
Réponse contraire aux bonnes mœurs.....	22
<i>De Bourmont.</i>	
Son procès avec le <i>Petit Journal</i>	107
<i>Brégeault.</i>	
Son réquisitoire dans l'affaire Dubout Brunetière..	80
<i>De Broglie.</i>	
Ses objections au droit de réponse à la Chambre des Pairs.....	67
<i>Brunetière.</i>	
Son procès avec Dubout	63
Le droit de réponse en matière de critique	71 et 78
<i>Bulletin municipal de la Ville de Paris.</i>	
Son procès avec Nicoullaud.....	94

C

<i>Catel.</i>	
Son procès avec Delaunay	95
<i>Chabron de Solihac.</i>	
Son amendement.....	43
<i>Chambre des Pairs.</i>	
Sa résistance à l'introduction du droit de réponse ..	14
<i>Chassan.</i>	
Son opinion sur la liberté de la Presse.....	6
<i>Circulaire.</i>	
Du Garde des Sceaux du 9 novembre 1881.....	113

Comptes rendus.

Le droit de réponse en matière de comptes rendus.....	85 et suiv.
Compte rendu des séances des Chambres.	86 et suiv.
— des Assemblées départementales et municipales	92
Compte rendu des Débats judiciaires.....	94

Benjamin Constant.

Son opinion sur le droit de réponse.....	54
--	----

Le Constitutionnel.

Son procès avec Loyau de Lacy.....	60
------------------------------------	----

Corps constitués.

Ont-ils reçu le droit de réponse?.....	19
--	----

Le Courrier Français.

Son procès avec Jollivet.....	44 et 59
-------------------------------	----------

Critique.

Le droit de réponse en matière de critique..	57 et suiv.
Son rôle.....	67

Cruppi.

Etendue de la réponse	32
Le droit de réponse en matière de critique.....	81

D*Danré.*

Son procès avec le <i>Journal des Economistes</i>	73
---	----

Daroux.

Sa théorie de la nature juridique du droit de réponse.	29
--	----

Décret.

Du 17 février 1852.....	91
-------------------------	----

<i>Délai d'insertion</i>	24
--------------------------------	----

La Dépêche de Toulouse.

Son procès avec Aucoin	34 et suiv.
------------------------------	-------------

Dépôt.

Dépôt d'un exemplaire au journal.....	73
---------------------------------------	----

Désignation.

La simple désignation suffit..... 17

Dubout.

Son procès avec Brunetière..... 63

Dulaure.

Sa proposition de loi. 11 et 42

Duplat.

Le droit de réponse en matière de critique 70

E*Ecrits périodiques.*

Ils sont soumis au droit de réponse..... 23

Espagne.

Loi du 26 juillet 1883. 121

Etendue.

Etendue de la réponse..... 24 et 31

Etres moraux.

Ont-ils le droit de réponse?..... 19

F*Fabreguettes.*

Etendue de la réponse..... 34

Il faut un intérêt 49

Critique 72

Faivre et Benoit-Lévy.

Leur interprétation de l'article 34, 1881 111

C^e de Flotte.

Son procès avec l'*Avion de Toulon*..... 58

Fonctionnaire.

A-t-il le droit de réponse? 18

Forme.

Forme de la réponse 20

Fournet.

Son procès avec de Martilly.....	44
----------------------------------	----

G*Garreau.*

Son rapport au Sénat.....	41 et 81
---------------------------	----------

De Grattier.

Il faut un intérêt	48
--------------------------	----

H*Héritiers.*

Leur droit de réponse.....	103
----------------------------	-----

Histoire.

Ses droits.	115
------------------	-----

Honneur du journaliste.

Réponse contraire à l'honneur du journaliste.....	23
---	----

I*Inexactitudes.*

Dans la réponse.. ..	21
----------------------	----

Insertion payante.

Son innovation, loi de 1835.....	15
----------------------------------	----

Intérêt.

Intérêts des tiers.....	22
Intérêt à répondre	42 et suiv.

J*Jaubert.*

Comptes rendus	87
Héritiers	121
Délai d'insertion.....	126 et 134

Jollivet.

Son procès avec le <i>Courrier Français</i>	44 et 59
---	----------

Josserand.

Droit des héritiers.....	117
--------------------------	-----

<i>Journal.</i>	
A-t-il le droit de réponse ?.....	19
<i>Le Journal de l'Ain.</i>	
Son procès avec Villefranche.....	45
<i>Le Journal des Economistes.</i>	
Son procès avec Danré.....	73
<i>Le Journal Officiel.</i>	
Comptes rendus.....	88
<i>Journaliste.</i>	
A-t-il le droit de réponse ?.....	19

L

<i>Leymarie.</i>	
Son procès avec divers journaux.....	90
<i>Limites.</i>	
De la réponse.....	21, 47 et 48
<i>Lois.</i>	
9 juin 1819.....	13
25 mai 1822.....	13
9 septembre 1835.....	15
27 juillet 1849.....	16
29 juillet 1881, art. 13.....	16 et 124
— art. 41, § 2.....	86
— art. 34.....	105
— art. 65.....	135
<i>Longueur.</i>	
Longueur de la réponse.....	31 et suiv.
<i>Loyau de Lacy.</i>	
Son procès avec le <i>Constitutionnel</i>	60
<i>Lutwiller.</i>	
Son procès avec le <i>Nouvelliste de Murat</i>	128

M

<i>de Marsilly (Le Courrier Français).</i>	
Son procès avec Jollivet	44
<i>Maximum.</i>	
Maximum de la réponse.....	32
<i>Le Petit Méridional.</i>	
Son procès avec Albres	137
<i>Le Messager du Midi.</i>	
Son procès avec Fayard.....	92
<i>Mestadier.</i>	
Son amendement.....	13, 18 et 43
<i>Minimum.</i>	
Minimum de la réponse.....	32
<i>Comte de Molé.</i>	
Son amendement	46

N

<i>Nature juridique.</i>	
Du droit de réponse	27
<i>Le Nouvelliste de Murat.</i>	
Son procès avec Lutwiller	128

P

<i>Pardessus.</i>	
Son intervention lors de la discussion de la loi de 1822.	53
<i>Pelletan.</i>	
Héritiers et droits de l'histoire.....	116
<i>de Peyronnet.</i>	
Discussion de la loi de 1822	20 et 46
<i>Le Petit Journal.</i>	
Son procès avec le général de Bourmont	107

<i>Le Poittevin.</i>	
Héritiers	114
<i>Portugal.</i>	
Lois des 28 mai et 7 juillet 1908	39
<i>Prescription.</i>	
Du droit de réponse	25 et 135
<i>Prix de l'insertion.</i>	24
<i>Propriété du journal</i>	38
<i>Propositions de lois.</i>	
Flandin	145
Lavertujon	147
Texte voté par la Chambre le 25 mars 1902	149
<i>Proposition Cruppi</i>	151
Texte voté par la Chambre le 25 mars 1902	153
Rapport au Sénat, M. Savary, rapporteur	155
<i>Provocation.</i>	
Théorie de la provocation	72

R

<i>Renan.</i>	
Son opinion sur le droit de réponse	55
<i>Renaudot.</i>	
Précurseur du droit de réponse	10
<i>Renonciation.</i>	
Théorie de la renonciation au droit de réponse. 72, 75 et suiv.	
<i>Réponses cumulées</i>	40
<i>Revues.</i>	
Elles sont soumises au droit de réponse	24
<i>Revue des Deux Mondes.</i>	
Son procès avec Dubout	63 et suiv.
<i>Roussel.</i>	
Il faut un intérêt	49

S*Savary.*

Son rapport au Sénat..... 82

Schuermans.

Il faut un intérêt..... 52

Comptes rendus..... 99

Suisse.

Loi du canton de Vaud du 12 février 1898 121 et 140

Syndicats.

Ont-ils le droit de réponse 19, note 2

T*De Thorigny.*

Il faut que la réponse ait le caractère d'une réponse. 50

Tribunaux.

Ont-ils le droit de réponse..... 19

Leur droit d'appréciation..... 52

V*Villefranche.*Son procès avec le *Journal de l'Ain*..... 45*De Villeneuve.*

Le droit de réponse en matière de critique..... 76

Villey.

Le droit de réponse en matière de critique..... 69, 76

Vivacités de la réponse..... 21**W***Wendel Holmès.*

Son opinion en matière de réponse..... 56

